

offensive

TRIMESTRIEL D'OFFENSIVE LIBERTAIRE ET SOCIALE N°2 • 3 EUROS • PRINTEMPS 04



Déclaration politique d'Offensive Libertaire et Sociale (OLS)

Offensive Libertaire et Sociale est née au cours de l'été 2003. Notre volonté est de participer à la construction d'une réelle offensive qui mette un terme au capitalisme et qui contribue à l'élaboration d'un autre futur sans rapports de domination ni d'exploitation. Nous militons pour une société fondée sur la **solidarité**, l'**égalité sociale** et la **liberté**. Six principes fondent l'OLS :

1. Indépendance agir de manière libérée de toute logique institutionnelle liée à l'État ou au capital.

2. Fédéralisme les groupes composant l'OLS sont autonomes ; ils s'associent librement tout en respectant les fondements et les valeurs de l'OLS.

3. Assembléisme pratiquer ou favoriser des modes d'organisation horizontaux et des processus décisionnels appuyés sur la démocratie directe.

4. Anti-autoritarisme combat de toutes les formes de domination : exploitation, patriarcat, âgisme, racisme... Refus des logiques de conquêtes de pouvoir, mise en place de contre-pouvoirs pour lutter contre les pratiques hiérarchiques.

5. Rupture à travers nos luttes et autres interventions politiques, nous cherchons à poser la question de la fin du capitalisme. Nous cherchons à favoriser l'existence de rapports sociaux alternatifs et à aider au développement d'espaces et de temps émancipés et subversifs. Nous participons donc à l'émergence d'utopies créatrices.

6. Appui mutuel recherche et apport de solidarité et de participation entre les projets de subversion, selon les principes de la liberté d'association et d'expérimentation. Agir dans le respect des partenaires... Nous souhaitons œuvrer pour un monde où le bien-être et le bonheur seraient parmi les premières préoccupations.

L'OLS se situe comme un élément dans la **constellation libertaire**, apportant sa pierre au mouve-

ment **révolutionnaire**. Elle est une structure parmi d'autres organisations, collectifs, comités existants à un moment donné. **L'organisation n'est pas une fin en soi** et ne doit pas primer sur les luttes et sur la réflexion. Nous refusons de nous impliquer en fonction de nos seuls intérêts organisationnels, de « passer » d'une lutte à l'autre au gré des modes. Même si nous apparaissions pour confronter, défendre ou faire partager nos valeurs, nos idées, nos pratiques, notamment au travers de notre journal et lors de certains événements politiques, **nous refusons les logiques de représentation**. Dans une société fondée sur les apparences, **le mouvement révolutionnaire ne doit pas succomber aux sirènes du spectacle**.

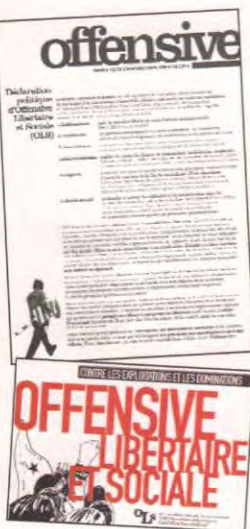
Nous luttons plus particulièrement **contre l'apartheid social, les dominations** (sexisme, homophobie, exploitation économique...), **pour la liberté de circulation et d'installation**. Nous participons aux **luttes contre la précarité et le développement de la misère**, en essayant de proposer d'autres formes d'organisation sociale dans lesquelles le travail productif perdrait sa centralité.

Nous voulons construire **une société réellement démocratique**, si l'on définit la démocratie comme une forme d'organisation du pouvoir permettant de connaître et de maîtriser nos conditions d'existence. Il importe de réfléchir à de nouvelles organisations sociales qui permettent le **partage des débats et des prises de décisions**. Cela revient à **briser l'autonomie du pouvoir**. Il ne doit plus être en-dehors de la société, mais en son sein : il doit être socialisé.

Nous sommes partie prenante de l'**unification des mouvements libertaires** et de l'association avec toutes celles et ceux qui développent des **pratiques anti-autoritaires et anti-capitalistes**. Nous chercherons, au sein de cette constellation, à faire vivre « l'alternative ».

MATÉRIEL

Vous pouvez commander l'autocollant (1 euro les 15 autocollants) ou le quatre-pages de présentation de l'OLS (1 euro les 5 quatre-pages) en nous écrivant à l'ordre de Spipasso à OLS, 21^{er}, rue Voltaire 75011 Paris



Offensive est le trimestriel d'Offensive Libertaire et Sociale Commission paritaire en cours impression EDRB

Pour contacter Offensive Libertaire et Sociale
OLS c/o Mille Bâbords,
61 rue Consolat,
13001 Marseille.
06 77 54 39 74
ols@no-log.org.
<http://offensive.samizdat.net>

LES GROUPES DE L'OLS

OLS Paris
21^{er}, rue Voltaire
75011 Paris
06 68 44 01 50
ols.paris@no-log.org

OLS Chiapacans Marseille
c/o Mille Bâbords
61 rue Consolat
13001 Marseille

OLS Var
c/o Mille Bâbords
61 rue Consolat
13001 Marseille

Contact sur Toulouse
06 77 54 39 74

Contact sur Tours
06 20 91 20 44

Offensive Libertaire et Sociale s'inscrit dans une démarche internationaliste. Elle participe au réseau **Solidarité Internationale Libertaire (SIL)**, structure créée en 2001 et qui regroupe une vingtaine d'organisations anarchistes à travers le monde.

Contact
www.ils-sil.org
En France
SIL-France,
21^{er}, rue Voltaire,
75011 Paris

<http://offensive.samizdat.net>

Le portail **Samizdat.net** héberge le site Internet d'Offensive Libertaire et Sociale. L'association participe en particulier à la maintenance du serveur **Samizdat.net**, et aussi à la formation de militants politiques et associatifs. Un travail pour permettre à ce qu'une communication alternative, via internet, puisse se développer.

DIFFUSION

Le journal est diffusé par la coopérative Co-Errances. Loin d'être une entreprise commerciale classique, celle-ci pose la diffusion de supports alternatifs comme un enjeu politique essentiel. Co-Errances cherche ainsi à mettre en place un réseau de diffusion indépendant des multinationales. Et de surcroît elle propose au support qu'elle distribue une vraie participation à la gestion de la coopérative, transformant un rapport commercial en une relation humaine.

Co-errances,
45, rue d'Aubervilliers,
75018 Paris,
www.co-errances.org
contact@co-errances.org

Édito

LE TEMPS des élections est revenu. De nouveau, les candidats nous rebattent les oreilles, envahissent notre champ de vision. Ces machines électorales que sont les partis politiques gouvernementaux nous «squattent l'encéphale» de leurs promesses qui «n'engageront que ceux qui les écoutent». Les avatars judiciaires d'un Juppé ne font que confirmer notre jugement. Par ailleurs, des personnes sont condamnées à un mois de prison ferme chacune pour avoir insulté Sarkozy: «no comment». On libéralise l'exploitation de la force de travail et on réprime de plus en plus durement les populations victimes de cette exploitation et de ses conséquences sociales. La globalisation réduit les responsables politiques à un rôle d'exécutants «collabos» à la botte des décideurs financiers. Que dire de la marginalisation d'intermittents du spectacle, de nombreux chômeurs privés d'ASS, de l'instauration du RMA, de la remise en cause des régimes de retraites, de la Sécurité Sociale... On sait pertinemment que si la «gôche» gagne les élections régionales ou présidentielles elle ne reviendra pas sur cette politique répondant aux besoins du capitalisme. L'extrême gauche ne renversera pas cette tendance. Peut-on imaginer une remise en cause de cette évolution du capitalisme si les listes LO/LCR franchissent la barre des 10%? Non, bien sûr! L'épouvantail Le Pen n'y changera pas grand chose. Pour l'instant, il n'a jamais été au pouvoir. Ce n'est

pour pas lui qui a voté la loi LSQ mais la «gôche», permettant d'arrêter des gens réunis dans des halls d'immeuble ou resquillant le train. C'est la droite qui a voté les LSI et qui votera la loi Perben. Ce n'est pas Le Pen qui organise la chasse contre les sans-papiers en mettant en place une véritable machine à expulser. La lepénisation des esprits, en particulier au sein de la caste politique, a déjà fait beaucoup de chemin.

L'ÉTAT PROVIDENCE, les trente glorieuses, n'ont été qu'une parenthèse dans l'histoire du capitalisme. Maintenant on revient à une situation normale avec son lot de misère, de précarité... Il n'y a qu'à relire Hugo, Zola, Dickens et consorts pour se rappeler les conditions de vie de la classe ouvrière au XIX^e siècle et début XX^e siècle. D'ailleurs, les populations des pays sous-développés n'ont pas connu cet «âge d'or» (Mai 68 rappela concrètement son caractère mythique). L'Afrique connaît depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale des famines endémiques jusqu'alors inconnues sur ce continent. Le développement est une des plus grandes catastrophes qu'ait connue cette région du monde.

LA BOURGEOISIE a décidé de mettre un terme au compromis fordiste instauré pour calmer le mouvement ouvrier et mettre un terme à la crise de surproduction d'avant-guerre. Il n'y aura jamais de capitalisme à visage humain. Malgré ce constat amer, quelques lueurs d'espoirs pointent à l'horizon. Depuis quelques mois des collectifs anti-pub existent dans l'Hexagone. Peut-être est-ce un mouvement de mode. Mais on ne peut écarter l'hypothèse

que ce mouvement traduise un ras le bol profond à l'encontre de la vision du monde et des êtres humains que l'on veut nous imposer, à travers le publixisme, par exemple. Est-ce une remise en cause de l'idéologie libérale voulant réduire les individus à leur fonction de consommateur? Est-ce une remise en cause d'une partie de la population, grâce aux luttes, du productivisme, du concept de développement au profit de réflexions sur la décroissance, de nouvelles conceptions des rapports hommes/femmes, etc.? De même, les mobilisations contre le nucléaire peuvent nous laisser espérer de nouvelles réflexions sur les modes d'organisation sociale permettant la mise en place de réels rapports démocratiques. Remettre en cause le tout nucléaire signifie, entre autres, qu'on refuse la centralisation qu'impose cet outil de production d'énergie, laissant les populations spectatrices de l'histoire. **LA DÉMOCRATIE** est une forme d'organisation du pouvoir permettant aux personnes composant une société de participer aux prises de décision et à leurs mises en œuvre. Cela suppose d'en finir avec l'autonomie du pouvoir, ce que n'a pas voulu faire la bourgeoisie, malgré ses «bonnes intentions» pendant la Révolution française. C'est à nous d'impulser ces débats au sein des mouvements. C'est à nous d'imaginer des formes de luttes porteuses d'un autre futur. Nous n'avons que faire des grands soirs, c'est tous les jours que nous construisons notre présent et notre avenir.

Les articles d'Offensive ont été féminisés dans la mesure du possible. Lorsque, pour des raisons de temps, cela n'a pas été fait, les formulations générales sont à lire aussi bien au féminin qu'au masculin.

Offensive
émission de l'OLS
sur **Radio Libertaire**
89.4 Mhz (sur Paris)

En alternance avec l'émission anarcho-écolo La Grenouille noire, le vendredi tous les quinze jours de 21h à 22h30, OLS-Paris diffuse son émission consacrée aux luttes et interviews de militant-e-s et chercheur-se-s engagé-e-s sur les ondes de Radio Libertaire.

abonnez-vous



Je m'abonne à **offensive** pour une durée d'un an (4 numéros).

nom, prénom _____

adresse _____

mail _____

téléphone _____

abonnement (10 euros)

abonnement de soutien (20 euros)

chèque à l'ordre de **Spipasso**

à renvoyer à OLS, c/o Mille Bâbords, 61 rue Consolat 13001 Marseille

NI CIVIL, NI MILITAIRE ARRÊT IMMÉDIAT DU NUCLÉAIRE

Le 17 janvier dans les rues de Paris, à l'appel de l'Organisation communiste libertaire (OCL), une bonne partie du mouvement libertaire hexagonal (Alternative libertaire [AL], Fédération anarchiste [FA], Offensive libertaire et sociale [OLS]) a manifesté, avec un tract et un cortège communs, son opposition radicale au nucléaire. Suite à la participation à cette manifestation, appelée par le réseau Sortir du nucléaire, une rencontre a eu lieu dans le but de poursuivre la lutte sur Paris et dans tout l'Hexagone. Il est donc bon de rappeler le bien fondé d'une critique radicale du système nucléaire.

DES DANGERS INOUÏS

Un accident majeur (comme à Tchernobyl) est toujours possible et plus encore avec le vieillissement des centrales en activité. Nous pouvons nous rappeler que, cet été, EDF « ramait » sous la canicule: centrales refroidies au jet d'eau; dérogation pour des rejets d'eaux chaudes augmentant la température du milieu, ayant des impacts néfastes sur la faune et la flore. Les déchets polluants s'accumulent et nous ne pouvons rien faire d'autre qu'attendre qu'ils cessent d'être radioactifs, ce qui prendra des milliers d'années.

UN IMPOSSIBLE CONTRÔLE DÉMOCRATIQUE

Le nucléaire se caractérise par la centralisation, l'opacité des décisions, l'absence de moyens véritables pour peser sur les orientations (recherches, énergies renouvelables, transports de déchets...), l'omniprésence des puissances financières (étatiques essentiellement, vu la faible rentabilité de cette filière). Élément moderne du totalitarisme, le nucléaire nous fait courir le risque de vivre dans une société avec une absence totale de contrôle et de choix des populations, mais avec le règne absolu de « ceux qui savent », scientifiques et technocrates.

SOCIÉTÉ NUCLÉAIRE, SOCIÉTÉ MILITAIRE OU CHANGEONS D'ÉNERGIE POUR CHANGER DE SOCIÉTÉ

Le nucléaire en raison de ses dangers et ses contraintes structurelles doit être combattu par toute personne voulant révolutionner ce vieux monde. Le système actuel, qui engendre surconsommation et gaspillage par une infime partie de la population mondiale (bien protégée par son arsenal nucléaire), nous pousse à l'utilisation inégalitaire de fortes doses d'énergies fossiles et bientôt épuisées. Que ce soit pour des raisons écologiques, anti-impérialistes ou sociales, le nucléaire et la société qui l'a engendré peuvent et doivent être combattus.¹

Des réunions pour amplifier de façon radicale la lutte anti-nucléaire ont lieu. Sur Paris, un collectif antinucléaire radical se met en place, et dans l'Hexagone, le réseau Stop nucléaire se relance. Rimso

Pour être tenue informé-e des différentes initiatives en cours, contactez l'OLS-Paris: ols.paris@no-log.org ou 06 68 44 01 50

1. Voir le très intéressant numéro de la revue *L'Écologiste* (n° 11, octobre 2003) sur le sujet et notamment le scénario négawatt (<http://www.negawatt.org>) qui fait le point sur les économies d'énergie possibles et sur les alternatives au nucléaire.



DÉPLACEMENTS SOUS CONTRÔLES

Le Réseau pour l'Abolition des Transports Payants, collectif parisien, lutte pour le libre et égal accès à la mobilité. Soucieux de lier à sa pratique de terrain et ses réflexions des formes de solidarité concrète, le collectif publie une brochure *Déplacements sous contrôles*. Le document a pour objectif d'informer les usager-ère-s des transports publics de leurs droits. Alors qu'on met des personnes en prison pour fraude d'habitude, la brochure vise à aider les personnes victimes de la répression à ne

pas laisser les pouvoirs agir en toute impunité. Pour obtenir la brochure, écrire au RATP: 145 rue Amelot, 75011 Paris Prix: 1,5 euros (+ 0,69 euros de frais de port). Coordonnées à noter sur papier libre.



PAS DE CADEAUX POUR LE SEXISME

Dans le cadre d'une campagne contre les jouets sexistes, le Collectif contre le publisexisme, Mix-Cité et les Panthères roses ont édité un catalogue anti-sexiste. Les stéréotypes masculins et féminins y sont dénoncés avec ironie: « Garçons et filles ne bénéficient pas de la même orientation scolaire: on réserve aux garçons les

filères scientifiques et techniques, aux filles des filières littéraires ou sociales, qui mènent à des formations dévalorisées. Aux petits garçons, on offre des jouets faisant appel à la réflexion, à la technique et à la découverte scientifique du monde; aux petites filles, quoi déjà? Et si nos jouets influençaient nos choix professionnels? ». Des alternatives concrètes aux éternelles voitures et Barbies sont proposées (jeux coopératifs, livres antisexistes...). Le tout est d'une présentation très agréable à lire, n'hésitez donc pas à le télécharger (format pdf) sur le site <http://publisexisme.samizdat.net>, ou à en demander un exemplaire à l'adresse suivante: CCP, 145 rue Amelot, 75011 Paris.



LES JOLIES COLONIES DE VACANCES... LIBERTAIRES



Le projet d'un centre de vacances pour adultes et enfants est né il y a trois ans dans la perspective d'apprendre à vivre collectivement au quotidien. Ainsi, tous partagent loisirs, corvées, les hauts et les bas de la vie en groupe. Chaque personne a sa place dans le projet et le fait évoluer, transformant la colo au gré de ses envies. D'une année sur l'autre, ces colos sont différentes et il n'est pas possible d'en prévoir le déroulement. À partir du mois de février, les personnes intéressées se réunissent et préparent les activités, le lieu, les dates, la participation financière de chacun-e. Les participant-e-s trouvent leur place dans le projet sans rentrer dans une attitude consumériste. Lors de l'été 2003, les enfants ont critiqué la présence trop marquée des encadrant-e-s. Pour cela, des AG différentes ont été mises en place, une pour les jeunes, une pour les encadrant-e-s pour ensuite se réunir tous ensemble. Ils ont aussi trouvé qu'une semaine de colo n'était pas suffisante, il est envisagé de passer à deux semaines cette année.

Durant le séjour, chaque personne doit prendre en charge au moins une activité – sans limite dans le temps, une heure ou deux jours – dans la perspective de l'amener jusqu'à son terme. Bref, un projet enrichissant, intéressant et novateur, pour une autre vision de la colo et des rapports entre adultes et enfants. Pour tout renseignement, ou pour y participer, contacter maxdada@nomade.fr ou claroz@voilà.fr

Mieux vaut détruire les prisons avant leur construction

C'est l'idée d'un groupe d'activistes de Rennes. Depuis le début de l'année 2004, le chantier de construction du nouveau centre pénitentiaire de 600 places, prévu pour 2007, est en cours. Des militants anti-prison ont incendié, à l'aide de cocktail Molotov, une pelleuse, des tractopelles et un groupe électrogène. Les dégâts sont évalués à 200 000 euros et le chantier prend du retard...

Condamné à l'interdiction de publier un livre...

La Loi Perben est riche d'imagination pour restreindre nos libertés. Désormais, un juge peut interdire à certains condamnés le droit de publier un livre ou d'intervenir publiquement sur le crime ou le délit pour lequel ils ont été jugés. Dominique Perben a d'ailleurs déclaré qu'il est «terrible que dans ce pays on soit obligé de faire des lois alors que l'éthique professionnelle devrait suffire». Et puis, tant qu'on y est, que font les jeunes dans les cages d'escalier, ils devraient comprendre eux-mêmes qu'ils n'ont rien à y faire...

«CHIRAC EN PRISON LES BRETONS A LA MAISON!»¹

En mars 2004, onze militants politiques bretons accusés de diverses actions contre des représentations de l'État, et surtout de la mort d'une employée du Mac Do de Quévert, seront jugés devant la cour spéciale de Paris, cour d'assise sans jury.

La justice n'a jamais réussi à apporter la preuve matérielle de l'implication des principaux accusés dans cet attentat qui aura coûté la vie à une jeune travailleuse. À tel point que le président français de la Ligue des droits de l'Homme, M^e Tubiana, exprimera le fait que le traitement des dossiers des Bretons est à la limite de l'arbitraire. Qu'on en juge :

- des détentions «provisoires» pour certaines allant jusqu'à cinq années;
- Le maintien en détention du porte-parole d'Emgann (gauche indépendantiste), Gaël Roblin, contre l'avis du procureur qui s'était exprimé en faveur de sa libération;
- Le refus de leur mise en liberté provisoire au motif de leur influence sur le mouvement indépendantiste;

• Le refus de mise en liberté d'un des détenus, Alain Solé, et ce malgré l'avis des médecins. Son état de santé empirant : un infarctus, un triple pontage coronarien mettent sa vie en danger (rapport Amnesty international). La justice fut plus douce pour Papon... Ces militants politiques, qui ont toujours été partie prenante des luttes sociales en Bretagne, artisans du combat contre l'extrême droite, ont été condamnés avant d'être jugés. Cette méthode augure de ce qui attend tout-e militant-e ou organisation qui s'écarterait du droit chemin de la soumission à l'ordre jacobino-capitaliste. Le rouleau-compresseur de la répression est toujours au service des dominations!

Collectif d'information et de défense des prisonniers politiques bretons
c/o Offensive
Libertaire et Sociale 13,
Mille bâbords, 61, rue
Consolat, 13 001 Marseille
Soutenu par : Emgann
Occitanie...

1. Slogan souvent entendu dans les manifs en Bretagne et ailleurs.

ON APPREND LA SOUMISSION À LA FAC DE NANTERRE

L'UNIVERSITÉ DE NANTERRE a vu se succéder ces cinq dernières années la fermeture de la cafétéria, lieu de vie étudiante, au profit de machines à (mauvais) café; la fermeture d'une librairie-papeterie interne; la fermeture d'un service indépendant de photocopie-reprographie au profit de machines à carte toujours défectueuses; la rénovation d'un bâtiment pour en faire une vitrine «commerciale»; l'implantation de huit caméras intérieures, de quatre caméras extérieures et d'un centre de contrôle; l'augmentation exponentielle du

nombre de vigiles déguisés en flic (avec un joli écusson bleu blanc rouge «éducation nationale») et armés de matraques et de gazeuses. À noter, enfin, la levée de la franchise universitaire, qui interdisait la police sur le campus, par la signature d'un Contrat Local de Sécurité avec la préfecture et la mairie dite communiste. Plus récemment, la direction a accentué la répression, pour faire de la fac une université de prestige qui s'insérerait dans le grand projet «Seine-Arche» qui vise à étendre le pôle d'excellence

de la Défense jusqu'à Nanterre. Elle applique donc les différentes réformes Lang-Ferry, casse les restes (jaunis) de syndicalisme étudiant par la fermeture ou la réattribution de leurs locaux, casse la vie étudiante (déjà morose) par tous les moyens. Ainsi, a-t-on vu la création d'une brigade de quatre peintres anti-tags (contrôle de l'espace) et le cloisonnement mural entre les différents bâtiments («chacun à sa place») ! Enfin, fichage, coup de pression et mails insultants sont devenus les moyens pour

calmer les petit-e-s agité-e-s. Un certain nombre d'étudiant-e-s en ont marre des caméras et surtout du mur. Quelques-un-e-s s'organisent un peu en-dehors des syndicats. Tous les mardis est tenue, dans un bâtiment par une vingtaine d'étudiant-e-s, une table alternative de contre-informations et plus. Une dynamique se crée, mais le mouvement est encore loin d'être massif. Enrageons-nous! xpxi@no-log.org



analyse SI L'AVORTEMENT ET LA CONTRACEPTION SONT CENSÉS ÊTRE RENTRÉS DANS LES MŒURS, COMME ON DIT ILS N'EN RESTENT PAS MOINS LES CIBLES PRIVILÉGIÉES DES INTÉGRISTES DE TOUS POILS. LA QUESTION DE LA MAÎTRISE DE NOTRE CORPS ET DE NOTRE SEXUALITÉ EST, POUR BEAUCOUP, UNE AFFAIRE CLASSÉE SUR LAQUELLE IL N'EST PAS BESOIN DE REVENIR. L'AUTONOMIE TANT REVENDIQUÉE SERAIT DÉSORMAIS ACQUISE ET IL N'Y AURAIT PLUS RIEN À GAGNER DE CE CÔTÉ-LÀ. ET POURTANT...

L'émancipation des femmes, c'est pour quand ?

RADIOSCOPIE D'UN DROIT BIEN MAL EN POINT: L'AVORTEMENT

Dans cette période de retour à l'ordre moral (expression fort usitée dans le milieu libertaire et qui commence à prendre tout son sens par les temps qui courent), la charge contre le droit de choisir d'être mère ou non est sonnée. M. Garraud nous a déjà gratifié de deux projets de loi cherchant à donner un statut juridique au fœtus, l'un dans le cadre de la loi sur la sécurité routière et l'autre dans celui de la loi Perben, censée porter sur la grande criminalité (sic). Bien sûr, quand nous avons émis les premières protestations, les unes et les autres ont crié à la parano, et pourquoi pas à l'hystérie collective ? Les femmes, et donc les femmes enceintes, étant déjà protégées par les diverses dispositions concernant les atteintes aux personnes du Code pénal, c'est donc bien du statut juridique du fœtus dont il était question. Il y a fort à parier que, si ce statut juridique entre un jour en vigueur, la porte sera ouverte pour toutes celles et ceux qui cherchent à faire disparaître le droit à l'avortement. L'abandon de ces deux projets ne doit pas nous faire oublier que les intégristes sont prêts à tout pour parvenir à leurs fins (projets de loi, procès pour obtenir une jurisprudence, actions commando pouvant mettre en péril la vie des femmes...).

La défense de ce droit fondamental va de pair avec la condamnation des conditions parfois inacceptables dans lesquelles l'avortement est pratiqué encore aujourd'hui. Avorter peut encore et toujours être un véritable parcours de la combattante. Les délais d'attente restent très longs et des femmes se trouvant dans le délai légal de 12 semaines d'aménorrhée au moment de leur demande se retrouvent hors délai et en assument seules les conséquences. Nombreuses sont alors les femmes en situation précaire qui ne peuvent se payer le luxe d'une clinique privée (forfait IVG entre 195 et 223 euros). Et encore moins les frais occasionnés par un voyage en Espagne ou en Angleterre où les délais légaux sont plus longs. Même sans ces problèmes de délai, le forfait IVG (entre 138 et 213 euros dans les hôpitaux publics) n'étant remboursé par la sécurité sociale qu'à hauteur de 80 %, c'est un obstacle de plus pour les femmes les plus pauvres, condamnées à enfanter. En plus de ces conditions matérielles difficiles, les femmes sont culpabilisées dans leur refus de la maternité, qui n'est d'ailleurs pas toujours définitif (et même s'il l'était ?) et doivent parfois patienter dans des salles d'attente avec de futures mères. On les place dans les mêmes chambres que ces dernières. Quel traumatisme pour celles qui viennent d'avorter que de se retrouver avec un nourrisson à leurs côtés ! Où sont les centres d'orthogénie (IVG) censés avoir été mis en place à la suite de la loi Veil ? Le forfait

IVG n'a pas été revalorisé depuis 1991. Pourtant, cela aurait un effet incitatif pour la pratique de cet acte médical qui est dévalorisé, ce qui entraîne des refus de plus en plus importants des médecins de le pratiquer et la fermeture de nombreux services. Le droit à l'avortement, considéré comme un acquis par beaucoup de femmes et d'hommes qui sont né-e-s après 1975, est bel et bien menacé. Après la loi Veil et des décennies de lutte pour le contrôle des naissances, de grandes avancées ont été faites, à nous de défendre ce droit contre toutes les attaques.

POUR UNE VÉRITABLE AUTONOMIE DES FEMMES

S'il est très important pour nous, les femmes, de maîtriser notre corps, que ce soit au niveau de la contraception ou de la sexualité, on ne peut pas dire que la partie soit gagnée. L'information relative à la contraception circule mal, notamment chez les jeunes. Les cours d'éducation sexuelle n'existent pas dans les écoles et le niveau d'information des adolescent-e-s dépend bien souvent du contexte familial. À l'ère de la pseudo-libération sexuelle, enfants et parents ne parlent pas de ce sujet qui reste tabou. Pourtant, avec une bonne information sur la contraception et la sexualité, combien d'avortements et de drames n'éviterait-on pas ? D'autre part, la plupart des moyens contraceptifs restent chers et ne sont que très peu remboursés par la sécurité sociale. Les innovations dans ce domaine comme le fémidon (préservatif féminin, environ deux euros) et, plus récemment, le patch contraceptif (entre 10 et 15 euros par mois) en sont un exemple frappant. Vu les prix prohibitifs auxquels ils sont vendus, il ne faudra pas s'étonner si leur succès commercial ne vient pas. Les politiques et l'industrie pharmaceutique pourront alors s'en donner à cœur joie et nous dire le plus sérieusement du monde que ces « produits » ne conviennent pas aux femmes étant donné qu'elles ne les achètent pas. Alors pourquoi continuer à gaspiller des sommes faramineuses dans la recherche pour inventer de nouveaux contraceptifs destinés aux femmes ? D'ailleurs,

Le droit à l'avortement, considéré comme un acquis par beaucoup de femmes et d'hommes qui sont né-e-s après 1975, est bel et bien menacé.



ces derniers sont souvent présentés comme des gadgets n'apportant pas de réels changements au niveau de la santé des femmes, comme c'est le cas pour le patch contraceptif. Ce n'est pourtant pas un gadget puisqu'il permet l'absorption des hormones par un autre biais que le foie. Malgré les réticences de certain-e-s vis-à-vis des nouveaux moyens de contraception féminine, on peut voir une évolution des mentalités. Prenons le cas de la pilule Seasonale, actuellement commercialisée aux États-Unis. On prend un comprimé par jour pendant 84 jours puis, les sept jours suivants, un placebo. On passe de 13 à 14 périodes de règles par an à seulement quatre périodes. Il y a encore peu de temps, cette nouvelle pilule aurait déchaîné les passions car on considérait qu'une femme doit avoir ses règles pour sentir qu'elle est une femme. Ceci est en train de changer. En plus du confort apporté par la moindre fréquence des règles, les arrêts et reprises de pilules sont moins nombreux et les risques d'oubli et de grossesse non désirée également. De plus, la prise en continu pendant trois mois permet un dosage beaucoup plus faible et donc facilite l'absorption par l'organisme. Les nouvelles générations de contraceptifs, souvent moins contraignantes, pourraient nous aider à nous épanouir sexuellement, bien que l'arrivée de la pilule n'ait pas eu les effets

tant attendus. Pourtant, si la contraception est une étape importante dans la maîtrise de notre sexualité, cette dernière reste inexorablement liée à l'idée de procréation, au risque permanent de l'enfantement. Et cela ne va pas en s'atténuant avec l'âge et la pression sociale qui nous dit: «Femme, tu seras mère!». Il serait temps que nous nous émancipions sexuellement sans craindre que le ciel ne nous tombe sur la tête. Oui, la sexualité signifie avant tout prendre du plaisir. Si l'on a coutume d'expliquer aux enfants comment on fait les bébés, on ne fait jamais le rapport entre sexualité et plaisir. Le plaisir est souvent vu comme une chose en plus. En gros, on fait l'amour parce que c'est normal de le faire et si on éprouve du plaisir, tant mieux! Alors que c'est la recherche de ce plaisir qui devrait nous guider vers notre sexualité et non l'inverse. L'apprentissage en matière de sexualité se fait de manière invisible pour les femmes. Il n'est pas courant d'entendre les jeunes filles narrer leurs «exploits» comme le font les jeunes hommes (les vieux aussi d'ailleurs!). Le plaisir féminin est totalement invisibilisé en face d'une sexualité masculine triomphante. Car les hommes se doivent de jouir mais surtout de faire jouir. Ils doivent donc rester maîtres de l'acte sexuel. Alors, quel plaisir pour les femmes dans ces conditions? Notre sexualité est encore largement hétérocentrée, avec la pénétration pour seul horizon. L'hétérosexualité reste donc la norme et l'homosexualité et le lesbianisme s'en trouvent marginalisés. Désirer quelqu'un du même sexe et avoir du plaisir avec cette personne reste encore pour beaucoup une anomalie. Sans parler non plus des femmes qui n'ont pas de partenaire fixe reconnu. La différence dans le domaine de la sexualité fait encore peur. Mais peur à qui? Peur aux dominants de voir les dominé-e-s s'affirmer en tant qu'individu-e-s dans l'acte sexuel? Est-ce à dire que si l'autonomie sexuelle était conquise s'ouvrirait le chemin qui mène à l'égalité. À nous d'inventer d'autres formes de sexualité dans le consentement mutuel, la joie et l'allégresse.

Si le chemin est long pour parvenir à la maîtrise de notre corps et de notre sexualité, nous avons tout à y gagner et rien à perdre. S'il est si long, c'est parce que cela remet en cause les valeurs mêmes sur lesquelles notre société s'appuie toute entière. C'est une étape décisive vers l'égalité entre femmes et hommes. **La Noireaude**

**Luttons pour une contraception libre et gratuite
Pour la gratuité de l'avortement
Pour les cours d'éducation sexuelle dans les écoles
Pour l'égalité**

A VISITER

CADAC

La coordination des associations pour le droit à l'avortement et à la contraception créée en 1990 tente de peser sur le gouvernement pour notamment obtenir la contraception libre et gratuite.
www.cadac.org

LE PLANNING FAMILIAL

Des sites pour des infos précises et complètes
www.planning-familial.org
www.ping.be/planning-familial

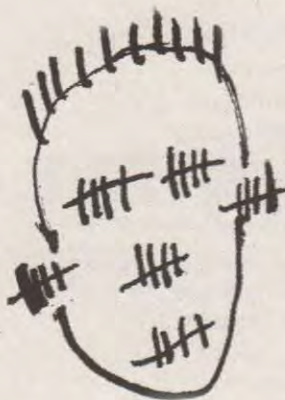
Mort annoncée de la gynécologie médicale

La gynécologie médicale est amenée à disparaître progressivement. Pourquoi? Parce que l'enseignement de cette discipline est dévalorisé et n'a plus cours depuis 1986. Malgré quinze années de lutte, les gynécologues et les féministes n'ont rien

obtenu des gouvernements successifs. Pourtant, seule la gynécologie médicale permet un suivi individuel et le dépistage massif des maladies qui frappent spécifiquement les femmes. Alors que la France se classe en tête des pays européens en

matière de prévention du cancer du sein, et ceci uniquement grâce à la gynécologie médicale. À l'heure actuelle, il faut compter jusqu'à quatre mois pour obtenir un rendez-vous avec les gynécologues qui exercent cette spécialité. Tous les ans, des gynécolo-

gues médicales partent à la retraite en fermant leur cabinet vu que la relève n'est pas assurée. Que se passera-t-il dans vingt ans quand toutes les gynécologues médicales auront disparu?



Dommages collatéraux de la guerre sociale

Femmes et familles de prisonniers

LE MONDE CARCÉRAL est souvent considéré comme un monde d'hommes. Mais si les femmes sont ultraminoritaires en détention (moins de 4 % des personnes incarcérées), elles constituent au contraire la grande majorité des personnes qu'on trouve devant les portes des prisons : on demande généralement aux femmes, aux mères d'être davantage solidaires que les hommes... Voici une petite chronique d'une prise d'otage permanente de l'État et de la Pénitentiaire.

PLUS PAUVRES, PLUS PRÉCAIRES ET INVISIBLES

Les études statistiques (Combessie, CREDOC, INSEE), comme les recherches qualitatives, soulignent unanimement la plus grande pauvreté et précarité des proches de prisonniers. Davantage touchés par le chômage, ils sont nombreux à devoir changer d'activité pour pouvoir soutenir financièrement leur proche incarcéré (la vie en prison coûte cher) et se permettre le « luxe » d'entretenir des liens avec la personne détenue.

Le CREDOC estime la dépense moyenne des proches à 200 euros par mois pour la personne incarcérée. Au coût de la vie en prison (les produits d'hygiène et de première nécessité, mais aussi le « confort » d'une télé, par exemple), s'ajoute celui des visites. Pour un détenu en maison d'arrêt, elles sont évaluées à 23 euros, et à 40 euros en établissement pour peine¹. Sans compter la disponibilité de temps qu'impliquent les visites : la durée moyenne aller-retour de trajet pour un parloir est trois fois supérieure à celle de la visite elle-même.

Les difficultés matérielles et sociales des familles expliquent en partie les ruptures, et donc l'isolement des détenus condamnés aux plus longues peines. Ainsi, plus d'une union sur dix serait rompue dans le premier mois d'incarcération et 20 % au cours de la première année (INSEE).

320 000 adultes et 63 200 mineurs seraient concernés par la détention d'un proche : conjoint, parent, frère ou sœur, enfants ou beaux-enfants (INSEE). Pourtant, à chaque fois que la mode médiatico-politique est au carcéral, ceux qui parlent de la prison ne sont jamais ceux qui la vivent, mais ceux qui en vivent (des maton-ne-s aux « spécialistes », en passant par les militant-e-s professionnel-le-s). Des sentiments de honte attachés à l'incarcération (souvent même en dehors de toute considération pour le délit ou crime l'ayant entraîné), parfois même le secret qui l'entoure, ne sont pas étrangers à l'invivabilité des proches de prisonnier-ère-s.

LE CHANTAGE AUX FAMILLES

Comme contaminés par le stigmate de la prison, les proches découvrent vite les difficultés et les humiliations inhérentes à leur nouveau statut. L'obtention d'un permis de visite (auprès du juge d'instruction si la personne est prévenue ou du directeur de la prison si elle est condamnée) est communément subordonnée à la valorisation de liens familiaux formalisés et d'une perspective de réinsertion (Code de procédure pénale, art. D 404) : on n'est pas là pour déconner !

Que dire des parloirs, sinon qu'ils sont ce spectacle du mépris dans lequel sont tenus les prisonnier-ère-s et leurs proches ? Lieux sales et sordides, durée souvent ridicule (généralement 30 à 45 minutes en maison d'arrêt), absence d'intimité (des caméras en sus des maton-ne-s...), et cet infâme petit muret qui sépare le détenu de ses visiteurs dans de nombreux parloirs... Mais rien d'étonnant, finalement. La Pénitentiaire instrumentalise le parloir, passant allégrement du chantage au bon comportement du détenu (l'étalon disciplinaire carcéral, c'est-à-dire le placement au « mitard », a pour conséquence la privation de parloir) à la tentative d'intimidation : récemment sur les familles des prisonniers de la centrale de Moulins qui ont reçu, par voie postale, un conseil comminatoire de se soumettre aux abus². Rien de moins !

Guigou, alors « garde des Sots », avait annoncé, en mars 2000, l'expérimentation des unités de vie familiale (puisqu'on vous le dit : hors de la famille, point de salut !) à l'automne 2001. Il s'agit de parloirs-appartements intimes d'une durée de 48 à 72 heures pour des personnes incarcérées pour de longues peines. Aujourd'hui, seuls ceux de la centrale de Rennes (pour femmes) sont ouverts. Or, le tapage médiatique fait autour de ce début d'expérimentation en septembre 2003 dissimule mal la tendance lourde à l'extension de l'isolement, au sein des détentions comme entre le dehors et le dedans.

BIENVENUE DANS LE CONFORT MODERNE : L'ISOLEMENT !


Au XVIII^e siècle, le système carcéral pennsylvanien de Philadelphie voulait régénérer les délinquants par l'isolement. Progressivement débarrassé du prétexte de la rééducation, le XX^e siècle a affiné les techniques d'isolement, avec les expériences allemandes lors de l'incarcération des membres de la Fraction Armée Rouge ou américaines dans les prisons « Supermax » (notamment sous l'égide d'Edgar Schein, ce spécialiste en « persuasion coercitive » de la CIA). La modernité carcérale signifie isolement et désocialisation, comme le savent – cruellement – les prisonnier-ère-s en lutte en Espagne contre les FIES (quartiers d'isolement) ou en Turquie contre l'instauration des prisons de type F (cellules individuelles et limitation des rencontres entre détenu-e-s).

1. Les personnes attendant leur jugement (les « prévenu-e-s ») et celles condamnées à une peine inférieure à deux ans sont incarcérées en maison d'arrêt. Les condamné-e-s à plus de deux ans, après une évaluation psycho-sociale, sont placé-e-s en établissement pour peine : maisons centrales (axées sur la sécurité) ou centres de détention (plus orientés vers la réinsertion).

2. « Libération », 5 et 18 janvier 2004.

3. Sur l'actualité des mouvements de prisonnier-ère-s, voir le site <http://vivelesmutins.free.fr>

4. Chargée de cours à l'Université Paris-IV et auteure d'un récent rapport au ministère de la Justice, « Les relations familiales à l'épreuve de l'incarcération ». Ancienne visiteuse de prison, Gwénola Ricordeau, qui visite depuis des années des proches incarcérés, est surtout une militante anti-carcérale.



La prison punit en reproduisant ce qui est criminogène : l'isolement social, les ruptures familiales, etc.

taurer la fermeture des portes dans les centrales. Les condamnés à de longues peines y étaient habituellement autorisés à se déplacer, au minimum, à l'intérieur d'une même aile ou d'un même étage, afin de se rencontrer et de partager des moments de convivialité (repas en commun, par exemple). La Pénitencier et le gouvernement justifient la remise en cause de cette coutume, qui a déjà suscité des mouvements de détenus¹, et plus généralement l'ensemble de la politique pénitentiaire actuelle, par une volonté de compenser des formes d'amélioration de la vie carcérale par un allongement des peines et une différenciation accrue des catégories de détenus : à chaque profil de délinquant-e-s, un destin plus ou moins cruel dans la broyeuse d'hommes pénitentiaire...

L'instauration d'un projet d'exécution des peines pour chaque prisonnier-ère-s, forme carcérale et particulièrement cynique du *self-management*, voudrait concrétiser la notion humaniste d'« individualité de la peine ». Mais personne n'est dupe : lorsqu'une peine (et notamment d'enfermement) est prononcée, c'est souvent bien plus qu'une personne qui est affectée. Impudemment, la prison punit en reproduisant ce qui est criminogène : l'isolement social, les ruptures familiales, etc.

À nous de déconstruire la stigmatisation et de refuser cette logique d'isolement, et au-delà du soutien nécessaire aux luttes des prisonnier-ère-s, de construire une lutte autonome, dehors.

Gwénola Ricordeau⁴

En France, ce mouvement se traduit par une banalisation des placements en quartier d'isolement (qui a dit que les QHS – quartiers de haute sécurité – avaient été fermés par Mitterrand ?) et la construction pour 2007-2008 de centrales à effectif réduit, où le nombre maximum de détenus mis en présence serait d'une quinzaine.

Mais la volonté politique d'isoler les prisonnier-ère-s les uns des autres s'illustre également dans la décision récente de res-

SOURCES

COMBESSIE et alii., 1997. « L'argent des détenus », Revue française des affaires sociales, 51, 1, 247-261.

CREDOC, 2000. « L'autre peine ». Enquête exploratoire sur les conditions de vie des familles de détenus, « Cahier de Recherche », 147.

INSEE, 2002. « L'histoire familiale des hommes détenus », Synthèses, 59.

A LIRE

- Collectif, « Au pied du mur, 765 raisons d'en finir avec toutes les prisons », L'Insomniaque, 2000.
- Collectif, « À propos du procès Baader-Meinhof, Fraction Armée Rouge. De la torture dans les prisons de la RFA », Christian Bourgois, 1975.
- Annie Livrozet « Femme de voyou », Les lettres libres, 1983.
- Duszka Maksymowicz « Femme de parloir », L'Esprit frappeur, 2000.
- Nadine Vaujour « Fille de l'air », 1^{re} édition, Michel Lafont, 1989.

UNE BROCHURE POUR LES PROCHES DE PERSONNES INCARCERÉES

Intitulée « Infos et petites recettes pour les proches de détenu(e)s », cette brochure de 16 pages (A5), donne des réponses aux premières questions (toujours angoissantes) que se pose toute personne pour qui le monde carcéral est (encore) inconnu.

AU SOMMAIRE : Les premières démarches, le courrier et la censure, les permis et le parloir, les radios, les colis et mandats, les aides sociales, le RMI, un petit lexique du langage des zonzons, une chronologie pour comprendre où

en sont les droits des proches, quelques bouquins et des adresses... Bref : garder le moral et lutter, parce que la parole est un premier acte de résistance et l'information permet de mieux résister !

DIFFUSION WEB : Vous pouvez le télécharger (en format Word) sur plusieurs sites :

<http://infokiosques.net>,
www.prison.eu.org et
<http://vivelesmutins.freeservers.com>

DIFFUSION PAPIER :

écrire à : Zanzara Athée, 10 traverse des 400 couverts, 38000 Grenoble, et joindre « quelques timbres » [contact : zanzara@squat.net]. Vive le photocopillage ! Cette brochure est faite pour être reproduite, piratée, et améliorée ! Pas de copyright ! Vous qui l'utilisez, qui la photocopiez, n'hésitez pas à faire part de vos remarques, de vos « bonnes recettes », etc. On sortira une autre édition enrichie de nos expériences communes. Contact : zigzignatius@yahoo.fr

entretien

«LA GUILLOTINE CARCÉRALE», DE LAURENT JACQUA, EST UN LIVRE QUI VOUS PREND AUX TRIPES. C'EST LE PARCOURS D'UN HOMME QUI, APRÈS AVOIR DÉCOUVERT LA PRISON PAR ACCIDENT À 18 ANS, SE RETROUVE DANS LE MONDE DES HORS-LA-LOI QU'IL NE QUITTERA PLUS. C'EST CET UNIVERS DE SOUFFRANCE, DE VIOLENCE, DE RÉVOLTE QU'IL NOUS CONTE. C'EST L'HISTOIRE D'UN HOMME QUI NE BAISSÉ TOUJOURS PAS LES BRAS MALGRÉ LES SEIZE ANNÉES DE PRISON QUI LUI RESTENT À «TIRER» ET SES VINGT ANS PASSÉS ENTRE LA TAULE, LES ÉVASIONS ET LES CAVALES.

La guillotine carcérale

Entretien avec
Laurent Jacqua
Propos recueillis
et mis en forme
par **La Noireaude**

A LIRE



Laurent Jacqua
**La Guillotine
carcérale**
Silence, on meurt
Éd. Nautilus
2003, 365 p.

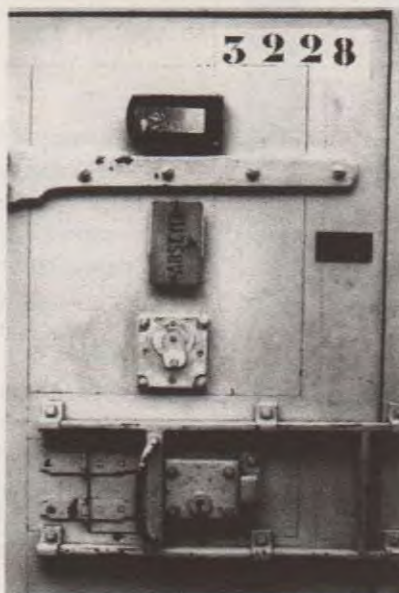
1. Administration
pénitentiaire

Dans ton livre, tu écris : «ce qui est en phase terminale en prison, ce sont les droits de l'homme»...

Dès l'entrée en taule, outre le fait de perdre sa liberté, on est confronté immédiatement à l'arbitraire, qui ici fait office de règlement intérieur. Ça commence par la fouille à poil puis c'est le placement en cellule à quatre dont un qui dort au sol, censure du courrier, soins médicaux défaillants, carence alimentaire pour les indigents, abus de pouvoir de la part des matons, etc. Bref, tout un tas d'humiliations quotidiennes qui pousse les plus fragiles au suicide. L'incarcération signifie le vol de votre liberté, de vos droits, de votre vie, de votre dignité. C'est la destruction de l'identité citoyenne.

Comment conserver sa dignité de personne face à une telle situation ?

La seule façon de garder sa dignité c'est de dire NON ! Non à l'absurde, non à l'arbitraire, non à la soumission. Lutter, combattre, se révolter si besoin est.



Que signifie le mot révolte pour toi ? Nous allons vers une prison de plus en plus sécuritaire, les révoltes seront-elles encore possibles ?

Le mot révolte est synonyme de liberté et celui qui se bat pour sa liberté est déjà libre. Pour garder le respect de soi-même face à l'oppression, à la soumission forcée, la révolte est nécessaire. La révolte est toujours saine face à la répression.

Face à des hommes décidés et déterminés, aucun système sécuritaire ne peut résister.

Tu dis que la violence peut être «un défolement contre l'oppression». Aurait-elle un rôle régulateur ?

La violence est nécessaire lorsque l'on a compris que le dialogue ne sert à rien.

En prison, seuls les actes parlent. Les mots ne servent qu'aux psys bidons ou à l'intoxication de la population pénale par le mensonge et la division, méthode utilisée par l'administration pénitentiaire. De toute façon, on ne discute pas avec ses bourreaux...

Tu as vu les ERIS à l'œuvre, peux-tu nous expliquer qui ils sont et ce qu'ils font ?

Les ERIS est la nouvelle unité d'élite de l'AP¹. Elle sert à la moindre alerte, histoire d'installer la peur dans l'esprit du détenu (en toute impunité puisque le port de la cagoule leur est autorisé), afin de faire des exemples et d'imposer par la violence l'ordre dans les prisons, ceci sans un œil extérieur. Désormais, l'AP peut agir elle-même au risque de faire des bavures sans témoin, ce qui arrivera...

Tu mets en rapport l'arrivée de la télévision en détention en 1986 avec les émeutes de 1985, quels changements cela a-t-il apporté ?


L'arrivée des télévisions dans l'univers carcéral a apporté une fenêtre de plus en cellule. Est-ce une bonne chose quand on voit le niveau des programmes ? Je ne sais pas ! Cependant cela a contribué à un changement certain dans les prisons comme dans les esprits. Apaisement de l'esprit de révolte ? Oui, sans doute. C'est la télé soporifique ou la «télévasion».

Tu attends quoi de nous, dehors ?

Surtout que l'on arrête de parler à la place des détenu-e-s. C'est souvent des gens qui n'ont pas fait un jour de cachot qui parlent le plus, personne ne volera mon droit à l'expression. Il faut ouvrir des espaces médiatiques pour que les détenu-e-s puissent s'exprimer : presse écrite, internet, radio, télé... Organiser des actions fortes et simultanées entre dedans et dehors dénonçant le système carcéral. Multiplier les permis de visites avec des détenu-e-s, construire des ponts pour se relier. Casser l'isolement des personnes incarcérées pour casser les prisons ! Assez de discussions, de l'action !

Les ERIS un outil supplémentaire pour réprimer les détenu-e-s

En février 2003, suite à plusieurs tentatives d'évasion spectaculaires, le garde des Sceaux, D. Perben, a décidé la création d'une brigade spécialement conçue pour l'AP. Ces équipes régionales d'intervention et de sécurité (ERIS) ont pour missions l'intervention en renfort des équipes locales pour calmer les « tensions », la participation aux fouilles et le rétablissement de l'ordre dans les prisons. Les membres des ERIS, recrutés chez les matons, interviennent cagou-



lés et armés de flashballs. Leur formation, qui se veut pratique et théorique, ne dure que six semaines. Cette formation est assurée en partie par la gendarmerie nationale (notamment par le GIGN), l'ENAP (École nationale de l'administration pénitentiaire) et la direction régionale d'affectation. Aujourd'hui, une dizaine d'équipes sont en place représentant 210 agents pénitentiaires mobilisables.



LA GRÈVE À RÉINVENTER

GRÈVE DU ZÈLE, grève générale, grève sur le tas, grève surprise, grève sauvage... les modes d'action sont au cœur du mouvement ouvrier. La grève existe avant le syndicat. Sa variété a permis d'obtenir des avancées sociales majeures dans l'entreprise, dans une branche professionnelle ou auprès de l'État. Pourtant, depuis le printemps 2003, la grève semble être un outil moins efficace. Les profs n'ont pas fait reculer leur ministre. Les grévistes de mai n'ont pas empêché la réforme des retraites. Les intermittent-es ont multiplié les actions, sans succès... Fort de sa réussite, le gouvernement «souhaite» désormais aux cheminots de faire grève... en imposant le service minimum. Après un tel tableau, comment empêcher la réforme de la Sécu?

La situation serait thatcherienne, en référence à la Dame de fer qui avait tué, au début des années

quatre-vingt, le mouvement syndical en matant une grève d'un an des mineurs. La grève serait devenue un mode d'action inefficace, une arme d'un autre temps? L'échec des dernières luttes est-il le résultat d'une transformation structurelle des conflits sociaux ou alors le fait d'un simple rapport de force défavorable à un moment donné? Les travailleur-se-s ne doivent-ils pas trouver de nouveaux modes d'action, s'ils ne veulent pas voir leurs maigres acquis sociaux disparaître?

Cet échec des grèves contraste avec un apparent renouveau du mouvement social: les altermondialistes sautent d'évènement en évènement, les féministes voient naître une troisième génération, l'extrême gauche électoraliste est heureuse de se faire rembourser ses frais de campagne, et les libertaires pèseraient de plus en plus dans les luttes?

DOSSIER

REPLACER LA GRÈVE DANS SON TEMPS EST NÉCESSAIRE POUR SAISIR L'ENJEU DES CONFLITS SOCIAUX ACTUELS. CETTE INTERVIEW DE STÉPHANE SIROT PERMET DE COMPRENDRE QUE LA GRÈVE N'EST PAS LE SIMPLE ARRÊT DU TRAVAIL.

AUX ORIGINES DE LA GRÈVE

Entretien avec Stéphane Sirot
Propos recueillis par Cédric, mis en forme par Gildas

La grève n'est pas uniforme. Son intervention et sa place ont évolué. Vous distinguez plusieurs âges de la grève.

Il y a trois âges qui correspondent à des grands temps sociaux. Le premier commence avec la Révolution française, et plus particulièrement en 1791 avec le décret Dalarde, qui met à bas les anciennes corporations, et la loi Chapelier, qui interdit la coalition. Entre 1791 et 1864, la grève est interdite. Le salariat et le monde ouvrier sont tenus à l'écart de la société. Toute contestation, quel que soit sa forme est réprimée. La grève est rare car dangereuse. Elle est de fait plus brutale, plus violente que dans les périodes suivantes. La deuxième période commence en 1864. La grève est autorisée. Elle se termine à la Deuxième Guerre mondiale. Le monde ouvrier commence à être intégré dans la société industrielle, la grève se développe pour devenir petit à petit un fait, c'est-à-dire un élément banal de l'univers industriel. À la fin du deuxième âge, le moment est propice à son institutionnalisation. Après 1945, la grève est inscrite dans la Constitution française. Elle devient un mode de régulation conflictuel des rapports sociaux, à l'inverse d'autres pays comme l'Angleterre ou l'Allemagne où les conflits du travail se résolvent avant.

À chacun des âges de la grève, les grévistes sont-ils les mêmes ? Viennent-ils des mêmes classes sociales ?

Pendant le premier âge, le salariat est limité au monde ouvrier. La grève est celle des mineurs, des ouvriers du textile, du bâtiment ou encore les ouvriers qualifiés des petits ateliers. Avec la seconde révolution industrielle, qui correspond au second âge, apparaissent les grandes usines. Ce sont davantage ces ouvriers qui font grève, et moins les petits ateliers. On constate aussi l'utilisation de la grève par des catégories qui ne la pratiquaient pas comme les ouvriers agricoles à la fin du XIX^e siècle, ou encore des employés à partir des années vingt. La grève devient un fait social banal. Au cours du troisième âge avec la tertiarisation de la société française, la grève est utilisée dans le secteur du service et la fonction publique. Avec l'émergence de la crise d'identité professionnelle, les salariés du secteur public sont majoritairement les grévistes parce

qu'ils ont la plus forte identité, réunis autour de leur statut spécifique. On retrouvait ça au XIX^e siècle où ceux qui faisaient grève étaient les travailleurs qui ont une identité forte.

Quelle mutation a subi la grève en terme d'ampleur, de durée ?

Pendant le premier âge, la grève est courte parce que dangereuse. Les travailleurs s'exposent à la répression. Au cours du second âge, les conflits sont plus brutaux, avec des confrontations frontales. Les grèves peuvent durer plus d'un an. À cette époque, il existe encore les ouvriers-paysans, qui ont leur bout de terre, bien utile en temps de grève. Le troisième âge se divise en deux temps. Le nombre de jours de grève sur la période diminue globalement. La forme la plus fréquente devient le débrayage d'un quart d'heure ou une heure par jour. La moyenne actuelle est donc de deux jours alors que dans les années vingt et trente, elle pouvait être de 15 à 30 jours.

A LIRE



Stéphane Sirot, **La grève en France. Une histoire sociale (XIX^e-XX^e siècle)** Odile Jacob, 2003

Entre le moment où la grève était interdite, son autorisation et son institutionnalisation, l'organisation de la grève a dû aussi évoluer ?

Deux types de déclenchements existent : la grève surprise et celle annoncée. Plus on avance dans le temps, plus ce sont des grèves avec préavis, où on se laisse le temps de la négociation. Au XIX^e siècle, la grève surprise était plus fréquente. On voyait des échappées belles : les ouvriers quittaient l'usine brusquement sans rien demander. Puis deux ou trois

ALMANACH DU « PÈRE PEINARD » PUBLIÉ EN 1898. PAS DE COMPLEXE À L'ÉGARD DE LA VIOLENCE : SABOTAGE, BOYCOTTAGE, PRISE AU TAS...





jours plus tard, ils déposaient des revendications voire revenaient au travail. La gestion du quotidien de la grève retrouve la même évolution, c'est-à-dire qu'elle est de plus en plus organisée, structurée avec une présence plus massive des syndicats. Les militants vont mieux s'organiser pour chercher des secours, d'autant plus que la grève s'allonge dans son deuxième âge et que les ouvriers-paysans tendent à disparaître.

L'autre grande occupation des grévistes est l'assemblée générale, qui a lieu le plus souvent au moins une fois par jour. On y tient les salariés au courant des négociations, ils discutent du mouvement, de sa continuation, des actions à mener... La réunion est au cœur de la grève.

En définitive, ce qui est le plus mal connu dans le processus de la grève, c'est la fin. On connaît plus le résultat des grèves qui a tendance à devenir plus positif. On voit apparaître de plus en plus les issues transactionnelles ou chacun fait un pas vers l'autre. En revanche, on sait moins bien comment les salariés rentrent au travail, pourquoi et comment ils décident de mettre fin à la grève.

généralisées: les journées d'action. On arrête le travail pendant vingt-quatre heures dans l'ensemble d'une profession, voire pour tous les salarié-e-s du pays. La dernière forme majeure est le débrayage. C'est un mode d'action plus court apparu au XIX^e siècle et qui se développe pendant la Première Guerre mondiale où la revendication est plus compliquée. On a donc utilisé des modes d'action moins risqués, plus courts et qui engageaient moins. Ces vingt dernières années se multiplient des actions qui impliquent quelques dizaines

La manifestation devient un élément de plus en plus important de la grève. Les actes violents, qu'il ne faut pas surestimer, sont plus l'exception que la règle, mais attirent l'attention. Sur la longue durée, l'utilisation de la violence devient un phénomène mineur. Somme toute, elle est plus le fait des pouvoirs publics que des grévistes eux-mêmes. Les travailleurs utilisent plus la violence envers les non-grévistes qu'ils considèrent



La grève apparaît comme quelque chose de simple, de monotone. Pourtant, elle n'est pas seulement un arrêt de travail.

Il existe la grève simple: les ouvriers quittent le travail et ne reviennent que lorsque la grève est terminée. Ce sont les grèves du XIX^e siècle. À mesure que la grève devient un fait socialement banalisé, des modes d'action plus complexes qui demandent une organisation plus grande apparaissent. Par exemple, on invente la grève tournante où on arrête usine après usine, atelier après atelier, chantier après chantier. Ce type de grève demande l'organisation la plus forte parce qu'il faut décider du début, de la fin et du démarrage d'une autre grève. L'organisation devient indissociable de la grève. Il y a également les grèves

de salariés et sont très localisées. Elles correspondent finalement à la société actuelle, c'est-à-dire l'individualisation du salariat: la grève s'est aussi adaptée à cette balkanisation du salariat.

Vous parlez aussi de l'importance du geste de la grève, des manifestations, de la violence, de tout ce qui est symbolique...

La geste gréviste est l'ensemble des modes d'action qui accompagnent la grève. Il y a d'abord la manifestation qui, au fur et à mesure de la grève, devient un fait social. Elle veut être connue de la société. La manifestation est une marque de popularité de l'action. Depuis trente ans, les manifestations deviennent plus festives, pour attirer l'attention du public, sa sympathie.

comme un danger imminent, les grands traîtres. Les patrons, qui apparaissent comme ennemis naturels, sont moins visés que ceux qui refusent d'épouser la cause des autres.

On entend régulièrement parler aussi de la séquestration des cadres. Quelle place doit-on donner à cet événement?

Ce mode d'action est encore utilisé aujourd'hui. Mais j'appelle plus cela de la violence symbolique, dont l'objet est que l'on parle de l'action. Les séquestrés ne sont jamais violentés ni ligotés. C'est un peu comme les ouvriers de Cellatex qui avaient utilisé la violence symbolique face à une autre violence, le départ du patron. Cette violence avait pour objectif d'obtenir un interlocuteur qui soit le patron ou l'État. ■■■

UN GROUPE DE CHEMINOTS GRÉVISTES ATTEND DE PASSER DEVANT LE TRIBUNAL, OCTOBRE 1910. EN RAISON DE L'ABSENCE DE RÉGLEMENTATION DE LA GRÈVE, LE JUGE A LA RESPONSABILITÉ DE DÉCIDER CE QUI EST PERMIS ET INTERDIT.



GRÈVES DURES DANS LA SIDÉRURGIE EN LORRAINE, LONGWY, 1979.



La grève nécessite aussi d'être animée. Les mouvements des années 1968 apparaissent souvent comme festifs. La grève et la fête sont-elles indissociables ?

Évidemment, la grève devient plus festive à partir du moment où elle est légalisée en 1864. À la fin du XIX^e et du XX^e siècles, la fête est plus présente qu'aujourd'hui. Cela dit, contrairement à ce qu'on peut lire dans certains travaux, la grève n'est pas la fête. La grève est une lutte, et aussi une manière de poursuivre le travail par d'autres moyens. Les grévistes du XIX^e siècle parlaient de fainéants à l'égard des non-grévistes. Le fainéant n'est pas celui qui arrête le travail, mais celui qui le poursuit contre les autres. La grève n'est pas un moyen de prendre des vacances, mais d'obtenir, de meilleures conditions de production avec toujours comme ambition de reprendre le travail. La fête est, au même titre que la violence, un événement marginal.

La grève est-elle indissociable du syndicat ? Quelle est sa place dans le mouvement ouvrier français ?

Si la grève est un élément structurant des relations sociales en France, elle est aussi un élément central du mouvement ouvrier. Il ne faut pas oublier que la grève est autorisée en 1864, vingt ans avant le syndicat. On a donc, dans le syndicalisme, une culture du conflit qui vient de là. Contrairement à la plupart des autres pays d'Europe, l'action a précédé l'organisation. À de multiples reprises, la grève et l'action ont structuré ou donné naissance à l'organisation. Cela explique une autre particularité

française qu'on a appelé le syndicalisme révolutionnaire, ou d'action directe, qui prônait la grève générale. Aujourd'hui encore, la grève, même si les organisations syndicales ne lui donnent plus une dimension révolutionnaire, reste un mode d'action majeur de par cette histoire.

À de multiples reprises, la grève et l'action ont structuré ou donné naissance à l'organisation.

Peut-on attribuer un rôle particulier au syndicat dans la grève ?

A-t-il modifié son cours ?

L'intervention du syndicat dans la grève est de plus en plus importante au fur et à mesure qu'on avance dans le temps. Actuellement, 90 % des grèves sont menées par les syndicats. L'organisation intervient de deux manières : soit elle est à l'origine de la grève, c'est elle qui appelle à la grève, soit elle la prend en cours de route. En France, c'est le second cas qu'on retrouve le plus souvent. Une fois que l'action est enclenchée, on va chercher le syndicat ou le syndicat arrive. Il est le plus souvent accepté et les salariés se mettent naturellement sous sa coupe.

Toutefois, l'organisation peut être aussi source de conflit. On se souvient notamment des mouvements gauchistes des années soixante-dix qui s'opposaient aux syndicats.

Bien entendu, il existe des tensions entre organisations syndicales, entre syndicats et salariés à de

nombreuses reprises et notamment autour et après Mai 68. Là encore, ce n'est pas la masse des conflits. Ces désaccords se sont souvent exprimés dans des grèves emblématiques et dans lesquelles des organisations politiques nées autour de Mai 68 se sont impliquées.

Le patronat a évidemment un rôle central dans la grève.

Peut-on lui attribuer une stratégie, une attitude particulière ?

Le patronat français est en règle générale très opposé à la grève. Il la perçoit comme une contestation intolérable à son pouvoir discrétionnaire. Si on reprend les âges de la grève, on a une première partie où le patronat fait un recours quasi-systématique aux forces de l'ordre puisque la grève est interdite. Lorsque la grève est légalisée, un certain nombre de patrons pense pouvoir vivre sur l'héritage du passé et que les pouvoirs publics vont réprimer la grève. Les patrons vont devoir s'adapter à cette nouvelle situation. Ils vont bien évidemment s'opposer aux revendications mais peu à peu ils acceptent le processus de négociation. Ils discutent d'abord avec les salariés en rejetant l'organisation qu'ils ne veulent pas légitimer. Il faut savoir que le syndicat dans l'entreprise n'est accepté qu'à partir de 1968. Il y a là un grand archaïsme en

France. Ensuite, surtout après la Deuxième Guerre mondiale, les syndicats deviennent les interlocuteurs du patronat. On négocie de plus en plus. Il reste toutefois une attitude d'opposition très forte même si elle a été par le passé plus forte. Aujourd'hui, le patronat prévient plus le conflit en cherchant à négocier et ne répond plus simplement une fois la grève lancée.

Le patronat a parfois adopté des stratégies comme l'emploi de milices d'extrême droite ou encore la création de syndicats maison comme à Peugeot. Ces comportements sont-ils fréquents ou plutôt marginaux ?

Avoir recours à la force pour briser les grèves a eu lieu essentiellement dans le secteur automobile et souvent après Mai 68. Il existe des relations sociales à cette époque extrêmement tendues et brutales. C'est un phénomène bref qu'on retrouve dans le patronat de l'automobile qui historiquement est très rétif aux syndicats, comme chez Renault.

Beaud et Pialoux, dans leur ouvrage sur les usines Peugeot à Sochaux, décrivent aussi les nouvelles stratégies pour passer outre le syndicat.

C'est une mutation très récente. Ainsi, à Clermont, les patrons de Michelin ont fait appel au référendum pour le passage aux 35 heures. On ne voyait pas ça auparavant. Ça correspond à une individualisation des relations sociales. Le patronat, tout en regrettant que les syndicats soient faibles, contribue à les affaiblir, en partie dans les grandes entreprises.

Enfin, un autre acteur dont on a peu parlé directement mais qui est sans cesse présent est l'État. On se souvient notamment du Front Populaire ou encore de l'arrivée de la gauche en 1981.

L'État a d'abord été répressif jusque dans les années 1870 avec une posture très brutale, et une intervention fréquente de l'armée. Dans les années 1880, on parle de plus en plus de la question sociale parmi les politiques françaises. On se rend compte qu'il y a de plus en plus d'ouvriers. On ne peut plus traiter ce problème

seulement par le sabre ou le fusil. Petit à petit, on a une attitude de conciliation de l'État qui va essayer de la favoriser par l'intermédiaire des préfets notamment. Il abandonne la posture répressive. Toutefois, en France, la prévention reste moins présente que la négociation.

Enfin, pour revenir au vingt dernières années, et notamment les modifications des modes de production, quelles sont les évolutions de la grève, notamment avec le salariat précaire ?

Le nouveau salariat précaire utilise la grève pour revendiquer, lorsqu'il n'a pas les moyens de négocier. La grève demeure un mode de relation sociale somme toute banal, utilisé et réutilisé dans le salariat apparu ces vingt dernières années. La grève n'est pas un phénomène près de s'éteindre, d'autant plus qu'on constate historiquement que la grève s'adapte à son temps. Aujourd'hui, on assiste à une individualisation du salariat, à son atomisation.

La grève aussi s'atomise, on le voit avec les débrayages fréquents. Ils représentent un mode consumériste de la grève qui correspond à une perte d'identité professionnelle des collectifs de travail. On va utiliser des modes d'actions ponctuels, très localisés, sur des revendications immédiates. Si on regarde les statistiques on s'aperçoit que le nombre de jours de grève a baissé alors que le nombre de grève a nettement moins diminué qu'on pourrait le penser. La grève, en tant que mode d'action, perdurera tant qu'il y aura un rapport salarial. La grève est moins spectaculaire qu'à l'époque de 1936. Elle reste au cœur du rapport salarial qui suppose une lutte des classes.

Éstimez-vous qu'on approche d'un quatrième âge, un nouvel âge de la grève ?

C'est la question que je pose dans la conclusion de mon livre. Pour l'instant il est un peu tôt pour envisager le quatrième âge. Le débrayage est une forme du troisième âge, il existe depuis près de cent ans. On ne peut pas construire un cadre qui corresponde à un nouvel âge, même si les années à venir nous en diront plus.



POURQUOI FAIT-ON LA GRÈVE ?

Sur les cinq dernières années, près de 40% des conflits portent sur la question des salaires : il s'agit souvent de revendications en vue d'une augmentation globale, mais aussi de l'attribution de primes ou de la révision de grilles de qualification. Les principaux secteurs concernés sont le commerce, la métallurgie et la réparation automobile. Le second thème « favori » est l'emploi. Souvent exprimé dans des périodes d'incertitudes fortes quant à l'avenir de l'entreprise, cette revendication est courante dans les secteurs les plus exposés à la concurrence mondiale (Marks et Spencer, Lu-Danone, Moulinex, etc.). La grève est un moyen pour les salarié-e-s de contribuer à construire un rapport de force avant un plan social annoncé. Elle se présente comme un ultime recours pour « limiter la casse ». Les autres motifs, dans l'ordre de leur fréquence, concernent les conditions de travail, le respect du droit du travail et le temps de travail. Les conflits sur les salaires sont ceux qui se soldent le plus souvent par une satisfaction totale ou partielle des revendications.

SOURCES : MERLIER R., « LES CONFLITS EN 2001 », PREMIÈRES SYNTHÈSES, DARES, AOÛT 2003

QUI DÉCLENCHE LES CONFLITS ?

La CGT impulse à elle seule environ 40% des conflits, ce qui représente une nette augmentation par rapport aux années précédentes. Si plus du tiers des conflits sont des initiatives pluri-syndicales, il est important de noter que les grèves directement à l'initiative des salarié-e-s sont en forte augmentation.

SOURCES : MERLIER R., « LES CONFLITS EN 2001 », PREMIÈRES SYNTHÈSES, DARES, AOÛT 2003

MOINS DE GRÈVES MAIS PLUS DÉTERMINÉES

Le nombre de grévistes montrait un recul en 2001. Sur une période plus longue, on observe un taux de participation à la hausse depuis 1990. Les conflits sont moins nombreux mais plus mobilisateurs : quatre jours non travaillés par les grévistes en 2001 alors que l'on atteignait trois jours en 1997, et à peine davantage en 1999.

SOURCES : MERLIER R., « LES CONFLITS EN 2001 », PREMIÈRES SYNTHÈSES, DARES, AOÛT 2003

LE FAUX PARTAGE PUBLIC/PRIVÉ

La pratique de la grève montre un net recul dans les entreprises de plus de 500 salarié-e-s. Paradoxalement, c'est dans les plus petites entreprises, où le niveau de conflictualité est généralement faible, que la pratique de la grève résiste le mieux. La fonction publique n'est d'ailleurs pas le meilleur élève de la contestation par arrêt de travail. Comment attendre alors du privé, dont les anciens grands bastions industriels traditionnellement « chauds » ont été démantelés, qu'il soit le secteur mobilisateur pour de grands conflits sociaux quand les salarié-e-s de ces entreprises ont déjà du mal à entrer en conflit sur leurs propres conditions de travail.

SOURCES : MERLIER R., « LES CONFLITS EN 2001 », PREMIÈRES SYNTHÈSES, DARES, AOÛT 2003

LE MONDE OUVRIER REPRÉSENTE AUJOURD'HUI EN FRANCE 30% DE LA POPULATION ACTIVE. MAIS L'ENTRÉE DANS L'ÈRE «POST-INDUSTRIELLE» A BEL ET BIEN MARQUÉ LE DÉCLIN DE LA CLASSE OUVRIÈRE ET DE SA CULTURE D'OPPOSITION. CETTE CATÉGORIE SOCIALE SOUFFRE D'UN DÉSINTÉRÊT PATENT DE LA PART DES CHERCHEURS EN SCIENCES SOCIALES COMME DU GRAND PUBLIC. À L'AIDE D'ENQUÊTES DE TERRAIN MENÉES DANS LE CADRE D'UNE THÈSE DE DOCTORAT, LAURENCE VANOMMESLAGHE CHERCHE À CERNER LES DERNIERS RESSORTS DE LA RÉSISTANCE OUVRIÈRE FACE AUX FERMETURES D'ENTREPRISES QUI SE MULTIPLIENT.

SPECTACLE ET LUTTES OUVRIÈRES

A LIRE

Richard Hoggart,
La culture du pauvre
Les Éditions
de Minuit, 1970

John H. Golthorpe
David Lockwood
Franck Bechhofer
Jennifer Platt
**L'ouvrier de
l'abondance**
Éd. Seuil, 1972

Olivier Schwartz
**Le monde privé des
ouvriers. Hommes
et femmes du Nord**
Éd. Puf, 1990

Jean-Pierre Terrail
**Destins ouvriers.
La fin d'une classe ?**
Éd. Puf, 1990

Stéphane Beaud
Michel Pialoux
**Retour sur la
condition ouvrière**
Enquêtes aux usines
Peugeot de Sochaux-
Montbéliard
Éd. Fayard, 1999

EN MAI 68, la moitié des salarié-e-s étaient en grève et nourrissaient l'espoir que plus rien ne serait comme avant. L'occupation des ateliers de production n'attestait-elle pas de la possibilité d'autres formes de propriété, d'un autre mode de répartition des tâches entre dirigeants et exécutants ? On parlait d'auto-gestion. On entrevoyait la fin de l'assujettissement de la main-d'œuvre. La classe ouvrière était alors un des vecteurs privilégiés d'un projet de société alternatif. L'élan contestataire est pourtant retombé. Aujourd'hui, la déstructuration du groupe ouvrier est telle que l'idée même d'une avancée collective de celui-ci s'est perdue. La plupart des spécialistes de la condition ouvrière s'accordent sur la nature de l'évolution des conduites et des modes de vie ouvriers. Depuis une trentaine d'années, nous assistons à un changement radical : «l'individuation bourgeoise, l'individuation marchande»¹ est à l'œuvre au sein de la classe ouvrière. Ainsi, la sphère privée a été peu à peu surinvestie au détriment des pôles de sociabilité collective qui, historiquement, ont constitué le terreau de la solidarité ouvrière. Dans les années soixante et soixante-dix, l'élévation du niveau de vie du groupe ouvrier et l'accès corrélatif à la consommation de masse ont converti ses membres à un certain hédonisme. Le chômage qui a suivi, dans les années quatre-vingt, ce relatif enrichissement a consolidé le repli des plus précarisés sur l'univers domestique et la famille, considérés comme un ultime rempart contre la crise industrielle. Ce processus de «privatisation des modes de vie ouvriers»² a eu pour envers l'affaiblissement des solidarités professionnelles et des réseaux de sociabilité de quartier ainsi que la désaffection pour les grandes expériences collectives de la politique et du syndicalisme. Le passage par l'institution scolaire crée, dans les ateliers, un antagonisme structurel entre les jeunes ouvrier-ère-s et les plus ancien-ne-s.³

Au total, la notion de «conscience ouvrière» ne parle plus à la majorité des salarié-e-s avec lesquels je me suis entretenue et l'ordre social est très rarement conçu en termes d'opposition de classes. Bien au contraire, tout comme Stéphane Beaud et Michel Pialoux, j'ai ressenti chez eux une volonté omniprésente de «se démarquer de tout ce qui "fait" trop ouvrier»⁴ et, partant, de prendre leurs distances par rapport aux dispositions contestataires d'autrefois. Tout se passe comme si s'était opéré une sorte de «conversion au réalisme économique.» Cette déstructuration du groupe ouvrier s'accompagne d'une crise de la représentation politique de celui-ci. Outre la crise du syndicalisme, la fragilisation du vote de classe chez les ouvrier-ère-s est patente. Et l'on peut légitimement s'interroger sur la pérennité de la «culture de classe» ouvrière. Une chose est sûre : appartenir à la classe ouvrière ne constitue plus, aujourd'hui, un vecteur d'identification susceptible de fédérer une action collective de protestation.

LA FIN DES ANCIENNES SOLIDARITES DE CLASSE

L'actualité sociale révèle tous les jours de nouveaux cas de «délocalisation» d'entreprises. Du fait de leur faible qualification, les ouvrier-ère-s constituent la population la plus exposée à ce risque. La mondialisation des processus économiques a conduit les spécialistes des mouvements sociaux à attendre une hypothétique «transnationalisation» des actions de protestation. Les principaux intéressés peinent pourtant à élaborer une stratégie de lutte unitaire lorsque des fermetures frappent plusieurs unités de production appartenant à une même entreprise. Ceci est encore plus vrai lorsque les restructurations touchent des ateliers implantés dans différents pays. Une grande distance géographique n'est pas nécessaire pour compromettre l'émergence d'une communauté de lutte unifiée. En mars 1997, les fameuses «euromanifestations» consécutives à la fermeture, par le constructeur automobile Renault, de son site belge de Vilvorde relevaient davantage d'une construction sociale dont les médias étaient les acteurs principaux que d'une véritable solidarité transfrontalière⁵. En septembre 1996, la fermeture par la multinationale Levi Strauss de quatre de ses unités de production européennes illustre à quel point il est difficile de fondre le personnel de différentes unités de production en une même communauté de classe et d'action⁶. Les usines concernées par la fermeture étaient pourtant distribuées dans un périmètre très circonscrit, au Nord et au Sud de la frontière franco-belge. De plus, la plupart des ouvrières belges maîtrisaient la langue de leurs homologues françaises, quand celle-ci ne constituait pas leur langue maternelle. Loin d'avoir été cordiales, les relations entretenues par les intersyndicales belges et françaises ne leur ont pas permis de coordonner leurs actions de manière à conduire une opposition commune à la délocalisation. Les divergences de choix quant aux modalités d'action et à la définition des priorités ont fait l'objet d'incompréhensions réciproques et n'ont généré entre les ouvrières belges et françaises que frictions, désaccords et rancœurs. C'est donc en vain que l'on aurait cherché ici les traces d'une quelconque «solidarité ouvrière.» Bien au contraire. Les politiques de restructuration menées par les multinationales divisent. La fermeture de l'usine des uns engendre, dans l'esprit des autres, l'espoir que la leur s'en trouve épargnée.

Notons encore que les processus transnationaux brouillent la construction symbolique de l'adversaire, étape pourtant cruciale pour l'émergence d'une action collective. Le conflit de Levi's a, à cet égard, encore, valeur d'exemple : l'Union européenne, l'euro et la mondialisation des échanges étaient invoqués pêle-mêle par les ouvrières comme autant de forces bien insondables mais qui auraient eu une responsabilité réelle dans le départ de leur entreprise. Ouvrier-ère-s, patron-ne-s, sim-

plus citoyen-ne-s ou élu-e-s n'auraient d'autre choix que celui de s'adapter à cette nouvelle donne. L'employeur, pour sa part, bénéficiait de l'indulgence généralisée de ses ex-salariées. Une profonde intégration des impératifs liés à la recherche du plus grand profit n'était pas étrangère à cette absence de rancœur.

LA DIVISION PAR LE TRAVAIL

Il n'est pas nécessaire de porter le regard sur les conflits de l'emploi impliquant plusieurs collectifs de travail et présentant une dimension transnationale ou multirégionale pour constater l'effritement des ressorts protestataires. Aujourd'hui probablement plus qu'hier, les ouvrier-ère-s sont divisé-e-s et contrôlé-e-s, au sein même de l'usine, par le travail ou, plus précisément, par les nouveaux modes d'organisation du travail. Sous l'ère taylorienne, en effet, la politisation et les dispositions contestataires se forgeaient, dans l'atelier, et ceci, dans une logique d'affrontement avec « les chefs ». C'est par cette « lutte pied à pied contre l'ennemi »⁷ que se consolidait l'identité collective du groupe, sa cohésion et, partant, son front de résistance. À partir des années quatre-vingt, les entreprises adoptent le modèle japonais d'organisation de la production. Les



rapports de domination dans l'atelier sont euphémisés privant de la sorte les travailleur-se-s d'un ressort essentiel de leur culture de lutte: le travail individuel sous la direction d'un contremaître disparaît. On constitue des équipes de travail autour d'un « moniteur » et l'on confie le contrôle de la production aux ouvrier-ère-s de fabrication eux-mêmes. L'accent est désormais porté sur l'autonomie, la participation et l'esprit d'initiative. La création de « cercles de qualité » sont autant d'encouragements à délaissier la logique de l'affrontement avec la hiérarchie pour s'engager de bonne grâce sur le terrain de la « communication ». La responsabilité de l'équipe vis-à-vis du produit fini et l'instauration d'un système de primes par équipe introduit, entre les salariés, une logique de contrôle réciproque. Les « agents de production » qui témoignent d'une moindre implication au travail s'en trouvent stigmatisés. Ces changements organisationnels visant à impliquer les ouvrier-ère-s induisent parmi eux de petits conflits incessants, des jalousies, des querelles, en somme, une sorte de division structurelle. Les travailleur-se-s ayant connu le passage du taylorisme au mode japonais d'organisation du travail sont unanimes pour dénoncer une « dégradation de l'ambiance ». Les outils de résistance forgés par les vieux militants syndicaux ne sont plus adaptés. Confrontés à une situation dramatique telle qu'une fermeture ou une restructuration, les ouvriers sont désormais bien souvent privés des conditions essentielles à l'émergence d'une action collective: la cohésion, l'attachement à la collectivité de travail, les relations de camaraderie.

VERS DE NOUVEAUX RÉPERTOIRES D'ACTION ?

Bien évidemment, mon propos n'est pas de nier la survenance de mobilisations longues et massivement suivies, présentant tous les outils routinisés de la culture d'opposition ouvrière; grèves, manifestations, occupations des locaux, etc. L'histoire syndicale de l'usine, l'histoire économique et sociale de la zone d'implantation de celle-ci n'est pas sans incidences sur le potentiel protestataire d'une collectivité ouvrière. Il n'en demeure pas moins que les registres traditionnels de la lutte nécessitent une cohésion sans faille et un engagement de chacun dans l'action. Or, au-delà de l'invocation récurrente de la détérioration des rapports humains au sein de l'atelier, la plupart des travailleur-se-s sont aujourd'hui hanté-e-s par l'idée de n'être plus en mesure de « faire corps », de « faire nombre », de constituer une « force » sociale de poids. Aussi les salarié-e-s élaborent-ils, depuis quelques années, de véritables stratégies médiatiques qui les dispensent des mobilisations de masse: des actions spectaculaires sont spécifiquement dirigées vers les médias, voire conçues pour les médias. Ces actions médiatiques ont pour but d'agir sur « l'opinion publique » et, à terme, de faire plier les pouvoirs publics. Les militants syndicaux multiplient les contacts avec la presse et acquièrent, peu à peu, un certain savoir-faire dans la gestion de leurs relations avec les journalistes. La mise en scène médiatique d'un conflit a atteint un paroxysme, en juillet 2000, à la suite de la liquidation judiciaire de Cellatex, une petite usine de rayonne implantée dans les Ardennes. Un noyau de salarié-e-s et de délégué-e-s menaçait alors de déverser 50 000 litres d'acide sulfurique dans la Meuse puis, de faire exploser leur usine s'ils n'obtenaient toujours pas d'avancées notables quant au plan social. Quelques jours plus tard, les ancien-ne-s ouvrier-ère-s de Cellatex ne revenaient pas de l'agitation médiatique qu'ils avaient réussi à susciter autour d'eux. Assimilant à toute allure les nouvelles règles de ce jeu, ils déverseront, devant les caméras de télévision, quelques dizaines de litres d'acide sulfurique soigneusement mélangé, sur les conseils des journalistes, à du colorant rouge! Leur stratégie fera école. Les salariés de la Brasserie alsacienne d'Adelsoffen, de Myris, de Bata, les papetiers de Job, les « petites mains » de Lacoste; tous prendront leur outil de travail pour cible. Peu nombreux et divisés par l'organisation du travail à l'usine, « les Cellatex » n'avaient d'autre recours que cette sorte d'« esbroufe protestataire. » Le déploiement des CRS autour de l'usine ainsi que la présence du GIGN n'étaient pas évoqués par les ouvrier-ère-s sans une certaine jubilation. La jubilation d'avoir réussi, une dernière fois et contre toute attente, à faire frémir les forces de l'ordre. C'était là un dernier baroud d'honneur.

En effet, le spectacle des innombrables fermetures d'usine, le vieillissement objectif de la classe ouvrière, sa décomposition sociale, culturelle et politique induisent chez ses membres la hantise de leur propre obsolescence. Tous éprouvent un sentiment d'abandon, d'inexistence sociale et tous sont persuadés d'avoir été bernés, sacrifiés sur l'autel de la modernisation économique. Cependant, la résignation semble l'emporter sur la colère. Il est vrai que les ressources dont disposent aujourd'hui les ouvrier-ère-s pour se défendre collectivement contre la domination économique et culturelle sont bien maigres. Laurence Vanommeslaghe



1. Ce concept est développé par Jean-Pierre Terrail, « Destins ouvriers. La fin d'une classe? », Éd. Puf, 1990.

2. Olivier Schwartz, « Le monde privé des ouvriers. Hommes et femmes du Nord » Éd. Puf, 1990, p.80.

3. Michel Beaud, Stéphane Pialoux, « Retour sur la condition ouvrière. Enquêtes aux usines Peugeot de Sochaux-Montbéliard », Éd. Fayard, 1999.

4. Selon l'expression de Michel Beaud et Stéphane Pialoux, Ibid.

5. Sur ce point, se reporter à Eric Lagneau, Pierre Lefebvre, « La spirale de Villoverde: Médiatisation et politisation de la protestation », « Les Cahiers du Cevipof » n°22, janvier 1999, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques.

6. Pour une analyse de ce cas d'école, se reporter à mon article: « Deux formes nationales d'opposition ouvrière à la délocalisation de Levi's » in « Revue française de science politique », n°5, octobre 2001.

7. Stéphane Beaud, Michel Pialoux, Ibid., p. 36.

L'ÉCHEC DE LA GRÈVE DES ENSEIGNANT-E-S, LES DIFFICULTÉS DU MOUVEMENT DES INTERMITTENT-E-S À SE FAIRE ENTENDRE, LA MULTIPLICATION DES CONFLITS SOCIAUX N'ABOUTISSANT PAS POSENT AUJOURD'HUI LE PROBLÈME DE LA PERTINENCE DES FORMES DE LUTTES TELLES QUE NOUS LES CONNAISSONS DEPUIS LE DÉBUT DU XX^E SIÈCLE.

QUELLES LUTTES POUR QUELLE SOCIÉTÉ ?

POUR PENSER LES FORMES DE LUTTES, des sociologues, dont Charles Tilly, ont mené une étude sur le sujet depuis le XVII^e siècle. La notion de « répertoire de l'action collective » élaborée par Tilly suggère l'existence de formes d'institutionnalisation propres aux mouvements sociaux. Une action collective menée par un groupe d'individu-e-s correspond à l'identité de ces individu-e-s. L'idée forte de Tilly est que lorsque l'on appartient à une tendance politique dans une société donnée, on opère avec des modes d'action spécifiques. Pour illustrer ce propos, on peut établir une comparaison avec le jazz : il possède toute une gamme de « standards » qui n'excluent pas de nouvelles improvisations sur les thèmes disponibles, mais en forment le terreau. Tilly montre comment « tout mouvement social est confronté à une palette préexistante de formes protestataires plus ou moins codifiées, inégalement accessibles selon l'identité des groupes mobilisés ».

La manifestation, les réunions publiques, les débats sont devenus des formes communes à toutes les organisations que ce soit des ONG, des partis ou groupes politiques, etc. La grève reste aujourd'hui au centre du répertoire d'action syndicale et/ou du monde salarié.

Somme toute, un répertoire d'action ne naît pas *ex nihilo*. Il s'inscrit dans un contexte social, politique et économique auquel il est adapté à un moment précis. Un répertoire d'action est donc lié à un type de société, dans lequel on peut s'attendre à ce qu'il soit efficace, comme c'est le cas pour la grève dans une société capitaliste où l'exploitation par le travail salarié est la pierre d'angle du système. L'espace de protestation est lié aux formes de celle-ci.

Ainsi, les contestations antérieures à la révolution industrielle, à un moment où les communautés villageoises ou urbaines sont encore peu marquées par une nationalisation systématique des enjeux sociaux. L'action se situe au niveau local, dans la communauté et l'espace vécu. Elle prend souvent la forme de détournements et parasitages de rituels sociaux préexistants. Ces protestations précapitalistes, dites « premier répertoire » sont

souvent marquées par le recours au « patronage », c'est-à-dire la recherche du soutien d'un notable local, comme protecteur contre d'autres membres de la communauté ou intercesseur contre des autorités lointaines.

Un tournant radical est pris vers le milieu du XIX^e siècle. Avec la modification de l'économie et des modes de production, à plus grande échelle, les conflits se déplacent de l'espace local pour gagner l'espace national. Les premières grèves et mobilisations nationales vont voir les revendications se diriger vers un pouvoir central, national. La protestation s'émancipe des

pratiques de patronage qu'elle utilisait jusqu'alors, et des organisations, par exemple de travailleur-se-s, prennent le relais.

Ce deuxième répertoire, à base de grève et de manifestation, en gestation depuis la moitié du XIX^e siècle, se met en place dès le début du siècle et reste celui du monde salarié aujourd'hui. Il est fondé sur deux principes liés aux réalités du capitalisme de début du siècle. La classe dirigeante politique et économique subit et accepte une lutte frontale avec les salarié-e-s. L'interlocuteur est national, que ce soit l'État ou l'employeur. Depuis les années soixante-dix approximativement, ces deux piliers du répertoire ont tendance à se fissurer. Avec l'accélération de la mondialisation, l'interlocuteur devient international (instances mondiales, entreprises transnationales). Il devient inaccessible, invisible, mais bien plus puissant. Cette situation rend les rassemblements « contre » et l'action de grève localisée peu efficace. Le capitalisme a aussi su, suite aux mouvements de contestation des années soixante-dix, intégrer la contestation en son sein propre et ne plus accepter la confrontation patron-ne /ouvrier-ère-s. Nombre de revendications des travailleur-euse-s ont été perverties et intégrées au système de domination, comme le montre l'ouvrage *Le Nouvel esprit du capitalisme* de Chiapello et Boltanski. Les nouvelles techniques de management, par exemple, brisent les hiérarchies lourdes contestées durant Mai 68.

Aujourd'hui, notre société « néo-capitaliste » a su s'adapter à ce nouveau répertoire d'action collective, né au XIX^e siècle. Les échecs des derniers mouvements sociaux en sont peut-être la preuve. Certains sociologues, comme Erik Neveu, voient dans l'émergence du mouvement altermondialiste des tentatives de mettre en place un « troisième répertoire » adapté aux évolutions de notre société. Cette troisième génération de répertoire prend en compte d'autres dimensions, comme celle de l'international, où les mobilisations se sont mis à niveau : la dimension symbolique prenant en compte les appareils médiatiques, etc. L'échec des manifestations mondiales contre la guerre en Irak nécessite de mesurer avec prudence l'impact réel de ce nouveau répertoire.

Cependant, le mouvement altermondialiste est loin d'être la panacée. D'une part, il n'agit que peu sur les problèmes sociaux locaux (fermeture d'usines, droit du travail, etc.). Ensuite, son institutionnalisation rapide en fait déjà un mouvement incapable de rentrer dans une réelle opposition avec le système. Seattle nous a fait rêver, mais déjà le système s'est adapté... Les transformations récentes de la société font que nous ne disposons plus d'un répertoire d'action dont les formes correspondraient à l'espace dans lequel il évolue.

C'est aujourd'hui qu'il faut repenser la lutte sociale, la grève, l'action collective, afin de reconstruire des formes d'actions collectives pertinentes. **Adeline Pirr**

A LIRE

Erik Neveu
Sociologie des mouvements sociaux

Éd. La Découverte
Coll. « Repères », 2000.

Charles Tilly
La France contestée de 1600 à nos jours
Éd. Fayard,
Coll. « L'espace du politique », 1986.



photo Sébastien Hilbet



VERS L'AUTONOMIE DES LUTTES

LES CONFLITS DU TRAVAIL SONT MOINS PRÉSENTS. CELA NE SIGNIFIE PAS POUR AUTANT QUE LES LUTTES SONT VOUÉES À L'ÉCHEC. CET ENTRETIEN AVEC GUY GROUX, SOCIOLOGUE, PERMET D'IMAGINER DES PISTES VERS DE NOUVELLES FORMES DE CONFLICTUALITÉS.

Entretien avec
Guy Groux
Propos recueillis
et mis en forme
par Gildas

Les conflits du travail sont en déclin. Cette assertion semble faire l'unanimité. Certaines personnes remettent-elles en cause ce constat ?

Le conflit du travail participe moins aujourd'hui au projet de changement radical de la société qu'au XIX^e siècle. À l'époque, les théories syndicalistes révolutionnaires, entre autres, voyaient dans la grève générale un moyen de transformer l'ensemble de la société. On peut parler aujourd'hui d'une banalisation du conflit du travail. Il ne s'agit pas d'avoir une vision comptable qui a peu d'intérêt.

La grève est-elle dépassée ? moins efficace ?

La grève n'est pas dépassée dans le sens où elle est l'un des instruments majeurs du conflit, inscrit dans la Constitution. Elle n'est plus, comme à une époque, un outil de transformation en profondeur de la société. Deux hypothèses expliquent que la grève se soit émoussée : les syndicats sont faibles et les contraintes économiques sur le salariat sont fortes. L'après-guerre a été marqué par trois grands mouvements sociaux. En 1968, les dix millions de grévistes obtiennent de fort acquis sociaux. En 1995, les manifestants obtiennent le maintien de certains régimes de retraite, sans obtenir beaucoup

plus. En 2003, les grèves aboutissent à un échec et à un net recul social. On peut se demander si la grève n'est pas plus efficace au niveau local et moins au niveau global ou international.

Les luttes syndicales ont été victimes de la globalisation de l'économie. Le patron en tant qu'ennemi est moins visible...

Ce constat existait déjà dans les années soixante-dix. Pendant le conflit du Joint français en Bretagne, les ouvriers avaient affaire à un directeur d'établissement impuissant. Les vrais patrons étaient à Paris. Dans les PME, on connaît le patron. Il est pourtant difficile de faire grève. Il y a quarante ans, la petite PME avait un marché local. Maintenant, elle est soumise aux règles du jeu international. Ce n'est donc pas tant le patron qui est invisible mais beaucoup plus les contraintes économiques qui rendent le conflit du travail plus difficile.

Les conflits du travail ont fait face à l'émergence de mouvements nés dans les années soixante-dix : écologiste, féministe, etc. Ces dernières années, des groupements politiques prônent la transversalité de ces luttes...

Parler de la transversalité n'est pas nouveau. Le Parti communiste en tant qu'organisation de masse était présent sur d'autres champs que la lutte des classes, avec ses propres structures qui allaient du féminisme au club de gymnastique. Il organisait une contre-société qui s'appretait à remplacer le capitalisme. Cette transversalité venait du haut.

Les mouvements actuels s'autonomisent par rapport au politique. La transversalité est souvent sporadique, sur un événement, une lutte. L'exemple de la grève Mac Do, à Paris, avec la constitution d'un comité de soutien, est probant. La difficulté reste d'inscrire cette transversalité dans la durée.

Ces luttes actuelles des précaires, des intermittent-e-s sont-elles à même de réinventer les formes de la grève ?

Ces derniers mois, on a pu observer trois conflits riches d'enseignement. La lutte Mac Do est née avec l'appui d'un comité de soutien autonome. Les intermittents se sont appuyés sur des collectifs que la CGT n'a jamais entièrement maîtrisés. Le conflit de la recherche est parti d'une pétition, c'est-à-dire sans les syndicats qui restaient marginalisés. Les conflits s'émancipent des syndicats. Ce changement peut se dater de l'après-68 avec les comités de grève souvent animés par des militants politiques d'extrême gauche, même si beaucoup de grèves restaient initiées par les syndicats. Dans le milieu des années quatre-vingt apparaissent des coordinations à la SNCF ou chez les infirmiers, qui sont des structures autonomes à la fois des forces syndicales mais aussi des forces politiques. Les conflits sont menés à la base. Reste que juridiquement, les syndicats sont incontournables pour négocier avec le patron, ils restent donc sur le terrain légal et politique.

A LIRE



Guy Groux
Vers un renouveau
du conflit social ?
Éd. Bayard, 1998

DES GRÈVES QUI DÉMARRENT, DES MOUVEMENTS DE PRÉCAIRES QUI ESSAIENT DE TROUVER DES MODES D'ACTION POUR RENDRE VISIBLE LA COLÈRE, DES LUTTES QUI ÉCHOIENT... LES CYCLES DE MOBILISATION ET LEURS «MYSTÈRES» NOUS INTERROGENT SUR LA MANIÈRE DONT SONT STRUCTURÉS LES GROUPES SOCIAUX PORTEURS DE LA DYNAMIQUE REVENDICATIVE. DANS LE TEXTE QUI SUIT, NOUS TENTERONS DE NOUS DONNER DES OUTILS POUR COMPRENDRE QUELS SONT LES FACTEURS QUI PERMETTENT À UNE COMMUNAUTÉ ANTAGONISTE D'ÉMERGER.

OÙ ET COMMENT LES CONFLITS DU TRAVAIL

RETOUR SUR LES COMMUNAUTÉS PERTINENTES DE L'ACTION COLLECTIVE

NAISSENT ET DURENT ?



DANS UN ARTICLE PARU EN 1980, Denis Segrestin¹ tente d'identifier les collectivités concrètes à partir desquelles se construit l'action collective. L'auteur part du principe fort qu'il ne peut y avoir de mobilisation sans intégration, selon le constat que «ce sont précisément les groupes qui ont le mieux résisté à la désintégration qui se mobilisent le plus rapidement et plus efficacement pour promouvoir leurs intérêts propres». Avec pour prolongement le fait que plus les communautés de référence disponibles sont proches des individus et de leur situation objective, plus les mobilisations sont à même de gagner en intensité. Ainsi, «si l'identité collective prend le caractère d'une identité éclatée et diffuse», comme c'est le cas dans les efforts de mobilisation de travailleur-se-s précaires aux statuts multiples, chômeur-ses, etc. évoquées dans ce dossier, moins il est évident de construire des luttes. L'organisation de la communauté elle-même assurerait son caractère de «communauté pertinente», et l'installerait dans la durée.

LA COMMUNAUTÉ PROFESSIONNELLE DANS LA MOBILISATION «DE CLASSE»

Le syndicalisme français se caractérise par le dépassement historique de logiques associatives – ou corporatistes, de défense de groupes professionnels – vers une conception «révolutionnaire» qui prend appui sur la structure professionnelle pour faire la jonction entre le conflit particulier et le «mouvement ouvrier». La communauté professionnelle se présenterait comme «la combinaison exceptionnelle entre la fonction d'intégration des travailleurs et la fonction de dépassement de la logique associative, dépassement qui seul permet d'atteindre la logique de l'action de classe». On peut ainsi noter la capacité de groupes professionnels, renforcé par l'existence d'un héritage culturel commun, tels que les postiers, les cheminots, les «métallos» ou les mineurs, par le passé, à constituer des groupes inducteurs de mouvements sociaux non-catégoriels.

Cependant, avec les pratiques d'externalisation, de sous-traitance, mais également de cohabitation de plus en plus importante entre travailleurs à statut et travailleurs temporaires, on peut se questionner sur l'émergence d'une crise de l'identité professionnelle. Par ailleurs, l'institutionnalisation des groupes professionnels et des instances de négociation-régulation pèse sur les possibilités de «grèves sauvages», souvent liées à des exaspérations nées de sentiments d'humiliation de salariés. Ainsi, si la communauté professionnelle, comme communauté de référence, tient lieu de collectivité historique de structuration de la conflictualité au travail, elle n'en pose pas moins certaines limites, notamment du point de vue de groupes sociaux ou socioprofessionnels qui ne se retrouvent pas dans l'identité institutionnalisée.

LA COMMUNAUTÉ-GROUPE

C'est le cas, à titre d'exemples fort, des mobilisations d'OS² ou de l'émergence d'une identité féminine dans les conflits du travail. Les premiers, opérateurs du «travail en miette», taylorisé, parcellisé, sont privés d'identité de métier. Ils subissent un degré de frustration, de stress, etc. qui rend leur situation socialement singulière et tendue. De même, dans des usines de petite ou moyenne importance, très majoritairement féminine et très peu qualifiées, des actions très offensives ont pu être menées avec la conscience d'une surexploitation liée à la condition d'OS et de femmes. Ces modèles de mobilisation sont en rupture avec le modèle central présenté plus

A VOIR

Une journée pour rebondir

Un film de C. Cordier et E. Roy • 77 min
Le film traite de la grève du printemps 2003 au regard de la grève des cheminots de la gare de l'Est à Paris et du chantier de l'Ourcq à Pantin. D'assemblée en assemblée, on voit comment une grève qui ne prend pas se meurt, avec en filigrane le jeu habile des syndicats. Un regard de l'intérieur qui permet de mieux comprendre comment s'organise, se met en place, se discute une grève.

Contact:

06 84 21 28 64

06 11 86 68 35

ujpr@no-log.org





haut. En effet, « la communauté est ici avant tout une expérience collective, [...] qui ne prend sa signification que dans la conduite de l'action », et a toutes les chances d'être le support de la contestation si elle est socialement homogène et dominante dans les structures de l'entreprise.

Ce point de vue invite à comprendre les mouvements de salariés précaires, comme dans la restauration rapide, qui semblent développer une approche « utilitariste » du syndicat³, et s'appuyer sur des collectifs de soutien dont les membres se reconnaîtraient dans le caractère émiétté des identités sociales, corrélatif de ces modes d'emploi et de relation à l'entreprise, couplé à une intensification de l'exploitation.

Il existerait une pratique « particulariste » de la communauté-groupe, inscrite dans la nature de celle-ci, avec une tendance à traduire ses particularismes en « universaux », qui peuvent donner une dimension idéologique à ces conflits, avec une tendance à la globalisation des enjeux.

LA COMMUNAUTÉ-SOCIÉTÉ

Il s'agit ici de traiter des conflits qui impliquent dans leur dynamique une problématique de référence ou d'appui d'emblée plus large que le cadre professionnel : « vivre et travailler au pays », défendre l'emploi ou un secteur d'activité comme gage de survie d'une ville, d'une région, etc. Ni identité professionnelle, ni identité de groupe très affirmées⁴ : l'enjeu ne paraît donc pas être l'intégration de la communauté de travail, et on note « un dépassement des communautés concrètes au profit d'entités hétérogènes ». C'est que, dans ces cas, la forme d'intégration sociale revendiquée est celle de la société elle-même. Ces conflits peuvent révéler des tournures inter-classistes, cadres et notables participant de la construction des rapports de force.

Ce modèle de conflictualité, loin d'être rare, pourrait justement être représentatif d'une « nouvelle conflictualité », selon Denis

Segrestin, en particulier avec la crise de l'emploi et du devenir de certaines branches industrielles, la communauté de référence étant finalement moins centrée sur le travail et la collectivité de travail que dans les deux précédents modèles. En revanche, la communauté-société reste surdéterminée par les rapports de production, mais avec une distance plus importante entre la société locale et « l'adversaire » face auquel s'organise l'action collective.

DE L'USAGE DU CONCEPT DE COMMUNAUTÉS DE L'ACTION COLLECTIVE

Le concept de communauté peut représenter un outil pertinent quant à l'analyse des rapports de force mais surtout comme apport à la compréhension et à la construction de stratégies et tactiques conflictuelles. L'auteur lève ainsi trois questions qui permettent de saisir ces enjeux : Quel est le principe d'intégration qui caractérise la communauté ? Comment la communauté participe de la mobilisation « de classe », quelles sont les ressources dont elle dispose pour dépasser la logique associative ? Quelles sont les conditions d'apparition de la communauté dans la mobilisation ?

MOI, JE... NOUS, ON...

Je milite actuellement au sein d'un collectif de travailleurs précaires, AC! 13 et d'une assemblée inter-statuts, les PAM⁵. Le principe d'intégration qui caractérise ces rassemblements est flou et faible : nous sommes rattachés à la société du travail par l'emploi aléatoire, avec dans mon cas une identité professionnelle quasi nulle (7 CDD, 6 postes, dans 5 branches différentes en moins de 10 ans de « carrière professionnelle », sans compter les périodes de chômage et RMI). Voilà pourquoi je ne me retrouve pas dans un syndicat, ne « m'identifiant pas d'identité de métier ». Ce qui nous regroupe est paradoxalement nos situations hétérogènes d'incertitude face à l'avenir, face à nos droits et à notre revenu. Nous pourrions être un lobby de précaires, vu l'indifférence de la plupart des stratégies syndicales à l'égard de notre sort. Dépasser cette logique « communautariste » est un des centres de nos préoccupations. Cependant réclamer des droits spécifiques nous paraît légitime (augmentation des minima sociaux, indemnisation Asse-dic, rejet du RMA, etc.). Vous comprendrez alors toutes nos difficultés à avancer dans la structuration de nos luttes.

Nous sommes quelque part un « mix » des trois communautés définies dans cet article : « boosté » par des communautés professionnelles (luttes des intermittents du spectacle, des enseignants-chercheurs précaires) ; cimentés par des particularismes sociaux (conditions de travail, d'emploi et de vie aléatoires) dont les responsables sont identifiés (MEDEF, actionariat, fonds de pensions, logique capitaliste, ...). Et en demande d'universaliser ces particularismes dans des enjeux globaux, de savoir comment nous pouvons « faire société », « faire monde » de manière solidaire, égalitaire et libertaire...

L'éclatement de la société salariale nous conduit à redessiner les contours des communautés pertinentes de l'action collective, et cela ne peut se faire qu'en interrogeant nos pratiques, nos succès et nos impasses, nos contradictions aussi. R.S.

A LIRE



Vacarme n°26 « Refaire la grève »

Après un retour sur les grèves du printemps 2003, la situation sociale est portée au regard de l'histoire mais aussi de l'étranger comme le conflit de Fiat en Italie. À noter que la revue est accompagnée d'extraits sonores d'un dialogue en Mai 68 entre une fille étudiante et son père ouvrier, avec en écho la lutte des intermittents.

ITALIE SERVICE MINIMUM, MOBILISATION MAXIMALE

L'Italie, dès 1990, s'est dotée d'une loi régissant l'exercice du droit de grève dans les « services publics essentiels » destinée à « concilier le droit de grève avec le droit à la santé, à la libre circulation, à la sécurité, à l'éducation et à la communication ». Pourtant, la situation italienne actuelle, marquée par des vagues de grèves dans les transports, montre, dans les faits, la difficulté de faire appliquer un tel service. Le personnel

d'Alitalia, les contrôleur-se-s du ciel, les conducteur-trice-s de bus et de tramways ont déjà manifesté en février et annoncent de nouvelles grèves. Or, ces grèves, en série sont souvent organisées, de façon sauvage et en infraction à la loi de l'an 2000, par des comités de base orchestrés par les syndicats autonomes COBAS qui défient et provoquent les grandes confédérations ouvrières plus respectueuses de la loi.

1. D. Segrestin, « Les communautés pertinentes de l'action collective. Canevas pour l'étude des fondements sociaux des conflits du travail en France », « Revue française de sociologie », XXI, 1980, pp. 171-203.

2. Ouvriers spécialisés

3. Avec le souci d'éviter toute récupération, et une méfiance du contournement du groupe dans les négociations (cf. article p. 25 relatif à l'ouvrage d'Abdel Mabrouk).

4. Pour justifier ce modèle de communauté, D. Segrestin relate des études menées par Nicole Mercier en Moselle dans les années soixante-dix.

5. Précaires associés de Marseille, voir encadré p. 25.

MANIFS, GRÈVES, OCCUPATIONS, MAIS AUSSI AGIT-PROP, SABOTAGES, BLOCAGES, ACTIONS FESTIVES... LES INTERMITTENT-E-S DU SPECTACLE ET DE L'AUDIOVISUEL, QUI COMBATTENT UNE PRÉCARISATION DE LEUR STATUT DEPUIS JUIN 2003, ONT TOUT EXPÉRIMENTÉ.

UN MOUVEMENT CRÉATIF



LA CATÉGORIE « intermittent-e-s du spectacle et de l'audiovisuel » ne constitue pas en soi une classe sociale. Elle désigne l'ensemble des bénéficiaires d'un régime spécifique de l'assurance chômage, bénéficiaires qui n'ont pas tous les mêmes intérêts. Certain-e-s travailleur-se-s sont avantagé-e-s par la réforme du protocole, d'autres, les plus précaires, sont directement menacé-e-s de disparition. Cette fracture est, grosso modo, superposable à la division entre les professionnel-le-s de l'audiovisuel et du cinéma, mieux payé-e-s, et ceux-celles du spectacle vivant, fragilisé-e-s car plus dépendant-e-s de l'institution. C'est dans ce contexte que s'est déployée une lutte, approuvée par la plupart des syndicats (CGT, FO, CNT...), mais surtout portée par des individus, aguerris par des mobilisations ultérieures ou novices. Cette lutte s'est caractérisée par un activisme intense dans toute la France.

Au début du mouvement, la Coordination des intermittent-e-s et précaires d'Île-de-France dégage deux axes essentiels : l'analyse et l'action. Des militant-e-s plangent donc pour « décoriquer » le texte officiel, en fournir une traduction claire et imaginer des contre-propositions. Au même moment se met en place la commission « actions » qui trie les propositions déposées par chacun dans une boîte à idées et organise techniquement

l'action. Jusqu'au mois d'août, le rythme est trépidant : il y aura une action par jour (parfois plus), réunissant jusqu'à 600 personnes. Les premiers temps, les actions directes se font spontanément, dans l'élan de la mobilisation. Un peu plus tard, une organisation plus précise se concrétise mais, pour certain-e-s, cette façon de procéder a fait perdre une certaine audace.

UNE GRÈVE À DOUBLE TRANCHANT

Parmi les premières actions, certaines visent à obtenir ou pérenniser un lieu, centre névralgique du mouvement. C'est grâce à des occupations successives que la Coordination réussit à conserver un quartier général, qui en mars était situé dans le XX^e arrondissement. En parallèle, d'autres occupations ont pour vocation d'informer et de rallier un maximum d'intermittent-e-s, et prennent pour cible les lieux de production de l'industrie culturelle ou du spectacle. Ces « piquets de grève » sauvages interrompent des tournages de télé ou de cinéma, bloquent les sociétés de copie de bobines de films, ou encore immobilisent des dépôts de camions de tournage. La grève, proprement dite, qui stoppe le travail sur les scènes de théâtre, les plateaux de tournage et même dans les studios de doublage, est lancée dès le début de l'été avec un certain succès. De nombreux techniciens et compagnies débraient, déclenchant l'annulation d'une série de festivals. C'est une première en France. Le débat fait rage : contrairement à l'ouvrier qui produit quelque chose qui ne lui appartient pas, pour beaucoup de créateurs du spectacle vivant, le refus de montrer son travail équivaut à une automutilation. Pourtant, ce sont les plus fragiles qui suspendent leurs représentations, et sabotent ainsi volontairement leur « saison », alors que les « stars » critiquent vertement ce « suicide ». « Pour moi, la grève est une façon de manifester un désaccord en bloquant le système, explique Virginie, metteuse en scène, et membre de la Coordination Île-de-France. Une manière de souligner le fait que l'on a besoin de moi. Le problème est qu'il est très difficile d'inciter les gens à se mettre en grève. » Cette suspension du travail qui est à la fois une immobilisation de la « production » et une démonstration de force, devrait être aussi une arme dans les négociations. Or, il n'y a aucune discussion avec des employeur-se-s, seulement une revendication unique : le retrait du protocole par l'État. La grève, beaucoup le reconnaissent est finalement peu opérationnelle : les annulations de festivals sont des demi-victoires. Certes, elles font prendre conscience du rôle des intermittent-e-s dans ces manifestations culturelles, et surtout de la « rentabilité » économique de ces événements pour le tourisme. Mais, comme le note Virginie, « il fallait que les festivals soient maintenus, que le public vienne, et que les débats remplacent les spectacles. » Hormis la grève, les interventions diverses se multiplient dans des lieux symboliques. Les citadelles du pouvoir (l'Uné-

UNE LUTTE CHRONIQUE

Les annexes VIII et X de l'Unédic qui régissent depuis 1969 les conditions d'accès au chômage des artistes et techniciens du spectacle et de l'audiovisuel étaient depuis longtemps dans le collimateur des patrons du MEDEF. Ce statut permet aux intermittents de bénéficier d'un revenu hors des périodes où ils touchent des cachets, temps pendant lequel ils effectuent un travail « invisible » (projet, création, formation...). En 1992 et 1996, déjà, les professionnels du spectacle s'étaient mobilisés massivement : ils avaient obtenu la prolongation du système d'assurance chômage. Le nouveau protocole signé dans la nuit du 26 au 27 juin 2003 par l'Unédic et

les syndicats minoritaires dans le secteur culturel a été un coup de théâtre à moitié attendu. Les critères d'accès sont devenus plus difficiles à remplir. En bref, les intermittents doivent travailler plus alors que leur période d'indemnisation est raccourcie de douze à huit mois. S'ajoute un délai de carence calculé de telle manière que ce temps augmente considérablement. La conséquence directe de ce changement est la sortie hors du statut de près de 40% des intermittents actuels. Si les collectifs des professionnels ont aussitôt demandé l'abrogation du nouveau protocole, ils se font aussi les porteurs d'une réflexion plus large sur la place de la culture

et du travail dans la société. Il s'agit de défendre la création artistique comme créatrice de richesses humaines et de liens sociaux, mais aussi « la culture pour tous » et les conditions d'accès aux œuvres et à la connaissance. Au-delà de tout corporatisme, le mouvement attaque aussi le démantèlement des biens et services publics et la précarisation généralisée des travailleurs et chômeurs de tout poil. Les Précaires associés de Paris réunissant des intermittents et des chômeurs demandent ainsi l'extension du régime des artistes et techniciens à tous les travailleurs précaires. Une forme de revenu garanti...
Leila



dic, le siège du Medef...) sont prises pour cibles; le ministère des Affaires sociales en particulier fait même l'objet d'une (brève) occupation. Les temples de la culture sont régulièrement perturbés: le Centre Beaubourg (fief de Jean-Jacques Aillagon jusqu'en 2002), le Louvres, la Bibliothèque nationale de France, ou encore, au niveau européen, la Villa Médicis à Rome. Les militant-e-s prennent aussi pour cible les cinémas: en bloquant les caisses (enveloppées dans des sacs plastiques), ils-elles parviennent à négocier des séances gratuites pour le public.

La boîte à idées d'actions regorge de propositions d'offensives contre la télé¹. Les intermittent-e-s ont réussi quelques coups d'éclat en s'attaquant à des émissions phares du petit écran: ils-elles débarquent sur le plateau de Star Academy, interrompent le JT de vingt heures sur France 2, empêchant le tournage du Loto et du Tierscé... «Le problème est que lorsqu'on coupe les câbles de Star Academy, les téléspectateur-trice-s se sentent plus lésé-e-s que complices», remarque un intermittent. Si les retombées sont discutables, ces actions ont l'avantage de montrer que les coulisses de la lucarne cathodique ne sont pas imprenables.

ACTION OU CRÉATION ?

Les artistes en lutte disposent à première vue d'un potentiel de créativité hors du commun, habitués qu'ils sont à inventer en permanence. En effet, les happenings insolites se développent qui consistent à aller hurler sous les fenêtres du ministre de la Culture (il y aura le fameux cri quotidien, dans toute la France, pendant tout l'été), faire les morts au Père-Lachaise, se balader en maillot de bains à Paris Plage², défiler pour «l'enterrement de la culture» avec costumes et cercueils, organiser un faux jeu quiz devant le siège du Medef qui rappelle quelques vérités utiles... Pourtant, quand il s'agit de mêler l'art aux actions politiques, c'est à double tranchant. D'abord, une confusion est pos-

sible dans la réception de l'agit-prop. Quand «l'Armée de l'art», qui a lancé l'«Occupation artistique de la France» pendant l'été, défile à Aurillac (plus grand festival de théâtre de rue de l'Hexagone), que voit le public? Sans doute un spectacle de plus (gratos de surcroît), et non un acte politique.

Les artistes en lutte disposent à première vue d'un potentiel de créativité hors du commun

«Mettre à profit notre savoir-faire dans la lutte, ça peut être une bonne idée, estime Virginie, mais il ne faut pas que le politique se perde dans l'artistique.» Certain-e-s intermittent-e-s sont même opposé-e-s au fait de mélanger création et action, comme Sophie, comédienne et danseuse: «Quand on utilise nos outils de travail pour faire passer notre message, on travaille gratuitement. On montre au Medef que l'on est capables de créer bénévolement, alors que notre message est:

notre activité est un travail à part entière. Face aux gens qui nous voient nous "agiter", cela peut dévaloriser la lutte, sans compter qu'il y a aussi une forme d'humiliation pour nous». Cette apparente contradiction entre grève artistique et création militante provoque ainsi des malentendus. Quand la commission action de la Coordination réussit à mettre en place un concert sauvage devant le Conseil d'État avec 600 personnes, certain-e-s y voient une trahison au mot d'ordre de «culture morte», et refusent cette fête improvisée... Que faut-il alors penser d'un «film-tract» réalisé par les intermittent-e-s et diffusé dans les cinémas indépendants de la capitale? Et des documentaires sur le mouvement réalisés et montés par des militants? La frontière est mince entre le travail militant (surtout quand il est à plein temps comme ici) et œuvre professionnelle... D'autant plus que cette création tous azimuts a été l'une des forces du mouvement.

Quel bilan tirer d'un mouvement, encore vivace, mais qui a mobilisé intensivement pendant six mois? Si tout n'a pas réussi (il y eu des actions avortées comme à Euro-Disney), il y a eu une évolution: «les actions sont devenues plus efficaces et plus orga-

1. Par ailleurs, l'une des premières employeuses abusant des contrats d'intermittent-e-s.

2. La transformation des quais de la Seine en riviéra pendant l'été par la municipalité. Si, si...



A VOIR

**Nous avons
lu le protocole
du 26 juin 2003**

téléchargeable
gratuitement sur
<http://video.protocol.free.fr>
ou en VHS (5 euros).

**Des avancées
considérables**

disponible en VHS
(5 euros), en s'adres-
sant à CIP-IDF, 14-16
quai de Charente,
75019 Paris
01 40 34 59 74

www.cip-idf.ouvaton.org

nisées. Des gens sont venus de plus en plus spontanément donner des infos pour de prochaines actions. » Les médias qui exercent une attraction-répulsion bien légitime dans tout mouvement social, ont joué leur rôle. Les intermittent-e-s ont vérifié qu'une fois passée la première semaine, les médias ont adopté comme par magie le discours du Medef (intermittent-e-s présentés comme privilégié-e-s et manipulé-e-s par les syndicats).

SOLIDARITÉ VIVANTE

L'exaltation d'avoir réussi à lutter durant si longtemps se mélange chez beaucoup à l'écœurement devant la situation actuelle: le protocole est toujours là, des poursuites judiciaires suites aux actions sont encore en cours, sans compter les victimes d'une répression physiquement violente. La lutte, riche de ses propres valeurs, a pourtant été un vecteur d'éducation, et de création. « On a vécu une solidarité et une fraternité vivantes, estime Sophie. Un grand nombre de tabous ont été levés. Cela a été aussi une reprise de contact avec le réel et la précarisation

généralisée, une obligation de se positionner sur la place de l'artiste dans la société. La lutte a redonné un caractère d'urgence aux créations, qui devrait marquer les œuvres à venir. » Les apports concrets de la lutte sont aussi nombreux: les professionnel-le-s ont été informé-e-s des conséquences du texte et des raisons de la lutte; le public a pris conscience du travail souterrain accompli par les artistes et les techniciens, indispensable à la création et à la prise de risque artistique. Et surtout de l'omniprésence de ces travailleurs culturels autrefois invisibles. Car l'effervescence activiste a moins été une réponse spectaculaire aux médias qu'une façon de coller au plus près de la réalité des intermittents: « On a voulu taper partout pour montrer que notre poids économique est important. Ce n'était pas une course à la nouveauté, mais la volonté permanente de pointer du doigt le fait que les intermittent-e-s font tourner énormément de choses. On a voulu exploiter tout ce champ des possibles. » Qui reste sans doute encore en partie à défricher, pour la suite de la lutte. Leila

L'ACTION DIRECTE COMME STRATÉGIE



LE MOUVEMENT de réaction des intermittents de juin 2003 a ceci de particulier qu'il s'est développé au lendemain d'un refus total d'écoute du gouvernement face aux mobilisations sans précédent pour la défense des retraites, et à la veille des grandes vacances. C'est donc en connaissance d'un tel contexte peu enclin aux revendications sociales que nous nous sommes plongés dans cette lutte, au risque de ne pas être entendus. Loin de démobiliser les acteurs de cette lutte, ces conditions ont été motrices de notre engagement.

UNE STRUCTURATION des forces vives s'est imposée d'elle-même, et se créa au sein de la Coordination des intermittents et précaires une commission « action ». Celle-ci a pour objectif d'organiser des manifestations d'enjeux et de tailles

variables, qui se limitait dans un premier temps à occuper l'espace médiatique afin de faire connaître le conflit au-delà des personnes concernées. Cela s'est illustré par des actions d'occupation de lieux symboliques, comme les investissements des locaux de TV5, de « Libération », des studios de la Plaine Saint Denis, du Théâtre de la Ville. Ces actions permettaient alors d'imposer un débat ouvert entre acteurs de la vie culturelle, public et décisionnaires politiques.

PUIS LES POSITIONS de la coordination souveraine se sont clarifiées, et les enjeux précisés, aussi avons nous orienté les objectifs de nos actions vers 4 points :

- Informer les artistes et techniciens du spectacle de l'impact de la réforme sur leur propre avenir,

en intervenant en groupes restreints sur les lieux d'activité culturelle (tournages cinéma, théâtres...) et y proposer un piquet de grève, en assurant de bonnes conditions de vote;

- Informer le public de la nécessité d'un tel fonctionnement, seul garant de la qualité et de la diversité des spectacles et seul rempart contre le formatage de la culture, en organisant des manifestations spectaculaires, usant de ce que savent faire les intermittents : du spectacle. Il va de soi que les premiers bénéficiaires de notre travail sont les spectateurs, et nous ne suffisons pas à tenir la résistance, il faut que le public comprenne que c'est aussi dans son intérêt;
- Bloquer toute manifestation culturelle afin de mettre en valeur l'importance de la culture en tant que lien social, et en tant que créatrice de richesses écono-

miques (étant entendu que l'art n'a pas pour vocation d'être rentable) en occupant et annulant nombre de festivals en France cet été-là;

- Pointer du doigt les véritables abus brandis comme justification de la réforme, par ailleurs fossoyeurs zélés de la culture, en agissant sur les lieux de production d'émissions de télévision à vocation lobotomisante.

QUELQUES ACTIONS ont permis un rapprochement avec des enseignants, des archéologues, des paysans de la Confédération Paysanne, tous en lutte aussi, ce qui nous rappelle que notre combat ne se limite pas à une défense de nos enjeux propres, mais a bien pour vocation de ne pas laisser les coudées franches à un gouvernement répressif, liberticide et rétrograde. Denoël

LES LUTTES DES PRÉCAIRES, DE MAC DO À EURODISNEY, MONTRE QUE LA GRÈVE RESTE UNE ARME ESSENTIELLE DE LA LUTTE DES CLASSES. L'OUVRAGE D'ABDEL MABROUKI, « GÉNÉRATION PRÉCAIRE », OFFRE UN REGARD DYNAMIQUE ET ENCOURAGEANT SUR LES CONQUÊTES SOCIALES, MÊME SI ELLES SONT PARFOIS MAIGRES, QUE NOUS POUVONS OBTENIR DANS UNE PÉRIODE FASTE POUR LE PATRONAT.



ABDEL MABROUKI, LIVREUR DE GRÈVÉ

ABDEL MABROUKI, inénarrable et infatigable militant syndical à l'origine de mouvements de grève dans la restauration rapide (Pizza Hut), a sorti un ouvrage, *Génération précaire*, afin de faire le point sur cette aventure contestataire. Et jeter un regard distancié, notamment au travers de l'évocation de son cheminement biographique, mais aussi, comme il se plaît à l'affirmer, coucher sur le papier l'histoire de ces luttes sociales, pour éviter que d'autres, soit quelques bureaucrates patenté-e-s de sa confédération, ne la réécrivent en y gommant les contradictions et les limites que ces grévistes précaires ont su pointer dans le fonctionnement syndical.

Son histoire est celle d'abord de l'improbable filiation entre les générations ouvrières issues de l'immigration des années soixante et la jeunesse défavorisée des quartiers avec sa capacité à trouver le chemin de la revendication, notamment dans des boîtes où la précarisation de la main-d'œuvre est à son paroxysme. Au-delà de cela, ce livre est un témoignage des tensions sur le marché du travail, et de sa sphère la plus exposée, qui fait peser sur les jeunes une vulnérabilité sociale aiguë. Un certain nombre d'évidences trop vite balayées par le sens commun sont remises en selle : comment peut-on encore attendre du secteur privé, et notamment des PME-PMI, qu'il soit le vecteur de la mobilisation, quand la répression syndicale est si forte, et l'incertitude de l'avenir si grande pour les « gagne-misère » ? Pourtant, Abdel montre comment lui et ses camarades ont su construire un rapport de force, au prix de vexations épuisantes, et se solidariser avec d'autres entreprises du secteur pour mener le combat. Il explique également la distance qui ne cesse de se creuser entre les groupes professionnels inducteurs dans la CGT, principalement issus des services publics et des grandes entreprises, et cette base militante enthousiaste aux réalités quotidiennes révoltantes.

Aussi, le fait d'être soutenu dans la grève va relever de l'opportunité à constituer des réseaux. Réseaux amicaux d'abord, lorsqu'il décrit les premiers conflits au début des années quatre-vingt-dix. Puis, les comités de soutien, au travers du réseau *Stop précarité* et de la participation active de groupes radicaux. Ce qui surprend, agréablement, c'est que des travailleur-se-s pauvres, écartelé-e-s dans le système de la parcellisation des tâches (livraison, cuisine, plonge, etc.), constituent une communauté de l'action collective sans ancrage dans une identité de métier, mais autour du refus de la surexploitation. On y retrouve donc des traits caractéristiques des grèves d'OS des années soixante-dix et quatre-vingt, bien que le lien à l'emploi soit plus distendu. Les modalités de la domination ont changé (temps partiel, saucissonnage des horaires, *turn-over*), mais cela n'a pas empêché formellement la mobilisation. Sans « gauchisme », sans dogmatisme politique, Abdel Mabrouki exprime une pensée pragmatique de l'action. Ne prenant pas ses rêves pour la réalité, son souci va à la dimension démocratique de la conduite de la lutte, et il est à cet égard très cri-

tique envers ses responsables fédéraux de la CGT qu'il accuse d'avoir maintes fois tenté de négocier dans le dos des grévistes. Car, et il insiste, selon lui, quand la CGT veut, elle peut mettre des moyens forts pour contraindre un employeur comme Pizza Hut, au management sans pitié, à céder¹. Et il regrette le double jeu trop souvent joué par des dirigeant-e-s syndicaux-ales. Enfin, sa préoccupation va aux perspectives politiques que peuvent ouvrir les luttes sociales. Sa participation à la grande

Que font tous ces gens quand ils rentrent dans leur pays après avoir célébré une grande kermesse internationale de la contestation ?

manif de Gênes et ses contacts fréquents avec la sphère « altermondialiste » l'amène à formuler quelques interrogations : mais que font tout ces gens quand ils rentrent dans leur pays après avoir célébré une grande kermesse internationale de la contestation ? Pourquoi ne retrouve-t-on pas l'ensemble de ces militant-e-s dans des groupes syndicaux ou des collectifs de base dans le monde du travail ? N'y aurait-il pas une forme de déplacement de l'engagement vers ces moments où la grande famille anti-libérale se retrouve et se rassure d'exister, tant elle est paralysée par son manque d'initiative et d'imagination au niveau local ? N'y aurait-il pas un bon vieux fond de culpabilité judéo-chrétienne chez des militant-e-s d'ATTAC à vouloir faire défiler à leur côté de militant-e-s comme Abdel, comme s'ils se sentaient mieux dans un cortège avec des « vrais morceaux de précaires dedans » ? R.S.

A LIRE



Abdel Mabrouki
Génération précaire
Éd. Le Cherche Midi
2004

1. Blocage des entrepôts de fourniture PH à Fleury-Mérogis par exemple.

LES PRÉCAIRES ASSOCIÉS DE MARSEILLE

Parmi les initiatives récentes d'organisation de travailleur-se-s précaires dans l'hexagone, il faut relever l'émergence de collectifs interprofessionnels et inter-statuts. À l'image de la Coordination des intermittents et précaires d'Ile-de-France, le Collectif des précaires associés de Marseille (PAM) a été créé en décembre 2003, dans la suite directe à la fois du mouvement de contestation des intermittent-e-s du spectacle et de la volonté de lutter contre les nouveaux plans gouvernementaux : restriction de l'ASS, mise en place du RMA, etc. Le PAM se présente comme une assemblée tentant de regrouper et de donner la parole aux situations de précarité au travail et dans la vie quotidienne dans leur diversité. L'assemblée du PAM est « no logo », c'est-à-dire que chacun-e y vient avec sa propre voix, et pas celle de l'organisation politique ou syndicale dans laquelle il ou elle est éventuellement déjà organisé-e, afin de contrôler le plus démocratique-

ment possible les modalités de la lutte. Des actions commencent à être organisées : réquisitions de richesses dans les hypermarchés, organisation de « caravanes » d'information/mobilisation dans les quartiers populaires de la ville, occupations, solidarité directe entre précaires, etc. La précarité est plus que jamais multiforme, de tels outils aident à établir des transversalités alors que les attaques contre les droits sociaux se généralisent. L'enjeu est également de rendre visible la colère de personnes dans des situations très éclatées, atomisées, et individualisées, en particulier dans leur rapport à l'emploi.

PRÉCAIRES ASSOCIÉS DE MARSEILLE
04 91 58 41 54 • pam@tmp.lautre.net
CONTACT CIP-IDF (COORDINATION DES INTERMITTENTS ET PRÉCAIRES D'ILE-DE-FRANCE)
14/16 quai de Charente 75019 Paris
01 40 34 59 74 • <http://cip-idf.ouvaton.org/>

VOSS ET SHERMAN, SOCIOLOGUES ÉTASUNIENS, CROIENT EN UN RENOUVEAU DU SYNDICALISME AMÉRICAIN. DANS CET ARTICLE PARU DANS LE «AMERICAN JOURNAL OF SOCIOLOGY», ILS APPORTENT LES RAISONS DE LEUR ASSERTION. FACE À LA TRANSFORMATION DU MONDE DU TRAVAIL, LES SYNDICATS ONT SU DÉVELOPPER D'AUTRES OUTILS DE LUTTE QUE LA SEULE GRÈVE.

LE RENOUVEAU DU MOUVEMENT OUVRIER ÉTASUNIEN

A LIRE



K. Voss et R. Fantasia
Des syndicats domestiques,
 Éd. Raisons d'agir, 2003.
 Cet ouvrage explique les transformations du syndicalisme américain, entre répression politique et patronale et nouvelles dynamiques sociales.

ON CONSIDÈRE EN GÉNÉRAL que ce sont les années trente, au cours desquelles des centaines de milliers de travailleurs se syndiquèrent, qui ont donné naissance au mouvement ouvrier américain contemporain, bien qu'il soit aussi profondément enraciné dans le XIX^e siècle. Durant ces années, les syndicalistes utilisèrent des méthodes radicales, la plus fameuse étant la grève sur le tas : ils regroupaient tous les travailleur-se-s dans un seul syndicat, quel que soit leur niveau de qualification, pour réclamer l'égalité sociale. Ces tactiques inventives et ces nouvelles formes d'organisation conduirent à l'émergence de syndicats, les comités d'organisation et les syndicats d'industries regroupés au sein du nouveau CIO (*Congress of Industrial Unions*, Regroupement des syndicats industriels). Les syndicats de métier déjà reconnus, affiliés à la très rigide et conservatrice AFL (*American Federation of Labor*, Fédération américaine du travail), refusaient de modifier leurs organisations pour s'adapter aux besoins et aux désirs des travailleur-se-s industriel-le-s.

L'ÂGE D'OR DU PATRONAT

Au cours de l'après-guerre, les procédures routinières du dialogue entre syndicats et patronat en vinrent à gouverner les inter-

actions entre l'État, les employeurs et, à la fois, l'AFL et le CIO. Dans le même temps, le mouvement ouvrier connut peu de changements parmi les leaders syndicaux, des objectifs de plus en plus conservateurs et le choix de la non-confrontation en découlant. [...] Le mouvement ouvrier y perdit une grande part de son pouvoir d'opposition, puisqu'en modifiant ses méthodes contestataires, il limita ses principales revendications à l'obtention de meilleurs contrats pour ses membres. La méthode la plus répandue pour représenter les travailleurs syndiqués devint ainsi le syndicalisme gestionnaire, dans lequel des agents syndicaux étaient chargés de gérer les problèmes des employés dans les usines et les ateliers à leur place. [...]

Les stratégies organisationnelles remportèrent un certain succès des années cinquante aux années soixante-dix. Le climat social était relativement favorable aux syndicats. Néanmoins, le patronat cessa progressivement de jouer le jeu à partir du milieu des années soixante-dix. Ce changement d'attitude s'accéléra après que Reagan eut brisé la grève des contrôleurs aériens en 1981. Les chefs d'entreprises commencèrent à lutter avec agressivité contre les nouveaux syndicats et à refuser de céder à leurs demandes de grèves. Ils se mirent aussi à contester et à entraver les élections du NLRB (*National Labor Relations Board*, Conseil national des relations du travail), à licencier les militants syndicaux, à embaucher légalement des équipes de conseillers antisindicaliste et à repousser l'ouverture de négociations. Leur refus de céder aux demandes des syndicats se fit aussi par la menace de fermer des usines et de délocaliser leurs activités. Les modes d'organisation habituels des syndicats apparurent très faibles face aux attaques des industriels. En l'absence de coopération patronale, les régulations étatiques qui géraient habituellement les relations du travail se révélèrent inefficaces ; s'y ajoutèrent la lenteur des enquêtes du NLRB concernant les cas de violation des droits du travail et le faible coût des pénalités appliquées aux entreprises qui n'avaient pas respecté la loi. [...]

LES SYNDICATS SE RÉNOVENT

Pourtant, ces dernières années, certains syndicats ont recommencé à se battre. Ils se sont mis à la recherche de nouveaux membres, développant un éventail de méthodes plus agressives et vindicatives pour contrer la violence des attaques patronales. Ils se tournent vers des catégories de travailleurs habituellement exclus des efforts organisationnels des syndicats, notamment les femmes, les minorités et les immigrés. En plus de la syndicalisation de nouveaux travailleur-se-s et de la mobilisation des troupes déjà existantes, ce mouvement base son dynamisme sur une plus grande égalité sociale. Certains syndicats sont à présent très impliqués dans les luttes pour les droits civiques, les droits des immigré-e-s et la défense

UPS : une grève offensive

ORGANISÉE en juin 1997 par les Teamsters, puissant syndicat des camionneurs américains, la grève d'UPS a marqué une étape dans le renouveau du mouvement ouvrier Outre-atlantique. La plupart des 185 000 employés de la firme ont cessé de travailler pour protester contre des méthodes de gestion fondées sur une très grande flexibilité et une précarité accrue des travailleurs. Et ils ont obtenu, au bout de deux semaines de grève, des augmentations de salaire, de meilleures conditions de travail et la transformation immédiate de 10 000 emplois à temps partiel en emplois à temps complet.

Cette victoire tranche avec la série d'échecs dont les syndicats américains étaient devenus coutumiers au milieu des années quatre-vingt-dix. Elle s'explique en grande partie par une préparation et une stratégie plutôt rares de la part d'une organisation réputée conservatrice. Les Teamsters ont en effet choisi de mener une grève offensive, centrée sur le problème de la précarité, et donc sur des catégories de travailleurs habituellement exclues des préoccupations syndicales. Ce choix, outre le fait de mobiliser activement la base, a permis aux grévistes d'être soutenus par l'opinion publique.

Le président des Teamsters lui-même, conscient des enjeux du mouvement, s'est appuyé sur le soutien public apporté par la nouvelle équipe de l'AFL (beaucoup moins conservatrice) aux grévistes. Toutes ces méthodes, implication de la base, changement des stratégies des dirigeants et solidarité syndicale, combinées aux importantes ressources des Teamsters, illustrent bien le potentiel de ce renouveau organisationnel, bien qu'elles n'effacent pas les fragilités du syndicalisme réformiste et gestionnaire et son manque de perspectives idéologiques et sociales.

des non-syndiqué-e-s. Depuis l'élection d'un groupe de dirigeant-e-s favorables à ces nouvelles méthodes en 1995, l'AFL-CIO soutient activement ces changements.

Ce nouvel éventail mêle à la fois des tactiques développées pendant l'âge d'or du CIO et des innovations plus récentes. Il inclue la mobilisation active de militant-e-s dans la préparation de campagnes contre leurs employeur-se-s, avec un intérêt particulier porté à des notions comme la dignité ou la justice en plus des questions matérielles. Cela passe aussi par l'organisation de «campagnes d'entreprises» qui attaquent les employeur-se-s sur un autre terrain que celui du lieu de travail, en interférant dans leurs relations avec les financiers, les clients, les actionnaires et les filiales. Ce large éventail regroupe aussi le choix stratégique de cibler les industries et les zones d'activité sans représentation syndicale, l'organisation de nombreuses actions directes durant les campagnes de syndicalisation, les pressions exercées sur des élu-e-s et des personnalités publiques pour influencer les employeur-se-s locaux, des alliances passées avec des leaders religieux ou communautaires et d'autres organisations, l'utilisation des médias pour diffuser les messages des syndicats. Ces stratégies sont souvent utilisées ensemble lors de «campagnes globales». Les responsables syndicaux soulignent la nécessité d'utiliser ces multiples méthodes simultanément, parce qu'il est difficile de savoir laquelle sera la plus efficace. On assiste, plutôt qu'à l'introduction d'une seule nouvelle méthode au sein du mouvement, à l'adoption progressive d'une série de tactiques et d'une façon de penser stratégique qui visent à défier la position avantageuse du patronat et à empêcher les employeur-se-s de prétendre que «les affaires continuent». Bronfenbrenner et Juravich, deux sociologues américains, ont souligné que ces tactiques syndicales ont plus d'impact sur les résultats des élections représentatives du NLRB que n'importe quel autre facteur, suggérant ainsi que les différentes approches des syndicats ont des conséquences significatives sur la possibilité d'accroître leurs adhérent-e-s. Plus important, les syndicats qui innovent en général, et dans leurs modes d'organisation en particulier, rencontrent plus de succès dans le recrutement de nouveaux membres incluant des minorités ethniques et sexuelles anciennement exclues.

DES CHANGEMENTS AU NIVEAU LOCAL

Cette radicalisation des objectifs et des méthodes s'est accompagnée de changements organisationnels significatifs au niveau local. Les nouvelles campagnes de syndicalisation nécessitent d'importantes ressources. Les syndicats ont besoin de militant-e-s à temps complet pour chercher et trouver les failles des entreprises et repérer des cibles stratégiques. Des départements chargés de ces campagnes, avec une équipe et des directeur-trice-s à temps complet, s'avère nécessaire pour soutenir les efforts des militant-e-s de base et la mobilisation des travailleur-se-s. Les responsables syndicaux bilingues sont essentiels dans des secteurs employant beaucoup d'immigré-e-s. Les syndicats doivent consacrer plus de ressources au recrutement et disposent par conséquent de moyens moindres à disposition des travailleur-se-s déjà syndiqué-e-s.

Ce changement a modifié la place des personnels déjà syndiqués, en promouvant de nouveaux degrés d'engagement et de participation. D'une part, on a demandé aux militant-e-s de fournir des ressources pour les campagnes de syndicalisation les plus offensives. On les encourage à participer davantage au

difficile travail du recrutement, qui inclut notamment de rendre visite aux ouvrier-ère-s non-syndiqué-e-s à domicile, de s'impliquer dans des actes de désobéissance civile et d'identifier des militant-e-s potentiel-le-s. D'autre part, cette nouvelle répartition des ressources militantes a conduit les syndicats qui innovaient à entraîner leurs membres à résoudre eux-mêmes leurs conflits sur les lieux de travail. Certains locaux syndicaux leur ont appris à prendre en main leurs revendications, en s'assurant du soutien d'un-e délégué-e syndical-e plutôt que d'un-e représentant-e. Ces syndicats encouragent également leurs militant-e-s à initier des actions de solidarité, comme faire circuler des pétitions ou s'adresser collectivement à leur direction, afin de faire face aux problèmes rencontrés sur leur lieu de travail. Cette approche tranche avec les vieilles pratiques du syndicalisme gestionnaire selon lesquelles c'étaient les représentant-e-s syndicaux-cales qui prenaient en charge les demandes des salarié-e-s et les conflits dans l'entreprise.

À certains égards, le mouvement ouvrier a fini par se rapprocher de son prédécesseur des années trente. Mais aujourd'hui, ce sont les organisations bureaucratiques, profondément institutionnalisées et non les syndicats émergents, qui forment le cœur de ce mouvement. Comme nous l'avons vu, ces changements battent en brèche les théories classiques selon lesquelles les mouvements sociaux, une fois institutionnalisés, restent conservateurs. De plus, le nouveau dynamisme syndical, bien qu'il soit de plus en plus répandu, ne caractérise pas tous les syndicats, loin de là. Beaucoup d'unions locales et nationales ne mènent toujours pas de campagnes significatives pour syndiquer de nouveaux travailleurs. Parmi les syndicats qui font cet effort, la plupart restent attachés à leurs vieilles méthodes ou utilisent très partiellement les nouvelles, plutôt que d'adopter l'ensemble des tactiques décrites ici. Même au sein des quelques syndicats qui souscrivent entièrement à cette nouvelle approche organisationnelle, beaucoup d'unions locales continuent à se fier à de vieilles méthodes ou à éviter les nouvelles. K. Voss et M. Sherman, trad. par Aurélie



A LIRE



Larry Portis
les Industrial
Workers of the
World (IWW),
Éd. Spartacus, 2003
Ce livre retrace
l'aventure d'un
des rares syndicats
révolutionnaires
américains, mêlant
théories anarcho-
syndicalistes et
pratiques novatrices
au début du XX^e siècle.

CONTRE L'OMC :
MANIFESTATION SYNDICALE
À SEATTLE EN 1999.



réflexion

CET ARTICLE EST LA PREMIÈRE PARTIE D'UN TEXTE INTITULÉ « POUR UNE SOCIÉTÉ DE LA FRUGALITÉ » QUI FIGURE DANS LE LIVRE DE FRANÇOIS BRUNE « DE L'IDÉOLOGIE, AUJOURD'HUI ». IL Y PRÔNE UNE SOCIÉTÉ DE FRUGALITÉ ET DÉMONTE LA SOCIÉTÉ DE SURCONSOMMATION DONT L'IDÉOLOGIE PUBLICITAIRE EST À LA FOIS LE REFLET ET LE VECTEUR. CAR CE QUI POUSSE À CONSOMMER, CE N'EST PAS SIMPLEMENT LA SOMME DES PUBLICITÉS PRISES ISOLÉMENT À UN INSTANT DONNÉ : C'EST AVANT TOUT UN SYSTÈME, SYSTÈME ÉCONOMIQUE CERTES, MAIS AUSSI SYSTÈME ESSENTIELLEMENT IDÉOLOGIQUE.

Le bonheur conforme

Les grands traits de l'idéologie publicitaire



A LIRE



François Brune
De l'idéologie,
aujourd'hui
Éd. Parangon
2004, 192 p.

NOUS ALLONS ANALYSER les lignes de forces idéologiques développées par la publicité, que celles-ci lui soient spécifiques ou qu'elles reflètent plus globalement l'idéologie moderniste (religion de la technique, dogme de la communication, etc.). Grosso modo, on peut dégager sept traits fondamentaux :

1/ LA MYTHOLOGIE DU PROGRÈS-QU'ON-N'ARRÊTE-PAS
Celle-ci ne cesse de faire croire que la consommation est sans limite, et que son essor est la preuve même que nous ne cessons de progresser :

- Elle nous dit que tout changement est un progrès ; que tout progrès ne peut résulter que d'un changement. Il faut donc changer pour changer. « Votre téléphone va changer de numéro ; alors, changez de téléphone. » Éternel éloge du nouveau ; disqualification du vieux. *Il est interdit de vieillir.* Emploi des mots « innovant », « avancé » et de leurs synonymes : être à la mode, être « tendance », être à la pointe de, aller toujours plus loin, plus vite, etc.

- Elle nous appâte sans cesse d'un « plus » ou d'un « mieux », d'un « toujours mieux » qui se traduit par un « toujours plus ». L'accumulation de choses prend alors le prétexte de l'innovation et l'amélioration. Le qualitatif cautionne le quantitatif, de même que le quantitatif se présente comme seul critère du qualitatif (cf. la dénaturation du mot « croissance », réduit à une mesure purement quantitative, celle du PIB). Or, cette mythologie globale du « progrès », non seulement *légitime*, mais *amplifie* le règne d'une consommation qui se croit illimitée.

2/ LA SUR-ACTIVATION DU BESOIN, DU BESOIN DE BESOINS, DE L'ENVIE, DE L'ENVIE D'ENVIES, DU « DÉSIR » ET DU DÉSIR DE DÉSIRS, PRÉSENTÉS COMME LA NATURE MÊME DU CITOYEN NORMAL

C'est le cas particulier de la sexualisation des produits, qui sert à les naturaliser comme « désirables ». C'est le cas général de l'ensemble des publicités, qui font semblant de « répondre » à nos besoins pour nous faire croire que nous les avons

(« Avec TGV, cédez à l'envie de partir plus souvent. »). Ce faisant, elle pose le dangereux axiome selon lequel tout « besoin » est un droit. Certains publicitaires sont allés jusqu'à déclarer que l'homme normal aimant être manipulé, la manipulation est légitime parce qu'elle « répond à un besoin » ! Comme le viol, sans doute, qui répond au désir d'être violé(e); comme la pédophilie, sans doute aussi, qui répond chez l'enfant au besoin de se sentir pédophilisé, etc. ! Cette exacerbation du besoin et de la libido consommatrice aboutit à deux impasses :

- **Saturer** : tuer l'envie, qui n'a plus la force de se satisfaire (à tel point qu'un centre commercial arbore ce slogan : « Je n'ai d'envie que si l'on m'en donne » [Parly 2]);

- **Frustrer** : frustrer *matériellement*, puisqu'il y a toujours de nouveaux produits semblant répondre toujours mieux à nos nouveaux désirs; frustrer *immatériellement*, puisque nos aspirations profondes, réduites à des besoins, ne peuvent pas être satisfaites sur le mode du besoin. Nous sommes saturés de besoins satisfaits qui nous laissent dans l'insatisfaction. Mais voilà : la frustration est motrice. Motrice, à condition toutefois que le moteur même soit perpétuellement relancé, sous peine de retomber dans la saturation... D'où :

4/ LE CULTE DU HÉROS-PRODUIT

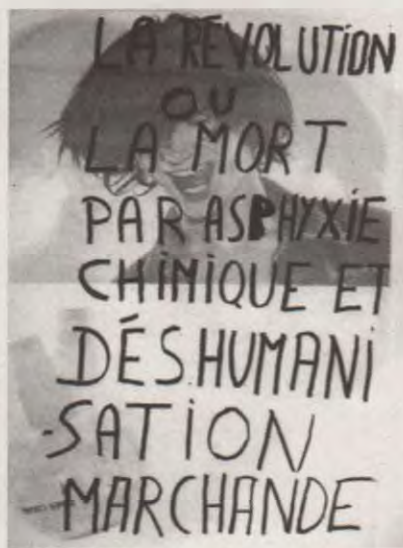
Au centre de la vie de chacun, prêt à résoudre tous les problèmes, la publicité célèbre le produit. Et comme le produit apporte tout, rien ne peut être obtenu sans lui... C'est la plus terrible des dépendances, puisque nous soumettons chaque jour notre existence à l'industrie d'autrui, en négligeant l'usage de nos capacités propres. Or, cette loi publicitaire s'étend à tout ce qui est de l'ordre des valeurs. On a ainsi le **rêve-produit** (il est produit par les spectacles, je le consomme, je n'ai plus à cultiver mon propre imaginaire), le **beauté-produit** (par les produits de beauté), le **santé-produit**, l'**amour-produit** (« La plupart des baisers s'achètent au Monoprix »), le **démocratie-produit** (par le consensus publicitaire), le **révolution-produit** (par le nouvel Omo ou la transgression des vieilles morales, etc.). Et pour finir, l'**identité-produit** : le règne des Marques appelant hypocritement chacun à « devenir ce qu'il est » (« Ma crème, c'est tout moi », « Shopi : Tout un état d'esprit (...) pour vous guider vers les produits qui vous ressemblent »). Tout est consommable, tout est produit : terrible asservissement à la seule consommation. Avec la plus belle des excuses : c'est au nom du bonheur !

EN LUTTE

CASSEURS DE PUB

Association constituée de publicitaires repentis qui mettent leur talent graphique au service de la lutte antipublicitaire. Leur principale publication est un journal annuel éponyme et disponible en kiosque : il est particulièrement bien réalisé. Des textes théoriques jouxtent des détournements publicitaires particulièrement incisifs, ou même de fausses pubs dénonçant la consommation et le formatage publicitaire. Le numéro 5 vient de sortir : à lire absolument.

Casseurs de pub
11 place Croix-Pâquet,
69001 Lyon • 04 72 00 09 82
www.antipub.net
casseurs@antipub.net



3/ L'APPEL AU CONSENSUS TERRORISANT, C'EST-À-DIRE AU MIMÉTISME COLLECTIF

Pour relancer l'envie individuelle, rien de tel que d'éveiller le *désir mimétique*. D'où ces innombrables slogans clamant que tous les êtres normaux font comme cela, que tout le monde rêve de cette consommation, que l'époque est à tel ou tel produit, qu'il faut mimer ce grand mythe, etc. (« À quoi allez-vous ressembler cet été ? » La Redoute, juin 2003). Vous êtes donc asocial et archaïque si vous ne vous soumettez pas à la loi du grand nombre. La consommation se veut consensuelle pour nous donner l'illusion de la convivialité. Qu'un agrégat d'individus qui consomment en masse puissent se prendre pour une démocratie festive, quel puissant levier commercial en effet ! Au sein de la foule qui se croit libre, chacun-e oublie combien cette libération apparente cache de servitudes aux puissances de l'Industrie, de la Technique et de la marchandisation (« Tant qu'à subir la publicité, autant l'aimer », « Le monde s'accélère : comment s'y préparer ? », etc.). Et dans cette abondance commune, personne ne veut savoir combien de pillages nécessitent ces gaspillages.

5/ UN BONHEUR PROGRAMMÉ, DONT LA CAROTTE EST LE BÂTON

Toutes ces lignes de force débouchent en effet sur un programme de bonheur. Quel bonheur ? Celui d'un plaisir sans fin comme on parle de vis sans fin : un plaisir de l'instant (toujours *ins-tan-ta-né*, il ne faut pas le manquer !), un plaisir donc émiétté et répétitif, un plaisir anonyme (programmé par la pub), un plaisir-oubli dans le vertige de l'instant (« Pense à ce que tu bois, écoute ta soif » ; « Laissez vos sens prendre le pouvoir »), un plaisir insatiable enfin puisque toujours menacé de finir, un plaisir idéal donc puisqu'il faut le renouveler au rythme même de la production et de l'innovation industrielle (« Le plaisir, c'est de changer de plaisir »). Mais voilà : lorsque le bonheur est placé dans l'intensité du présent, régie par le produit, *comme l'instant chasse l'instant, il faut que le produit chasse le produit*, et tout de suite, sous peine de mort du plaisir. L'instant est lui-même vécu comme un produit, et ce qui caractérise cet étrange produit (le « moment », le « moment fort »), c'est que sa date de péremption coïncide avec sa parution. D'où une consommation

EN LUTTE

RÉSISTANCE À L'AGRESSION PUBLICITAIRE

RAP est une association loi 1901 qui refuse toute action illégale, mais apporte un certain soutien à la contestation antipub plus radicale. Depuis leurs autocollants « pas de pub, merci » à poser sur les boîtes aux lettres, en passant par les opérations « boîtes jaunes » (qui visent à bourrer les boîtes aux lettres de La Poste avec le plus de prospectus publicitaires, distribués majoritairement par les facteur-trice-s) ou les « jonchées » (où les gens s'allongent pacifiquement pour perturber les colloques et salons des publicitaires), RAP s'est inscrit légalement mais durablement dans le paysage antipub français.

RAP • 53 rue Jean Moulin
94300 Vincennes
01 43 28 39 21
www.antipub.net
RAP@antipub.net

COLLECTIF CONTRE LE PUBLISEXISME

Le CCP a été créé à l'automne 2001 pour lutter contre les stéréotypes sexistes véhiculés par la publicité.

Le collectif est mixte et privilégie l'action directe dans les luttes. Il est présent tout au long de l'année pour dénoncer les campagnes de pub ponctuelles et parfois récurrentes (Lavazza, Dior, Dim, BHV, Galeries Lafayette, Printemps, Barbara...): ses moyens d'action vont de la simple diffusion de tracts devant les magasins exposant ces pubs, à l'occupation festive de ces mêmes lieux ou des agences publicitaires responsables.

Le CCP travaille aussi avec d'autres associations féministes sur des thèmes précis ayant partie liée avec le publisexisme et la construction du genre: actions festives lors de la fête des mères, vaste campagne contre les jouets sexistes, débats sur le sexisme...

CCP • 145 rue Amelot,
75011 Paris • 06 68 44 01 50
http://publisexisme.samizdat.net • contrepublisexisme@samizdat.net

vertige, qui est *consumation* de soi à travers l'instant qui vous happe. C'est alors qu'on n'est jamais si bien asservi que par soi-même, selon une expression du philosophe Stéphane Clerjaud. Ce bonheur est tragique, mais qu'importe! les marchands veillent: pour mieux vous faire oublier la question du Sens que masque le produit, ils vous invitent à vous précipiter dans la Cadence, dans le rythme effréné de la consommation, de ses rites et de ses fêtes. **La société de consommation fait oublier le tragique de la consommation en accélérant le rythme de la consommation**, de même que la croissance économique fait oublier les ravages de la croissance en appelant à toujours plus de croissance.

6/ UN NOUVEL INSTINCT: LA PULSION CONSOMMATRICE

Consommer, donc, c'est consumer. Mais la très forte liaison qu'établissent les publicités entre la consommation proprement dite d'une part, et d'autre part, toutes les images de la vie, toutes les valeurs sociales, fait de la « pulsion consummatrice » l'unique forme de relation que va tisser l'enfant-consommateur avec les réalités qui l'entourent. À trois ans, on consomme le produit comme un monde, à trente ans, on consomme le monde comme un produit. L'idéologie de la consommation se généralise aux images qui leur sont liées, aux spectacles médiatiques, aux stars qui se produisent, aux événements et aux journalistes qui les mettent en scène, aux politiciens qui soignent leur look, etc., et tout ceci sur le mode de la glotonnerie des yeux, de la boulimie de rythmes, dans une sorte d'ingestion infinie des choses et des êtres. « Croquer la vie à pleines dents », voilà le mot d'ordre. Or, ce n'est pas là un simple schéma mental, un impératif abstrait face au monde devenu spectacle: il s'agit bien d'une pulsion consummatrice, instinctuelle, compulsive, viscérale; elle réclame sa dose à toute heure, dans une sorte d'impatience chronique. D'autant plus violente que fatalement frustrée, elle proclame sans cesse: « Je le veux, je me l'offre ». Violence possessive des sociétés industrielles sur toutes les richesses de la planète, violence de l'individu formé à l'image de ces sociétés à l'égard des pays du reste du monde, de leurs ressources, de leurs travailleurs, etc.

7/ LA DESTRUCTION DES VALEURS

Si l'on se demande ce qui freine encore cette rage consummatrice, individuelle et collective, la réponse est simple: ce sont les Valeurs, les grandes valeurs humanistes, elles aussi personnelles et collectives. Dans ce qu'elles ont de meilleur, les valeurs humaines tendent toutes à la mesure des choses, à la conscience de soi, à la maîtrise des pulsions, à l'équilibre corps-esprit (*mens sana in corpore sano*), à l'engagement civique, au sens de l'ensemble, au respect de la nature et de l'humanité, à la solidarité et au partage. Effectivement, rien de cela ne porte aux futilités de la consommation. Pour éliminer ces redoutables freins, la rhétorique publicitaire use alors de trois moyens, la récupération, la falsification, l'élimination:

• **La récupération**: c'est le procédé le plus fréquent. Il consiste, en associant tel ou tel produit à telle ou telle valeur, à faire croire qu'il suffit de consommer le produit pour s'inscrire dans l'ordre des valeurs: la convivialité, le rêve, la démocratie, la liberté, etc. (cf. cette pub de portable: « La Liberté, une idée qui est dans l'air. »); or, donner à consommer les « valeurs », c'est le meilleur moyen de dispenser de les vivre, en les rédui-

La société de consommation fait oublier le tragique de la consommation en accélérant le rythme de la consommation

sant à de simples « signes ». Répétons-le: toute valorisation des produits est *ipso facto* une dévalorisation des valeurs.

• **La falsification**: la publicité détourne les valeurs en leur faisant cautionner ce qui leur est précisément contraire. Ainsi, elle se sert des métaphores de la nature pour vanter les produits de l'industrie (plus c'est sophistiqué, plus c'est déclaré « naturel »). Elle recourt à un précepte caritatif pour justifier une conduite égocentrique (par exemple, le mangeur de saucisses: « Quand on aime, on ne compte pas »). Elle mobilise le mythe révolutionnaire pour célébrer un investissement financier (« Révolutionnez vos placements »), ou l'idéologie de la vitesse pour justifier la non-vitesse (« La vitesse, c'est dépassé. »), etc.

• **L'élimination**: c'est encore la solution la plus efficace. La plupart des vertus jugées anciennes (et pour commencer le mot « vertu » lui-même) sont discréditées à travers la valorisation du tout nouveau, de l'hédonisme sans entraves, de la permissivité obligée, etc. Il est interdit de ne pas céder à « ses » désirs (on serait « coincé »), de résister aux modes (il faut être de son temps), de s'adonner à la vie intérieure (combat d'arrière-garde). Il faut au contraire s'exhiber sans cesse, se manifester par le port des marques, se vivre soi-même comme image de marque. Dès lors, chacun « s'éclate » sans savoir qu'il se joue la comédie du bonheur à travers les signes de sa consommation et sa consommation de signes. L'aliénation publicitaire triomphe. La boucle est bouclée.

Ces sept traits de l'idéologie publicitaire ne sont évidemment pas séparables les uns des autres. Il y aurait risque à les combattre isolément, voire même l'un par l'autre, car ils font système. Ils illustrent parfaitement le type d'individu aliéné et infantile que Marcuse décrivait dans *L'Homme unidimensionnel*: il s'agit précisément de l'*Homo consumens*, dont les seules aptitudes critiques se limitent à des choix illusoirement distincts. C'est donc ce modèle que nous devons fuir dans sa globalité, y compris lorsqu'il en appelle hypocritement au « consomm'acteur » ou au « consommateur citoyen » (ce nouvel oxymore!) que nous devrions être... François Brune



photos Julien Trillat

L'essor des antipubs

La publicité existe déjà sous forme d'annonces au XVII^e siècle, mais c'est au XIX^e siècle qu'elle apparaît pour la première fois dans un journal: en 1836, Émile Girardin a l'idée de vendre des pages de son quotidien («La Presse») pour y insérer des messages publicitaires. Si la presse et l'affiche sont au départ les principaux médias publicitaires, les supports se multiplient à un rythme effréné depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale: la pub accompagne l'explosion de la consommation. Aujourd'hui, en Occident, une personne reçoit en moyenne chaque jour plus de 2500 messages publicitaires¹. Cette surabondance publicitaire ne peut pas être sans impact sur les consciences. Naomi Klein² écrit que le but des annonceurs est désormais avéré: plus que des fringues, du soda ou des baskets, l'objectif pour Gap, Coca-cola ou Nike est de vendre un mode de vie, une sensation, une façon d'être. «La pub, c'est là qu'elle attaque», montre un dessin humoristique où une grosse flèche pointe sur le cerveau. Dominique Quessada³ dénonce même les pseudos communautés que crée la pub autour d'une marque. En donnant aux gens l'impression de posséder –et donc de vivre– quelque chose en commun, la publicité entre en rivalité directe avec le politique. L'utopie sociale est alors remplacée par l'acte consumériste individuel. Cavanna écrit dans «Hara-Kiri» en 1965 «La publicité nous prend pour des cons, la publicité nous rend cons», et le mouvement féministe des années soixante-dix s'était déjà manifesté en réaction au sexisme d'une publicité, mais aucun mouvement spécifiquement antipub n'émerge avant la fin du XX^e siècle. Le livre de François Brune: «Le Bonheur

conforme»⁴, paraît en 1981 et marque l'avènement d'une nouvelle ère de contestation. Les premiers mouvements véritablement antipublicitaires vont donc éclore au début des années quatre-vingt-dix. Tout d'abord, François Brune rencontre Yvan Gradis, futur président de RAP (Résistance à l'agression publicitaire, voir encadré p. 30)⁵, et actuel auteur des actions «au grand jour» (qui visent à barbouiller des pubs à la peinture dans un lieu très fréquenté). À la naissance de RAP succède celle de Casseurs de pub (voir encadré p. 29), alors que Paysages de France (qui lutte juridiquement pour enlever les nombreux panneaux illégalement installés) existe depuis 1992. La vague dite porno-chic, consistant à afficher massivement des images de femmes nues dans des positions soumises⁶, incitera à la création de deux groupes féministes antipub: le Collectif contre le publisexisme (CCP, voir encadré p. 30) et La Meute, créée par la journaliste et historienne Florence Montreynaud. Le paysage antipub est alors éclaté en différentes tendances, des associations les plus legalistes jusqu'aux tenants de l'action directe (occupations et barbouillages sans concession). En 2001, le Festival des résistances et alternatives à Paris (FRAP), permet à un groupe de se constituer pour un soir avec l'action: «Le mercredi, c'est publiphobie... et les autres jours aussi»⁷ afin de déambuler dans le métro parisien pour recouvrir le maximum d'affiches possibles. L'action se termine par un barbouillage de la façade de l'agence Publicis. À la même époque, des collectifs d'artistes s'éparpillent dans le métro pour poser des tableaux recouvrant les réclames; le CCP, entre autres, réitère le recouvrement de pubs sexistes dans le métro. Enfin, des petits groupes de personnes se baladent souvent, autocollants et/ou marqueurs à la main, pour barbouiller un maximum. Le

terrain est propice à l'émergence d'une contestation plus large. Dès la fin 2003, des centaines de personnes se retrouvent régulièrement dans différents points de Paris pour barbouiller les publicités. Intermittent-e-s, profs, précaires, militant-e-s... se rejoignent dans différents lieux pour prendre d'assaut les affiches du métro. Les rendez-vous se multiplient, le mouvement dépasse la capitale. La réaction ne se fait pas attendre, le pouvoir réprime. La société Métrobus, filiale du groupe Publicis, numéro un français de la pub⁸, attaque Ouvaton, l'hébergeur web qui publiait les dates et lieux des rendez-vous antipub. C'est un précédent: le tribunal oblige l'hébergeur à donner les noms des administrateurs du site en question. Et Métrobus inculpe aujourd'hui 62 militant-e-s pour des dégradations de l'ordre de 980 000 euros (presque un million!). Le procès du 10 mars 2004⁹ est donc symptomatique d'un pouvoir qui entend bien ne pas se laisser ébranler. Car dans un État de droit, le bonheur (ou l'adéquation à l'opinion) des citoyen-ne-s n'est pas la fin que vise la loi, mais seulement le moyen le plus efficace de maintenir le pouvoir en place. La loi ne peut donc être qu'un moyen de répression du pouvoir, sans quoi elle autoriserait ce même pouvoir à vaciller. Que des centaines, voire des milliers de personnes descendent dans la rue et agissent directement contre le totalitarisme publicitaire n'est que le juste retour des choses: seule l'action directe pourra ébranler l'omniprésence publicitaire et lutter contre le formatage des consciences. La publicité, c'est pas de l'art, mais du cochon!

Pirouli

1. Ignacio Ramonet, «La pieuvre publicitaire», «Le Monde diplomatique», mai 2001.

2. Naomi Klein, «No logo», Actes sud, 2001.

3. Dominique Quessada, «La société de consommation de soi», Verticales, 1999.

4. François Brune, «Le Bonheur conforme, Essai sur la normalisation publicitaire», Gallimard (NRF), 1981.

5. Arnaud Gonzague et Bruno Japy, «Qui veut la peau de la pub?», Mango documents, 2002.

6. 80% de la population est parfois choquée par la façon dont les femmes sont représentées dans la pub (sondage réalisé par l'institut Ipsos en 2001).

7. Ce collectif éphémère et officieux rassemblait différents groupes: Chiche, le Collectif contre le publisexisme, des squats d'artistes, des individu-e-s de RAP, etc.

8. Et plus particulièrement de la pub sexiste. Elizabeth Badinter en est d'ailleurs membre...

9. Les simples frais d'avocats s'élevaient à plus de 30 000 euros, tout soutien est le bienvenu: chèques à l'ordre de RAP (indiquer au dos «collectif des 62»), à envoyer à RAP, 53 rue Jean Moulin, 94300 Vincennes.

PAS DE SIGNES OSTENSIBLES À DAVOS!

Les intégristes libéraux n'étaient pas autorisés à porter la cravate dans leur propre lieu de culte, à Davos, lors du dernier Forum Économique Mondial. Cette interdiction a été prononcée lors du premier prêche par le président Suisse, Joseph Deiss, par ces mots: «enlevons nos cravates et au travail!» Les pratiquants ont même été condamnés à cinq francs suisses d'amende pour chaque cravate portée! Pire, ils devaient pratiquer un acte proscrit dans leur religion: la générosité, les cinq francs étant reversés à l'Unicef. Décidément, comme disent les autres, un autre monde est possible...

IRLANDE

L'IRLANDE, BASE ARRIÈRE DE L'ARMÉE AMÉRICAINE

Depuis, le début de la guerre sainte contre le terrorisme, l'armée américaine se sert de l'aéroport civil de Shannon pour ravitailler ses avions qui viennent de traverser l'atlantique. Un dernier arrêt avant d'aller libérer le peuple irakien! Bref, une implication concrète du gouvernement irlandais soi-disant progressiste dans la politique de guerre étasunienne. L'information ne serait pas complète, si on ne comprenait pas que des enjeux financiers se mêlent aux intérêts politiques. En effet, plus de onze millions d'euros ont été offerts à la compagnie qui gère les aéroports irlandais.

Cet état de fait a amené les militants antiguerre irlandais à intensifier leur lutte. L'aéroport de Shannon a été le lieu de nombreuses actions des activistes. Soucieux de ne pas gêner les militaires de l'Oncle Sam, l'État irlandais a employé les grands moyens. Ainsi, lors d'une manifestation qui regroupa 400 personnes, lors d'un appel à la désobéissance civile et la protestation non-violente, le gouvernement avait mobilisé 700 policiers et un hélicoptère de surveillance. De la même manière, le porte-parole des antiguerre arrêté lors d'un sit-tin après avoir franchi les grilles de l'aéroport a écopé d'une peine de deux mois de prison. La répression qui sévit montre l'enjeu que représente cette collaboration pour le gouvernement irlandais, mais aussi la pertinence de l'action menée par les militants anti-impérialistes.

Sources: «Us Military out of Shannon», Matthieu Violette, «Poivre Rouge» n°6



PAYS BASQUE

BASQUES SANS FRONTIÈRES

À Paris, début janvier, des militants basques se sont mis en grève de la faim durant quelques jours. L'objectif était d'interpeller la société civile européenne sur le sort des quelques 700 détenus basques. L'événement était organisé simultanément dans cinq villes européennes: Milan, Barcelone, Berlin, Genève et Bruxelles. La grève s'est appuyée dans chaque pays sur les réseaux militants locaux, espérant ainsi que le mouvement social prenne plus conscience de la situation des prisonniers basques. Depuis quelques mois, sous couvert de lutte antiterroriste internationale, l'État espagnol n'a pas choisi uniquement de réprimer en dehors des prisons mais aussi d'alourdir les conditions de détention. Ainsi, les basques condamnés pour terrorisme n'ont plus le droit aux remises

CANADA

AHMED, APATRIDE ET PRISONNIER AUX ETATS-UNIS

Au Canada, une campagne est menée par la Coalition contre la déportation des réfugiés palestiniens pour obtenir la libération d'Ahmed. Réfugié palestinien apatride, Ahmed est enfermé depuis plusieurs mois dans une prison étasunienne, pays où il avait transité. Demandeur d'asile au Canada, il luttait activement pour la régularisation de centaines de réfugié-e-s palestinien-ne-s et, bien sûr, la sienne. Son cas met en lumière la situation des apatrides des pays arabes. Ahmed vient d'un camp de réfugié-e-s du Sud Liban qui existe depuis cinquante-cinq ans. Il ne jouissait pas des droits de la personne au Liban, l'exercice de près de 80 professions lui était interdit, ainsi que le droit de posséder une propriété ou d'hériter. Chacune de ses sorties du camp était soumise à des contrôles d'identité.

Son cas révèle aussi la situation des prisonnier-ère-s aux États-Unis, pays qui bafoue les droits humains, et particulièrement ceux des arabes et musulman-e-s.

Coalition contre la déportation des réfugiés palestiniens: refugees@riseup.net





MARSHALL EDDIE CONWAY, COMME D'INNOMBRABLES PRISONNIERS POLITIQUES AUX ÉTATS-UNIS, EST DANS LE COLLIMATEUR DU FBI POUR SON IMPLICATION DANS LE BLACK PANTHER PARTY. AUJOURD'HUI EN PRISON DEPUIS TRENTE-TROIS ANS, IL EST INCARCÉRÉ POUR UN MEURTRE QU'IL N'A PAS COMMIS.

Eddie Conway

JE L'AI RENCONTRÉ il y a quelques mois. C'est un homme d'une cinquantaine d'années. Il m'a regardé approcher avec un regard plein de chaleur, comme si on se connaissait depuis longtemps. Ce n'est pas le cas. Il a l'air en forme. Pour un homme qui a passé ses trente-trois dernières années derrière les barreaux, c'est impressionnant. Trente-trois ans! Quand je suis né, il y était déjà depuis dix ans... J'ai peine à y croire et pourtant, c'est la réalité. Depuis avril 1970, Marshall Eddie Conway est enfermé dans une prison du Maryland. Pourquoi? En fait, il y a une raison et un prétexte.

La raison: Marshall Eddie Conway est, à la fin des années soixante-dix, comme beaucoup de jeunes afro-américains, engagé dans le mouvement de libération des noirs américains et plus particulièrement dans le Parti des Panthères noires, dont la stratégie allie l'autodéfense armée et l'assistance concrète à la communauté noire (cliniques gratuites, petits déjeuners, etc.). Eddie Conway est actif, trop actif aux yeux du FBI, dont il a dénoncé des agents infiltrés dans la branche du Parti à Baltimore où il vit. Le FBI est, à cette époque, lancé dans une campagne de contre-espionnage, le Cointelpro, dont le but est de « discréditer, perturber et éliminer » toutes les organisations engagées dans la libération des noirs, des indiens, ou contre la guerre du Vietnam¹. Une des tactiques employées par le FBI, épaulé par les forces de police du pays ainsi que de nombreux procureurs, est de trouver des moyens pour enfermer les leaders des Panthères noires, des prétextes...

Le prétexte pour enfermer Eddie Conway, le voici: dans la nuit du 24 avril 1970, deux officiers de police de Baltimore se font tirer dessus par trois individus. L'officier Sager meurt. À quelques pâtés de maison du lieu du crime, l'officier Nolan prend en chasse un individu avec qui il échange des coups de feu. Ce dernier s'échappe. Dans le même temps, deux jeunes afro-américains, Jack Johnson Jr. et James Powell – identifiés plus tard comme des membres du Black Panther Party, sont appréhendés dans l'arrière-cour d'une maison. La police trouve à leurs pieds des douilles de balle, calibre 38, le même qui a tué l'officier Sager. Les deux hommes sont inculpés pour meurtre au premier degré.

Deux jours plus tard, la police arrête Eddie Conway et l'incolpe pour meurtre et tentative de meurtre. À ce moment, la seule preuve contre lui est le témoignage de Nolan, qui affirme l'avoir vu fuir dans une allée, de nuit... La police n'a rien d'autre mais l'enferme quand même.

Voyons maintenant comment la police de Baltimore monte son affaire contre Conway. Premièrement, l'identification de l'officier Nolan. Celui-ci s'est vu présenter une planche de photos de suspects (la photo de Conway s'y trouve). Il ne reconnaît personne. On lui présente alors une deuxième planche, sur laquelle toutes les photos sont différentes, sauf une: celle de Conway. Cette fois-ci, il le reconnaît. Deuxièmement, Jack Johnson se voit proposer une immunité s'il implique Eddie Conway. Échec. Une fois à la barre, Johnson s'en remet au cinquième amendement (qui autorise un prévenu à ne pas répondre à des questions qui pourraient prouver sa culpabilité).

Troisièmement, on fait témoigner un prisonnier, Charles Reynolds, qui a passé quatre jours dans la cellule de Conway. Il affirme que ce dernier lui a avoué son implication dans la fusillade. Enfin, mais c'est une situation commune à une très grande partie des prisonniers américains, on fournit à Eddie Conway un avocat d'office qui, n'étant pas payé grassement, ne peut enquêter efficacement. Tant pis pour Conway, qui ne peut même pas se défendre seul. Il est condamné à une peine à perpétuité de plus trente ans.

Eddie Conway est l'un des deux prisonniers politiques enfermés depuis le plus longtemps. Depuis trente-trois ans, il clame son innocence, continue de travailler à l'amélioration des conditions de vie des prisonniers, il mène des programmes de littérature par ordinateur, il fait des études, prépare son *master's degree*.

Son comité de soutien a longtemps lutté pour qu'il soit libéré sur parole. Il remplissait d'ailleurs tous les critères pour que sa libération puisse avoir lieu. Mais le gouverneur du Maryland a changé les règles du jeu et refuse désormais de libérer des condamnés à perpétuité.

Comme dans les cas de Mumia Abu Jamal, Léonard Peltier, Albert Woodfox et Hermann Wallace, il semble qu'on ne puisse pas compter sur la justice américaine, ne serait-ce que pour étudier avec impartialité les dossiers de nombreux hommes enfermés pour leurs croyances... Tom Van Eersel

1. Pour plus d'informations sur le Cointelpro, il existe peu d'ouvrages en français. Mais pour les anglophones, les ouvrages de Ward Churchill et Jim Vander Wall, « Agent of repression: the FBI's secret wars against the Black Panther Party and the American Indian Movement », South End Press, Boston, 1988 et celui de Ryan Glick, « War at home, Covert action against U.S. activists and what we can do about it », South End Press, Cambridge, Massachusetts, 1989.

EN LUTTE

Pour entrer en contact avec le comité de soutien à Eddie Conway, vous pouvez écrire à cette adresse:

The Marshall Eddie Conway support committee
PO Box 41144
Baltimore,
MD 21203-6144 USA
(410)-276-7221

Pour écrire directement à Eddie Conway:
Marshall Eddie Conway
116469, P.O. BOX 534
Jessup, MD 20794, USA

A LIRE

Pour en savoir plus sur l'histoire d'Eddie Conway, un livre a été publié, **The Case of Marshall Eddie Conway**, que l'on peut commander sur internet:
<http://awol.objector.org/merchandise/eddie-conwaybook.html>





horizons

CET ARTICLE, TIRÉ DU NUMÉRO 21 DU JOURNAL «LE TROUBLE», EST LE REFLET DES LUTTES SOCIALES INTERNATIONALES. POUR OFFENSIVE LIBERTAIRE ET SOCIALE, MEMBRE DU RÉSEAU SOLIDARITÉ INTERNATIONALE LIBERTAIRE, IL EST AUJOURD'HUI IMPORTANT QUE NOS LUTTES PUISSENT SE NOURRIR DES EXPÉRIENCES SE DÉROULANT AILLEURS SUR LA PLANÈTE.

Plus cheap que Wal-Mart, tu crèves!

SI WAL-MART EST la plus grosse entreprise privée des États-Unis et qu'elle offre «Toujours les plus bas prix», ce n'est pas un hasard. Les cinq membres de la famille Walton qui se partagent le magot (65 milliards de dollars US) sont dans les 10 plus riches du monde et ensemble ils dépassent même cette crapule de Bill Gates. Wal-Mart exploite 1,18 millions d'employé-e-s dans ses 4750 magasins et «super-magasins» et elle empoche des profits monstres de 7 milliards de dollars US par an! Selon une politique délibérée visant à réduire tous les «coûts non nécessaires» afin de faire toujours plus d'argent, Wal-Mart offre à ses employé-e-s toujours les salaires «Les Plus Bas» et les pires conditions de travail, mais ça elle ne le crie pas sur tous les toits!

LE CODE DU TRAVAIL N'EST PAS À VENDRE

Les employé-e-s de Wal-Mart commencent (et souvent restent) au salaire minimum et l'employeur cotise le moins possible pour les avantages sociaux tels le Medicare ou l'assurance-chômage. Ça prend évidemment plus longtemps pour les employé-e-s de bas niveau (deux ans) que pour les gestionnaires (six mois) avant de pouvoir bénéficier de ces avantages et vu le taux élevé de rotation du personnel, beaucoup n'y arrivent jamais. La compagnie se vante que 70% de ses employé-e-s travaillent à temps plein, mais le «temps-plein» selon Wal-Mart équivaut à 28 heures par semaine, ce qui ne fait pas une grosse paie au bout du compte. Du coup, même en profitant exclusivement des «Prix Les Plus Bas» de Wal-Mart, une caissière a bien de la misère à joindre les deux bouts et ce n'est que grâce aux rares allocations familiales du gouvernement qu'elle peut survivre à la fin du mois et nourrir ses enfants.

De plus, Wal-Mart a tendance à favoriser les hommes par rapport aux femmes, non seulement en les payant mieux, mais aussi en leur réservant les postes de gestion alors que les femmes sont souvent condamnées à travailler à la caisse pendant des années. Par-dessus le marché, Wal-Mart est bien sûr féroce-ment anti-syndical. Un manuel pour superviseurs dit que «Wal-Mart est opposée à la syndicalisation» et un porte-parole trouve que les syndicats «n'ont pas leur place chez Wal-Mart». La compagnie est allée jusqu'à fermer des départements de viande qui venaient de se syndiquer pour les remplacer par de la viande congelée préemballée et à renvoyer pour des raisons bidons des travailleurs à l'origine de la syndicalisation. On comprend mieux dans ce contexte pourquoi une compagnie comme Wal-Mart fait affaire avec plus de 700 sous-traitants pour nettoyer ses magasins aux États-Unis. L'avantage pour l'employeur est assez clair: les sous-traitants embauchent des immigrant-e-s clandestin-e-s qui sont alors exploité-e-s un max car ils échappent aux protections des lois du travail. Ils et elles sont payé-e-s en dessous du salaire minimum qui est de 5,15 dollars US (certain-e-s ne reçoivent que 2 dollars par jour de travail!), font des heures supplémentaires sans être payé-e-s, travaillent dans des conditions qui ne répondent pas aux normes de santé et de sécurité, ne bénéficient d'aucun avantage social... et de plus, vu leur situation, ils et elles n'ont aucune chance de s'organiser pour défendre leurs droits. Selon des témoignages, ces «travailleur-e-s illégaux» bossent plus de 55 heures par semaine et peuvent avoir seulement deux jours de repos sur seize mois de travail quotidien!

SOURCES

Jim Hightower, «How Wal-Mart is Remaking our World», <http://www.alternet.org>

Stan Cox, «Wal-Mart Wages Don't Support Wal-Mart Workers», <http://www.alternet.org>

Is Wal-Mart Setting the (Low) Standard for Employer Health Coverage? <http://www.aflcio.org>

et la presse bourgeoise étasunienne...

Détérioration des conditions de travail et de vie dans les pays riches et conditions proches de l'esclavage pour les travailleur-e-s du reste du monde.

L'EXPLOITATION MONDIALISÉE

Mais la crapulerie de Wal-Mart ne s'arrête pas là. Afin d'offrir toujours les meilleurs prix et surtout les meilleurs profits, la compagnie exige de ses fournisseurs qu'ils réduisent leurs coûts de production au maximum. Dans le contexte de la mondialisation, cela implique de déménager la production dans des pays où les lois du travail sont aussi étrangères que les droits sociaux et les libertés politiques. Malgré une campagne publicitaire qui proclamait haut et fort « We buy american », la plupart des produits vendus dans ses magasins proviennent de sweat-shops des pays pauvres et en particulier de Chine. D'après le Comité national du travail des États-Unis (NLC en anglais, rien à voir avec la CNT!), « de pays en pays, les usines qui produisent pour Wal-Mart sont les pires ». La politique de Wal-Mart visant à réduire les « coûts non nécessaires » de la production est même en train de « baisser les normes en Chine, réduire les salaires et les avantages, imposer des heures supplémentaires, tout en tolérant le renvoi arbitraire de travailleur-se-s qui osent discuter des conditions dans l'usine ». Un rapport du NLC intitulé « Les jouet de la misère » nous donne une idée des conditions de travail dans des usines dans la province de Guangdong en Chine: des quarts de travail allant de 13 à 20 heures par jour, 7 jours par semaine, pour des salaires de 13 cents de l'heure (le salaire minimum en Chine est de 31 cents de l'heure) et cela dans des conditions où aucune norme protégeant la santé ni la sécurité ne sont respectées. Les travailleur-se-s souffrent donc de maux de tête, de nausées et de stress à cause des produits chimiques et de la poussière, dans des ateliers où la température atteint les 50 degrés Celsius. Pour compléter le tableau, ils et elles habitent dans des cabanes de 2 mètres sur 2 mètres ou encore dans des dortoirs qui leur coûtent 1,95 dollars par semaine, ils et elles payent environ 5,50 dollars par semaine pour être mal nourris et doivent acheter eux-mêmes leurs traitements médicaux; ils et elles se font d'ailleurs renvoyer quand la maladie les empêchent de travailler. Ce sont surtout des femmes et des jeunes filles qui travaillent dans ces ateliers de la mort, et aucune d'entre elles n'a jamais vu ni entendu parler du fameux « Code de conduite » que sont censés respecter les fournisseurs de Wal-Mart...

WAL-MART N'EST PAS RESPONSABLE

Mais il n'y a pas que les employé-e-s et autres esclaves de Wal-Mart qui payent de leur vie et de leur sueur pour permettre à ses dirigeant-e-s de s'enrichir toujours plus. Quand un magasin Wal-Mart ouvre dans un quartier, les petits commerces

locaux sont incapables de faire face à la concurrence et sont souvent contraints à fermer boutique. Sans parler des « super-magasins » Wal-Mart qui mesurent près de 19 000 m² (soit quatre terrains de football) et qui ont l'effet d'une bombe atomique sur l'économie d'une communauté. Cela veut dire que des emplois à temps plein et stables seront remplacés par des jobs à temps partiel dans les conditions Wal-Martesques que l'on connaît. Et une fois la concurrence écrasée, qu'est-ce qui empêchera Wal-Mart d'augmenter ses prix ?

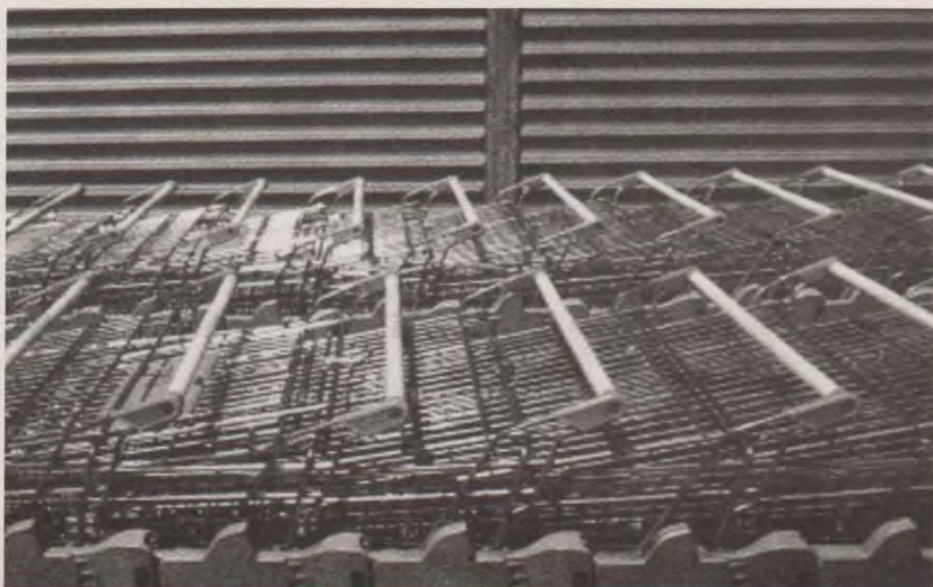
Quand on les met face à cette réalité, les dirigeant-e-s de la compagnie font les innocent-e-s et disent que s'il y a de l'abus de la part des fournisseurs, des sous-traitants ou des gérant-e-s de magasins, c'est à cause de l'avidité de quelques individu-e-s qui briseront toujours les lois. Au contraire, on se rend compte que c'est bel et bien la politique de la direction de Wal-Mart, visant à faire toujours plus de cash, qui pousse les valets de la compagnie à exploiter toujours plus leurs travailleur-se-s. Et vu la taille et l'importance de cette compagnie, elle pousse aussi ses concurrents comme Toys'R'Us ou Kroger à suivre sa voie pour ne pas être écrasés à leur tour. Voilà comment se traduisent dans les faits les théories économiques sur les « lois du marché » et la « saine concurrence » des défenseur-e-s du néo-libéralisme, un autre mot pour capitalisme sauvage...

L'exemple de Wal-Mart est révélateur de la guerre sociale que mènent les riches contre les peuples du monde entier. C'est la logique même du capitalisme qui veut que pour faire des profits, le patron a intérêt à mal payer ses employé-e-s et à leur offrir le moins d'avantages possibles. Cela entraîne les conséquences logiques que l'on a observées: détérioration des conditions de travail et de vie dans les pays riches et conditions proches de l'esclavage pour les travailleur-e-s du reste du monde. Si on compte sur les réformes timides ou la bonté des gouvernant-e-s pour nous sortir de cette merde, on est loin d'être sorti-e-s du bois. La révolte et la solidarité des exploité-e-s contre les capitalistes restent les seuls moyens à notre disposition pour changer notre vie !



LE TROUBLE

« Le Trouble » est une revue mensuelle québécoise tirée à 1500 exemplaires. Publié initialement par le collectif Le Trouble, le journal bénéficie depuis deux numéros de la participation de la Fédération des Anarchistes-Communistes du Nord-Est (Nefac). Imprimé en format presse, le mensuel québécois traite, en 12 pages, de l'actualité des luttes, de l'immigration, de l'éducation, des luttes des travailleurs, de l'anarchie... Bref, c'est un outil pour les militants en lutte. Le journal est même gratuit pour les grévistes! Les auteurs invitent d'ailleurs les lecteurs à passer à l'action en sous-tirant le journal: « tu peux l'lire, tu peux l'faire. »



entretien

OLIVIER VINAY MILITE DEPUIS PLUSIEURS ANNÉES À L'ÉCOLE ÉMANCIPÉE - ÉMANCIPATION. À TRAVERS CET ENTRETIEN, ON DÉCOUVRE LES ÉVOLUTIONS RÉCENTES DE L'ÉCOLE ET DE SES COMPOSANTES MILITANTES. C'EST AUSSI L'OCCASION DE RÉFLÉCHIR AUX STRATÉGIES À MENER POUR QUE L'ÉCOLE DEVIENNE UN VRAI LIEU D'ÉMANCIPATION.

S'émanciper de l'État... et des syndicats

Entretien avec
Olivier Vinay
Propos recueillis
par Caro et Fioul,
mis en forme
par Gildas

Pouvez-vous présenter le travail réalisé par l'École Émancipée ?

La création de l'École Émancipée date du début du XIX^e siècle lorsque les instituteurs ont été amenés à se battre pour des droits essentiels, notamment dans la fonction publique, comme le droit de grève. Ces luttes ont nécessité un minimum d'organisation, avec des structures départementales. L'École Émancipée appartient à son époque, celle du syndicalisme plus global, des grandes années du syndicalisme-révolutionnaire de la CGT. Elle a même eu à diriger la Fédération unitaire de l'enseignement jusqu'en 1937. Ensuite, les groupes amicalistes vont prendre sa direction et s'unissent pour donner naissance au mouvement social-démocrate. Ce syndicalisme de l'École Émancipée s'est accompagné de la création d'une revue syndicale et pédagogique en 1910, *L'École Émancipée*.

Les préoccupations de ce média sont syndicales et touchent à la transformation de l'école pour la rendre moins ségrégative.

L'École Émancipée a aussi un fonctionnement original.

Comme toute structure fondée sur le syndicalisme-révolutionnaire, des groupes départementaux souverains s'unissent sur un mode fédératif et se réunissent dans un cadre national. L'École Émancipée se rencontre tous les ans pour une semaine de réflexion au cours de laquelle se déroulent des réunions en commissions et en conférences plénières.

L'École Émancipée a connu des complications internes ces derniers mois ?

L'École Émancipée a toujours été un fer de lance de l'unité. Par exemple, lors de la scission instrumentalisée par les Américains entre la CGT et la CGT-FO d'après-guerre, l'École Émancipée a prôné l'union syndicaliste. Elle a été à l'origine de la création de la FEN unitaire. La conséquence était le droit de tendance pour les différentes parties qui participent à cette unité sous un mode démocratique. L'École Émancipée aurait dû être la structure qui aurait évité l'implosion de la FEN sous l'impulsion du PS. Un courant LCR, qui n'est pas toujours le plus en pointe dans les luttes, a fait le choix d'occuper des postes. Il avait envisagé de scissionner de manière efficace, c'est-à-dire au plus proche du PC. Cela a conduit à la création de la FSU. À l'École Émancipée, la cohabitation entre le courant trotskiste d'un côté,

scission s'est aussi faite sur le fond avec des divergences sur l'intervention syndicale.

Mais, justement quelle place joue l'École Émancipée dans les structures syndicales, dans les luttes ?

Dans les structures syndicales, l'École Émancipée intersyndicale a des militants investis dans l'ensemble des syndicats, mis à part à la CFDT. Disons dans les syndicats qui ont à voir avec les luttes syndicales : SUD, CNT, FSU et CGT. Ces militants se reconnaissent d'abord sur une plate-forme et des principes communs : l'antimilitarisme notamment, la lutte contre toutes les hiérarchies, des dispositifs de lutte contrôlés par les travailleurs eux-mêmes. Les militants de tous les syndicats dans chaque département se retrouvent pour optimiser leur intervention à partir d'investissements différents. Ceci représente un avantage dans les

L'émancipation, c'est avoir une vision de l'équilibre entre les savoirs théoriques, opératoires et les développements concrets comme les rapports au corps, à l'expérimentation.

et libertaire et pédagogique de l'autre, s'est maintenue jusqu'à ce qu'il y ait des abus assez nets sur les règles de fonctionnement fédéral. Le courant trotskiste a ramené des chèques de cotisation dans une assemblée pour en prendre le contrôle et a créé une fausse revue pour faire couler la vraie... bref, des pratiques que l'on pensait d'un autre temps. Mais la

luttés, en permettant d'avoir des informations de chaque dynamique et stratégie des différents syndicats qui parfois omettent de les signaler !

On est dans une période où le terme émancipation (des femmes...) est très employé. Quel est son sens quand on parle de l'école ?

L'émancipation de l'école, c'est affirmer que l'école est un outil

A LIRE



Tous les mois, *L'École Émancipée - Émancipation* publie une revue de 36 pages, l'information sur le mouvement syndical, et en particulier de l'Éducation nationale, mais aussi sur le mouvement social. L'abonnement annuel est de 12 à 68 euros en fonction du revenu. Écrire à Nicole Gallois, 18, rue des Hirondelles, 29000 Quimper.

d'acquisition de connaissances, de libération, de construction de l'esprit critique et de la contestation, et dans le même temps un outil de formatage, de maintien des classes sociales. Sans penser d'emblée que l'école est émancipatrice, il faut lutter contre le formatage: avec les problèmes de lourdeurs hiérarchiques, de l'administration, des inspections... Il y a aussi les contenus qui vont en se dégradant et l'absence de référence à la classe ouvrière, la simplification outrancière des savoirs, particulièrement dans les écoles où les jeunes ont le plus de difficulté à les acquérir. Lutter contre cette normalisation, cette prédétermination en fonction du régime social vise à rendre l'école moins ségrégative. Il faut lutter contre les filières précoces, les références à l'entreprise comme le prévoit le projet Ferry ou encore contre la volonté de faire des troisièmes à dominante professionnelle et d'autres, par exemple, avec une langue vivante 2, ce qui induit une ségrégation importante au collège. L'émancipation, c'est avoir une vision de l'équilibre entre les savoirs théoriques, opératoires et les développements concrets comme les rapports au corps, à l'expérimentation. Des rapports qui aujourd'hui ne sont pas du tout équilibrés. Là où l'on utilise le plus la main, les filières sont courtes et les mises sur le marché du travail rapides. L'École Émancipée veille à ce que tout le monde dispose d'une approche polytechnique aussi bien des savoirs que des pratiques. Tous ces éléments étant communs jusqu'à 18 ans, les présélections professionnelles venant après. C'est peut-être comme cela que l'on verra baisser la quantité de jeunes exclus du système éducatif et le tri social qui va en s'aggravant d'année en année.



AFFRONTEMENTS AVEC LES FORCES DE L'ORDRE À LA FIN DE LA MANIF DES ENSEIGNANTS EN JUIN 2003, PLACE DE LA CONCORDE À PARIS.

Est-ce que vous pensez qu'il faut ramener les savoirs au centre de l'école et donc que la connaissance est émancipation ?

Entre la réforme Jospin de 1989 et les gesticulations des républicains qui ne vivent que par les savoirs, une solution médiane existe, comme je le disais précédemment. Il faut que les conditions de l'enseignement soient formatrices au sens d'une coopération, d'une forme de démocratie, de la manière dont les jeunes pourraient s'organiser. Il faut créer un rapport de force qui soit autre chose que les caricatures actuelles des pseudo-concertations, d'association des élèves. Il faut dans le même temps acquérir les savoirs un peu pointus qui font que l'on peut en acquérir d'autres. Car la notion d'école tout au long de la vie, je n'y crois pas dans une société capitaliste qui gère les flux de main-d'œuvre. Mais il est important d'acquérir des savoirs essentiels qui servent à ne pas se faire exploiter ou encore qui peuvent servir dans les luttes. L'école doit être fondée tant sur les savoirs que sur les jeunes.

Les structures comme les lycées autogérés ou l'école Bonaventure sur l'île d'Oléron sont-elles à même de créer de véritables alternatives au système ou sont-elles des structures en marge ?

À l'École Émancipée-Émancipation, on soutient ces alternatives pédagogiques et beaucoup de nos militants y sont investis. On les analyse comme des structures qui ne sont pas en marge, qui doivent

rester publiques et il faut que ce soit des lieux d'approfondissement de ce qui peut se faire. Il y a eu par exemple le projet Déclif à Bagnolet-Montreuil qui s'est fixé comme objectif de mettre en place un type d'enseignement qui puisse être extrapolé dans le service public. Le but était de réfléchir aux rythmes et aux contenus en associant les parents. Toutes ces expériences sont bonnes à mener, à rendre publiques; elles servent de lieux d'initiative, mais je pense aussi – et je diverge sans doute d'avec nombre de camarades investis dans ces projets – qu'il faut que dans le service public des initiatives irriguent la pédagogie. Cela doit constituer une manière d'aller vers la transformation de l'école, même si la période est difficile. L'École Émancipée est investie dans l'éducation populaire car on ne règle pas tout dans l'école.

L'école n'est donc pas le seul lieu d'éducation...

L'école est garantie à peu près à tous. Elle offre l'accès, parfois médiocre, aux savoirs. Elle est donc essentielle à ce titre. D'autres éléments concourent à l'éducation. C'est pour cela qu'il faudrait que les projets pédagogiques ne soient pas complètement fermés sur le groupe scolaire. Par exemple, on largue des élèves sans présenter ce que sont le travail et la défense des travailleurs. Ce travail pourrait être fait avec des associations qui ont les mêmes objectifs que nous en termes de transformation sociale. ■■■



photo Sébastien Hibelot

Mais la difficulté pour les enseignants est que la pratique de cours est déjà très prenante, rendant plus compliqué pour les profs l'ouverture à des structures externes.

Quelle est l'implication concrète, en termes de lutte de l'École Émancipée ?

Nos militants sont investis dans plusieurs structures syndicales. Le premier axe d'intervention est la lutte contre la précarité sociale. Nous ne bornons pas notre action au strict cadre syndical mais nous nous investissons sur des luttes de quartier, de sans-papiers... Nous ramenons les luttes sociales au champ syndical : la précarité aujourd'hui touche l'école avec les personnes non-titulaires. L'Éducation nationale est le ministère où la précarité des travailleurs est la plus grande. Mais lutter contre la précarité, c'est lutter avec les précaires. Il ne s'agit pas, comme nombre de syndicats, de dire « il faudrait » sans soutenir les structures spécifiques de lutte des précaires. L'École Émancipée a toujours été active dans les comités de non-titulaires, les coordinations de précaires. Récemment, nous avons soutenu le mouvement des surveillants emploi-jeunes qui ont été en quelque sorte le starter du mouvement du printemps 2003.

Ils ont été fortement mobilisés. C'était une mobilisation d'autant plus admirable qu'ils n'étaient pas directement concernés par ce qu'elle était en mesure de gagner : un statut permettant aux étudiants d'origine modeste de poursuivre leurs études et dans le même temps permettre d'avoir une autre intervention dans l'école que celle du personnel éducatif. Ils ont fait des grèves reconductibles. Ils ont organisé des mobilisations comme celle massive du 6 février 2003 sans qu'aucun syndicat n'ait appelé à manifester, même les plus radicaux comme la CNT ou Sud-Éducation qui étaient tout de même présents. Les syndicats dits représentatifs ont plombé la mobilisation. Ils ont conforté l'offensive gouvernementale. Le gouvernement s'est rendu compte qu'il pouvait attaquer la fonction publique plus vivement que l'aménagement des postes de surveillants.

La ségrégation à l'école est un thème fort de l'École Émancipée : envers les jeunes, les femmes et les immigrés, qui sont opprimés et réprimés. Nous intervenons dans beaucoup d'établissements sur cet aspect. Les démarches de l'Émancipation ne peuvent avoir du sens que si l'on apporte aux jeunes la preuve qu'ils vont être soutenus concrètement pour obtenir des papiers, contre le sexisme... Cela rejoint pour nous le refus du sécuritaire, du quadrillage des jeunes : le triptyque éducation-police-justice.

Et envers les syndicats, quelle est votre action ?

En terme d'intervention syndicale, nous agissons sur les problématiques d'unité du syndicalisme. Nous avons toujours été de fervents défenseurs de l'unité syndicale. Nous refusons à ce titre les bricolages, les recompositions instituées en général par des organisations politiques extérieures. Par exemple, l'enjeu des personnes qui quittent la CFDT va au-delà des intérêts syndicaux premiers. L'un des thèmes du congrès national de la FSU devrait être la question de comment nous unir face au libéralisme. La question de l'unité ne peut pas avancer en

dehors des luttes. Le printemps 2003 a permis d'obtenir un certain nombre d'acquis. Ce ne sont pas des acquis revendicatifs mais des démarches interprofessionnelles qui se sont accrues. Dans l'éducation, la FSU, structure qui n'est pas interprofessionnelle à la différence des autres syndicats, a toujours été animée par des enseignants qui ne prenaient pas en compte les autres personnels du système éducatif. À la faveur du dernier mouvement et du fait que le gouvernement a voulu décentraliser les ATOS, cette question s'est améliorée. Le syndicalisme doit être fondé sur des principes fédéraux et non pas sur des catégories. Sur les établissements, on doit pouvoir avoir une mise en commun des groupes de travailleurs quelle que soit leur catégorie. On ne peut pas sans cela espérer sortir d'un corporatisme étiqué. C'est le principe des fédérations d'industrie, des vraies bourses du travail.

Historiquement, l'École Émancipée intervient aussi sur la question, aujourd'hui brûlante, de la laïcité ?

Nous nous battons pour la nationalisation des écoles confessionnelle, patronale et commerciale. Nous refusons les concordats qu'ils soient d'Alsace, de Moselle ou d'Outre-mer. Les aumôneries n'ont pas leur place dans les écoles. Nous refusons les démarches actuelles qui consistent à introduire dans le public, pour la formation des jeunes et des enseignants, des membres du clergé comme incitateurs de formation. Nous refusons tous les signes religieux. Nous pensons qu'une loi sur cette simple question n'est pas une loi laïque. Une loi laïque aborderait l'ensemble des questions suscitées et redonnerait un souffle laïc à l'école, dans les services publics mais aussi dans l'ensemble de la société. Nous insistons sur le fait que la loi fige les situations anti-laïques.

Pour rester dans l'analyse du moment social actuel, pensez-vous que les mouvements du printemps 2003 sont un échec ?

Cette mobilisation est extrêmement importante pour

les années à venir. Dans le département de Seine-Saint-Denis, en 2003, il y avait plus d'établissements en grève et sur une plus longue période que lors du mouvement fort de 1998. À l'époque, le mouvement n'avait pas pu être étendu. Des départements ont eu des taux de grévistes inédits, même en 1995. Au niveau national, peu de départements n'ont pas été impliqués. Cela a été énorme. Mais nous avons dû faire face à l'absence de volonté des confédérations, et de la CGT, à concourir à l'extension du mouvement à l'ensemble des secteurs. Ainsi, les transports n'ont pas joué le rôle de locomotive que l'on a connu en 1995. L'Éducation s'est retrouvée dans une position motrice qu'elle n'avait pas l'habitude d'assumer, même avec des syndicats bien implantés. Ces derniers ont plus cherché à casser le mouvement, qu'à assumer leur position. Et pourtant, celui-ci a été en mesure de fragiliser le gouvernement sans jamais réussir à atteindre la grève générale qui aurait pu le fragiliser de manière efficace, mais sans doute pas définitive. Plusieurs points auraient pu être remis en question: le refus de la décentralisation et pas seulement des ATOS, le débat sur la laïcité et l'enseignement professionnel

Nous ne bornons pas notre action au strict cadre syndical mais nous nous investissons sur des luttes de quartier, de sans-papiers...

public qui passe sous la coupe des régions. Nous aurions pu insister sur le refus de la précarité qui, aujourd'hui, devient le système dominant. Les luttes d'auxiliaires de 1996-97 avaient permis de garantir un emploi, de définir un statut. Aujourd'hui, les vacataires contractuels sont payés à l'heure, n'ont pas de congés, ne peuvent pas participer aux mêmes activités que les autres, n'ont pas de garanties sociales... Cette grève

n'a pas été un succès, mais c'est bien d'avoir relevé la tête après les échecs politiques que nous a imposés la gauche réformiste, alors que le libéralisme est à l'attaque et que les situations de précarité empirent. Ce mouvement a donné des habitudes de lutte, on réapprend ce que sont les AG souveraines, les coordinations, comment travailler entre secteurs.

À l'École Émancipée, vous mettez en avant un des principes fondateurs d'Offensive libertaire et sociale, l'autonomie des luttes ?

L'École Émancipée - Émancipation était partie prenante de l'appel sur l'autonomie des luttes. Ces prises de position qui peuvent paraître théoriques ont pu être poussées assez loin au printemps. Nous avons développé un mouvement contre l'envie des syndicats. Cela s'est fait, notamment, par des établissements qui sont allés en rencontrer d'autres dans leur département. Les établissements ont développé la lutte. La plateforme, grâce au réseau des bahuts et à la coordination de la région parisienne, a pu être figée facilement tout en maintenant le débat. Il y a eu des débats sur les mandats, la représentativité, la démocratie d'un mouvement autonome. Cela a été parfois

tranché un peu tard, ce qui a permis aux syndicats dits représentatifs de mépriser la partie autonome du mouvement. La FSU a montré sa volonté de stopper le mouvement quand il n'avait pas besoin d'être stoppé. L'autonomie va gagner à l'avenir. Les syndicats vont perdre en crédibilité, alors que la propension à se doter de structures autonomes va progresser.

Le refus des syndicats d'interrompre le baccalauréat a été une étape décisive, alors que nombre de personnes voulaient vraiment stopper les épreuves.

La même question s'est posée pour les intermittents lorsqu'ils se sont attaqués à des montagnes comme certains festivals. D'abord, les autorités effraient les plus déterminés. Ensuite, ils prêtent attention à toutes les gesticulations de certaines organisations qui font croire qu'elles vont utiliser ces leviers. Pour le bac, on a appris très vite qu'elles n'utiliseraient pas cette arme. On aurait du interrompre le bac face à un gouvernement obtus. Il fallait utiliser des formes innovantes qui acculent le pouvoir. Les négociations auraient pu se faire sur les bases des grévistes et pas sur celles du gouvernement. Quand on voit le pseudo «grand-débat» mis en place par Ferry, c'est à l'époque que les organisations syndicales en appuyant le mouvement de grève reconductible auraient pu imposer les plate-formes revendicatives comme alternative sociale.

Mais les luttes peuvent-elles passer outre les syndicats ?

Les luttes doivent passer outre, si on ne veut plus perdre face aux offensives libérales, pour ne pas être victime des tentatives de récupération ou de cassage syndical. Je ne lancerai pas pour autant un appel à la désyndicalisation. Au contraire, en dehors des moments de lutte, il est difficile de structurer le milieu de façon pérenne et définitive. Après, on a le choix du syndicat: les plus radicaux qui sont moins implantés et les réformistes dont on sait qu'ils travailleront contre le mouvement le moment venu mais disposent du droit de tendance. L'important est d'être en nombre suffisant, et d'être en capacité, dès qu'il y a une possibilité, d'avoir un mouvement important, de concourir à le développer et d'éviter d'être récupéré par une structure syndicale ou politique. Le syndicalisme oui, mais une autonomie plus offensive est nécessaire.

A LIRE



Abélard
Universitas calamitatum:
Le livre noir des
réformes universitaires
Éd. du Croquant
2004

NOUVEAUTÉS



Serge Mongeau
Éd. Écosociété
1994, 192 p.

NOUS N'AVONS PAS EU LE TEMPS DE LIRE :

Lettre à Jules
Jean-Marc Rouillan
Éd. Agone

Culture prolétarienne,
Marcel Martinet
Éd. Agone

Nous n'avons pas
peur des ruines,
Sergio Ghirardi
Éd. L'Insomniaque

Brésil, la mémoire
perturbée,
Maira
Éd. Ab Irato

Punir les pauvres
Loïc Wacquant
Éd. Agone

Développement
insoutenable
Stéphane Bonnevaux
Éd. du Croquant

Le garrot pour
deux innocents
Carlos Fonseca
Éd. CNT



Collectif
Éd. Aden
2004, 160 p.

MOI, MA SANTÉ DE LA DÉPENDANCE À L'AUTONOMIE

À l'heure où la sécurité sociale est en train d'être sabordée et les services publics de santé petit à petit privatisés, il est intéressant d'avoir une réflexion globale sur la santé et sur les moyens d'en garder une bonne. « N'attendons pas d'être malade pour se préoccuper de notre santé ». Voici résumée bien la philosophie de cet ouvrage. Pour l'auteur, qui a pratiqué la médecine, la santé repose sur des actions quotidiennes simples qui visent à renforcer ce qu'il appelle « les piliers de la santé ». Il s'agit d'actions à la fois personnelles et sociales, puisqu'il faudrait modifier profondément nos façons de vivre pour nous épanouir pleinement.

MOURIR POUR MAC DO EN IRAK

L'édition française s'est trouvée un créneau porteur commercialement (quoique...) et politiquement pas trop dérangeant : la critique de Bush et de sa politique impérialiste. Dans cette pléthore de titres, cet ouvrage se détache par son intelligence et sa concision. En trois parties, les auteurs nous expliquent les raisons géo-stratégiques de l'invasion américaine en Irak, les intérêts économiques de la reconstruction et n'oublent pas... les Irakiens et la farouche résistance qu'ils opposent à leurs envahisseurs. Ces analyses anti-colonialistes frappent juste et élèvent un débat que la focalisation sur la personnalité du président américain rend trop souvent inconsistant.



Prakash Singh
Éd. Les nuits rouges
2004, 240 p.

HISTOIRE DU NAXALISME. JACQUERIES ET GUÉRILLAS DE L'INDE (1967-2003)

Ce livre relate la naissance, l'évolution et l'actualité des mouvements naxalistes indiens, dans la lignée du maoïsme, et qui ont connu leurs périodes les plus intenses à leurs débuts (1967-1972) ainsi que dans les années quatre-vingt. Leur activité est toujours assez importante dans certains États. La ligne politique initiale était « l'éradication des ennemis de classe », ce qui signifie notamment des assassinats de propriétaires terriens. Puis les modes d'action se sont diversifiés, jusqu'à la participation à la vie parlementaire. Certains groupes naxalistes ont entrepris des actions à la « Robin des Bois ». Ce livre a été écrit par un ancien policier indien : s'il désapprouve la plupart des actions des groupes naxalistes, il soutient totalement leurs revendications, dont le partage des terres. Il insiste sur les raisons sociales et économiques de ces révoltes. La condition misérable des basses castes, des Dalits (« Intouchables ») et des « tribaux » (peuples aborigènes), est en effet la source du mouvement naxaliste.



Pierre Tévanian
Éd. L'Esprit frappeur
2003, 304 p.

LE MINISTÈRE DE LA PEUR RÉFLEXIONS SUR LE NOUVEL ORDRE SÉCURITAIRE

Ce livre est l'occasion d'un retour sur six années de politiques sécuritaires, du PS à l'UMP. L'auteur analyse entre autres l'usage qui est fait par les politiques et les journalistes des chiffres de la délinquance ainsi que des sondages d'opinion. L'occultation des autres violences sociales et/ou étatiques est analysée : celles du monde du travail ou de la prison, les « bavures » policières, etc. La participation et le vote aux élections de 2002 des groupes sociaux les plus pauvres sont décryptés. Pierre Tévanian apporte à ces politiques actuelles l'éclairage, outre la banalisation des discours d'extrême droite et l'importation de certaines politiques américaines, du « legs colonial », ou le passage du fantasme de « l'indigène » à celui du « sauvageon ».



J.-P. Levaray
Éd. Le Reflet
2003, 134 p.

CLASSE FANTÔME CHRONIQUES OUVRIÈRES

Sept millions d'ouvriers ? Vraiment ? Vingt ans que l'on invisibilise une classe ouvrière qui depuis quelques temps semble ressurgir, si ce n'est par ses luttes, par la parole, et l'intérêt qu'on lui porte. Jean-Pierre Levaray, ouvrier, syndicaliste, auteur de l'excellent « Putain d'usine » nous fait découvrir ses compagnons d'usine au travers de portraits touchants. De l'intérieur, au quotidien, il dresse un tableau lucide, tout en finesse, pudique et juste de ceux que certains ont enterré un peu vite.

REVUES

TROUBLE(S)

N°1 • février 2004 • 132 p.

Les médias s'étaient emparés de l'affaire « Ravailiac » : des lycéen-ne-s d'Henri IV avaient subi les foudres de l'ordre moral pour avoir posé nu-e-s dans les pages de leur journal. Ils récidivent avec un nouveau journal : « Trouble(s) ». Celui-ci s'organise en trois sections : sexualités, politiques et cultures, car « il n'y a pas de luttes secondaires, parce qu'une réflexion politique qui ferait l'économie des questions identitaires, sexuelles et culturelles serait condamnée à n'être qu'un exercice de style ». Si le ton est parfois un peu potache, « Trouble(s) » reste une bouffée d'air frais dans la presse d'aujourd'hui : informée et documentée, radicale et cinglante, engagée et engageante, la revue ne manque pas pour autant de cultiver cette petite touche d'utopie qui fait trop souvent défaut aux milieux les plus révolutionnaires.
www.revetroubles.com

NOUVELLES QUESTIONS FÉMINISTES

Vol. 22 • n°3 • 2003 • 170 p.

Nouvelles Question Féministes est la plus ancienne revue féministe en langue française. À l'origine fondée par Simone de Beauvoir et Christine Delphy, sa nouvelle mouture date de l'année 2001. Ce dernier numéro, dont les analyses sont fidèles à l'exigence de qualité de la revue, décortique les discours et pratiques antiféministes contemporaines. On y trouvera notamment des réponses argumentées à l'attaque idéologique et réactionnaire du trio formé par Elizabeth Badinter (« Fausse route »), Hervé Le Bras et Marcela Iacub (« Homo Mulieri Lupus »). À noter aussi, entre autres, le très bon article de Christine Delphy sur la responsabilité de l'État dans la reproduction de la domination patriarcale.
www2.unil.ch/liege/nqf



Julie Moens
Éd. Aden
2004, 164 p.

ZOLA L'IMPOSTEUR ZOLA ET LA COMMUNE DE PARIS

On connaissait Zola pour ses positions courageuses durant l'affaire Dreyfus et pour le réalisme de sa saga des Rougon-Macquart. On l'imaginait proche du peuple. Ce livre en s'appuyant sur les articles écrits par Zola dans la presse à propos de la Commune de Paris montre qu'il s'est révélé être un farouche opposant à cette révolte populaire et qu'il fut, plus largement, effrayé par la «populaire» et la lutte des classes. En étudiant certaines de ses nouvelles et ses romans ouvriers («L'Assommoir» et «Germinal») l'auteure présente un bon bourgeois voyant dans le prolétariat de grands enfants sauvages, incapables de se libérer par eux-mêmes et que seuls quelques esprits éclairés pourraient guider vers la bonne route. Encore un mythe républicain qui vole en éclats. Au suivant !



Bernard Charbonneau
Éd. Denoël
2003, 142 p.

L'HOMMAUTO

Fondateur de la pensée écologiste en France, ami de Jacques Ellul, contempteur de la technoscience et du consumérisme, auteur d'une œuvre importante, Bernard Charbonneau reste méconnu. Heureuse initiative donc des Éditions Denoël qui rééditent son pamphlet écrit en 1967 contre la bagnole. Les ravages de l'automobile n'ont fait qu'augmenter depuis. Ce petit texte incisif et lucide n'a pas pris une ride, sauf peut-être dans son ton, que certain-e-s qualifieront volontiers de «vieux con». Une violence du propos qui fait plaisir à lire dans ce réquisitoire sans concession contre le totalitarisme routier.

APPEL À SOUSCRIPTION

ALEXANDRE MARIUS JACOB RÉÉDITÉ

En 1995, l'Insomniaque publiait un recueil d'écrits d'Alexandre Marius Jacob, ouvrage de longue date épuisé – après avoir connu un vif succès auprès des esprits libres.

Au premier trimestre 2004, nous rééditons enfin ce recueil, augmenté de 250 pages et accompagné d'un CD de chansons libertaires dont certaines furent écrites par des compagnons de Jacob. Les ajouts sont constitués de lettres jusque-là inédites du célèbre cambrioleur anarchiste ainsi que de documents annexes qui éclairent tant le personnage que le contexte de son existence mouvementée.

Nous vous proposons de souscrire à cette édition améliorée (vendu 25 euros en librairie) au prix spécial de 20 euros l'exemplaire (port compris) : vous le recevrez dès sa parution. L'ostracisme croissant dont fait preuve la librairie à l'égard des éditeurs indépendants nous contraint de faire appel au public pour nous aider à produire cet ouvrage de 850 pages, destiné à faire date – ne serait-ce que dans la foule persistante des obstinés de la liberté et de la dignité.

L'INSOMNIAQUE

63, rue de Saint-Mandé, 93100 Montreuil-sous-Bois 01 48 59 65 42

INCONTOURNABLE

Colette Guillaumin
L'idéologie
raciste



L'IDÉOLOGIE RACISTE. GENÈSE ET LANGAGE ACTUEL Colette Guillaumin • Éd. Gallimard (Folio Essais) 2002 (rééd., 1^{re} éd. 1972) • 378 p.

Ouvrage remarquable, tant par les différents champs brassés (histoire, sociologie, philosophie, linguistique, politique...) que par la finesse et la rigueur du propos, «L'idéologie raciste» a fait date dans l'analyse antiraciste. L'auteure commence par étudier l'apparition du racisme biologique au XIX^e siècle, et situe ainsi l'arrière-fond ce panorama contemporain : avant la naturalisation qu'opère le XIX^e siècle en bien des domaines, la notion de race n'avait pas cours, ni même de sens. Elle montre ensuite admirablement à quel point la catégorisation des dominé-e-s (liant ainsi son analyse au sexisme ou à l'âgisme) participe à, ou plutôt fonde, l'oppression. Étudiant la presse pendant la guerre d'Algérie, elle démonte en finesse les mécanismes qui fondent le discours raciste, faisant toujours référence à une norme implicite : «sept personnes se sont noyées, dont deux arabes» est ainsi un exemple caractéristique du racisme langagier. Par défaut, une personne est toujours blanche (ainsi que mâle, hétéro, riche...) : il faut préciser seulement lorsqu'un-e individu-e s'éloigne de la norme implicite qui est dominante. Bref, l'ouvrage est un incontournable de l'antiracisme, et plus largement de l'analyse de toute domination.

BANDE DESSINÉE

LES ROIS VAGABONDS

James Vance et Dan Burr
Éd. Vertige graphic • 2003 • 208 p.

«Ou la vie vient à toi ou bien c'est toi qui va vers elle». C'est avec cet héritage que Freddie, jeune garçon de 13 ans s'en va prendre la route à la suite de son père, à travers le territoire des États-Unis de la misère. Ce «road-comic» nous plonge en 1932, en pleine dépression américaine et nous fait découvrir l'envers du décor : toute une population de crève-la-faim, de fauchés, de clochards et de travailleurs jetés à la rue pour de mauvaises raisons économiques. La route que va emprunter Freddie l'amène dans les rails de Sammy, «Roi d'Espagne». Nous découvrons avec lui le monde des hobos, ces voyageurs de la cloche en perpétuel déplacement (ils utilisent le chemin de fer, seul moyen de transport pour parcourir de longues distances, en se planquant dans, sur ou sous les wagons...), ces marginaux itinérants qui finissent par former une contre-société avec ses règles et ses codes, vivant de petits boulots occasionnels, de vols ou de charité. Pour finir, les auteurs nous offrent en fin de parcours un petit dossier sur la crise de 1929 aux États-Unis dans la littérature et au cinéma, sur le syndicat IWW, sur la tradition de la route et enfin sur les Hobos.



MALATESTA
BIOGRAPHIE EN IMAGES D'UNE
FIGURE DE L'ANARCHISME ITALIEN
Fabio Santin et Elis Fraccaro
Les Éditions Libertaires • 2003 • 112 p.

Les Éditions Libertaires nous font découvrir la biographie en images de Enrico Malatesta. Cette bande dessinée traduite de l'italien nous raconte la vie d'un homme qui, sa vie durant, a lutté avec les damnés de la terre. Si les écrits de Malatesta sont connus dans le milieu anarchiste français, sa vie l'est beaucoup moins et ce manque est enfin comblé.



N&SK: EN AVANT LE CIRQUE

LE CIRQUE DU MILLÉNIUM (NAÏVE, 2004)

ORIGINAIRE de la région stéphanoise, N&SK (ou Nomades et Skætera dans sa version longue) se caractérise avant toute chose par un amour sans limite de la scène et du contact avec un public souvent jeune et toujours enthousiaste. Mais, au-delà du côté «festif», le groupe met en avant un engagement latent, peut-être plus marqué encore à l'occasion de la sortie de son nouvel album au titre évocateur: «Le Cirque du millénium». On y trouve nombre de textes remettant en cause le système capitaliste, les médias ou la classe politique. Il s'agit là d'un album plus acéré, sans doute plus militant. Pour les deux auteurs principaux des textes: Kaï, le chanteur et Tof, l'accordéoniste, les morceaux sont souvent écrits en réaction à l'actualité, aux événements politiques. Cependant, le groupe se garde bien de donner dans le prêt-à-penser. Il profite de la scène comme d'une tribune mais ne veut pas forcer la main des gens qui viennent à leurs concerts. À chacun sa manière d'appréhender la réflexion politique. Cependant, le groupe dans sa formation même reflète une certaine idée du métissage et de la différence: plusieurs origines et plu-

sieurs cultures se côtoient en son sein et offrent ainsi tant au niveau musical qu'au niveau textuel: une coloration toute particulière sur la scène française. L'originalité tient indéniablement au fait que Kaï chante à la fois en français et en berbère kabyle – parfois au cœur d'une même chanson – et aux mélodies orientales qui émaillent nombre de morceaux. Ainsi, le métissage s'opère également musicalement et on retrouve souvent à partir d'une base ska des rythmes assez déroutants qui tiennent tant de la musique orientale que de la chanson française. De plus, les cuivres – coloration nouvellement apportée – font bon ménage avec l'accordéon et le violon. Au total, huit musiciens composent le groupe.

«Le Cirque du millénium» marque un tournant dans la carrière de N&SK du fait de la qualité des arrangements et de la qualité des textes. La meilleure façon de découvrir la formation est cependant de les voir sur scène et de partager l'énergie qu'ils délivrent et que délivre notamment Kaï, sautillant et bondissant à l'envi, mais capable aussi de susciter une grande émotion quand il chante, par exemple, un morceau traditionnel. La

scène s'avère être leur meilleure incarnation, surtout quand le public conquis reprend «Kangourou nomade», leur tube absolu, réenregistré et retravaillé dans ce nouvel album.

Même si le groupe ne courtise pas spécialement la scène radicale, il pose ici un jalon intéressant et se positionne assez clairement. Bien sûr, d'aucuns pourront trouver certains textes timides ou légers mais, force est de constater que N&SK a réalisé ici un album courageux et intéressant, séduisant même. Sa force réside, sans doute dans le mélange des cultures, dans l'emploi, pas si fréquent de la langue berbère et dans un travail soigné autour du texte et autour des différentes mélodies. Courant 2004, on pourra suivre le groupe en tournée: une façon de les découvrir et de goûter leurs différences. Flo



RETOUR SUR...

UN THÉÂTRE RADICAL

Le LIVING THEATRE a marqué l'histoire du spectacle vivant. Cette troupe phare de la contre-culture américaine, fondée en 1951 par les New-yorkais Judith Malina et Julian Beck, a cristallisé les idées, l'énergie et l'utopie révolutionnaires des années soixante. Expulsée rapidement des États-Unis en raison de dettes (sic), la troupe a connu un succès retentissant dans de nombreux pays d'Europe jusqu'au début des années quatre-vingt, date à laquelle sa créativité s'étiolait. Résolument anticapitalistes et pacifistes, ses fondateurs ont voulu forger un théâtre «qui veut changer le monde», qui soit «comme une danse, une recherche de la transcendance». Et le lieu d'une expérience de liberté par opposition à la «société-prison» qu'ils dénoncent. Ils pointent ainsi le nationalisme, la bureaucratie, l'argent, l'ordre moral... et s'appuient sur une nouvelle vision du corps et de l'esprit puisée dans les traditions orientales et kabbalistiques dans une sorte de syncrétisme culturel. Du point de vue esthétique, ils refusent le théâtre «bourgeois» (costumes et jeu naturalistes...) au profit d'un théâtre de la pauvreté. Par nécessité, mais aussi par choix. Les acteurs sont vêtus de leurs habits de tous les jours. Pas de décor ni d'accessoires. Tout passe par les corps, les voix. Les mises en scène sont le fruit d'un travail collectif, même si Judith Malina, le plus souvent, les peaufine. Le Living Theatre aborde des textes contemporains («The Brig» ou «La Taule») mais aussi des classiques, auxquels il redonne leur sens politique: «Antigone», comme ode à la désobéissance civile, «Frankenstein», comme cri face à l'intolérance... Avec «Paradise Now» en 1968, il célèbre la Révolution et l'anarchie à travers la solitude et l'angoisse humaines et décrivent une manière d'être différente. «Il s'agit de dire comment on peut vivre sans argent, sans échange, sans État, sans police, sans armée, explique Judith Malina». De parler d'une stratégie non-violente, du but à atteindre. De dire de quoi s'éloigner, ce qu'il faut détruire, et ce qui est plus important, ce qu'il faut créer.» La troupe vit en communauté, s'implique dans des manifestations pacifistes, explore le théâtre de guérilla et le «free theatre», au cours duquel ils improvisent avec les spectateurs, brisant ainsi la barrière séparant traditionnellement acteurs et public. Bref, le Living a été un vrai champ d'expérimentation. Leila

1. «Le Living Theatre», Pierre Biner, La Cité (1968).

NANINANI ELECTRO-SUBVERSIF...

«La victoire sera pour ceux qui auront su faire le désordre passionnément...»

Naninani est né d'un couple d'amoureux passionnés par la musique et la politique, par la subversion de l'espace et du temps... de l'ordre, en un mot. Crass, Gang of Four, puis SPK, Throbbing Gristle, NWW..., la «fréquentation» des hérétiques, des situs, des barbares, de certains libertaires, de Burroughs, Lowry,

Trocchi, Swift... jusqu'à Heidsieck, Chopin, Fluxus. On a aiguisé nos curiosités et nos haines... Aujourd'hui, asso 1901! «Étude et défense des nouvelles formes d'actions dans la politique et dans l'art en général et dans la musique en particulier». On a 20 ans. Soit: un mail-order, des disques, rien de punk (trop évident) mais des formes informelles comme autant d'expressions affranchies (révoltées, néces-

sairement): l'impro, l'électroacoustique, la noise, le minimalisme, leurs frontières floues surtout... des livres et brochures. De quoi penser, et agir, peut-être.

Des satellites: **Naninani Recordings**, label: vv, vertonen, brendan murray... une certaine musique, aux confins des genres qui nous animent. **L'écriture**, sous plusieurs pseudonymes dans divers magazines, pour le partage, et la

rigueur que l'écriture exige.

Des projets en cours: website, mail-order donc, mais également newsletter (interviews, chroniques...), Omni (une série de compilations gratuites, diffusées en radio), une cellule d'édition (donner à lire piratement les textes qui nous poussent à vivre et à nous battre). Et encore plus, toujours, l'action directe à l'occasion: nous sommes vivants. naninanicorp@free.fr

MAX WEBER définissait l'État-nation par sa capacité à posséder le monopole de la violence légitime au sein de la société. Par sa police, mais surtout son armée, l'État-nation moderne, délimité par son territoire, est intrinsèquement impérialiste : il engendre des guerres sans commune mesure avec avant. Clausewitz déclarait que « la guerre est la continuation de la politique par d'autres moyens », alors que Michel Foucault renversait la formule pour faire de la politique « la continuation de la guerre par d'autres moyens ». Loin d'être une excroissance abominable ou anormale, la guerre est un mécanisme qui permet à nos sociétés de fonctionner. Au sein du système capitaliste, la guerre est une source de profit, et la mort un marché très juteux. Les marchés de l'armement sont des places fortes où des millions passent de main en main, scellant ainsi le destin tragique de populations entières. Tant que nous vivons dans un monde où la guerre sera plus rentable que la paix, l'horreur restera le lot commun des peuples opprimés. L'histoire du cinéma a partie liée avec les guerres qui ont jalonné le XX^e siècle. Une certaine critique humanitaire met l'accent sur le caractère inhumain des combats. Ayant parfois donné des films forts, cette critique ne questionne pas à la racine les mécanismes qui font de la guerre une véritable entreprise rationnelle, produite et entretenue par un système. Quelques films ont malgré tout mis au jour les racines de l'horreur guerrière moderne. Ce sont quelques unes de ces productions, souvent moins connues que leurs très nombreuxendants spectaculaires, que nous vous présentons. Pirouli

LA GUERRE À L'ÉCRAN



LES SENTIERS DE LA GLOIRE

Film américain de Stanley Kubrick, 1957, 88 min
Si *Full Metal Jacket* est, parmi les films de guerre de Kubrick, plus connu, *Les sentiers de la gloire* nous montre cependant parfaitement bien comment la peine de mort, loin d'être simplement une atroce stupidité parmi d'autres, est au cœur du système guerrier. Et comment la guerre en elle-même impose à des hommes d'agir comme s'ils n'avaient rien d'humain.



VOYAGE AU BOUT DE L'ENFER

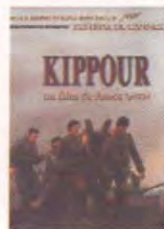
Film américain de Michael Cimino, 1978, 176 min
Voyage au bout de l'enfer fait partie de ces films mythiques dont les images marquent longtemps. Trois amis issus de l'immigration russe aux États-Unis fêtent un mariage à la veille de leur départ pour la guerre du Vietnam, à la veille d'un plongeon au cœur de l'horreur. Ce voyage au bout de l'enfer nous apprend, à la façon d'un exorcisme, l'incommensurable destruction humaine et sociale que génère toute guerre.



LE VOYAGE

Film documentaire suédois-canadien de Peter Watkins, 1983-1986, 14 h 32
Quatorze heures découpées en 19 épisodes, filmés dans 14 pays,

pour dépeindre l'industrie, les conséquences et les retombées de la guerre – dont un large zoom sur le nucléaire (l'humanité dispose de quoi détruire au moins 200 fois la planète à l'aide de bombes nucléaires !). Des interviews de rescapé-e-s d'Hiroshima ou de Stalingrad, de patron-ne-s de l'armement, de populations touchées... nous font prendre conscience de l'importance économique et stratégique de la guerre : un film très long, mais passionnant et terrifiant.



KIPPOUR

Film italo-franco-israélien d'Amos Gitai, 2000, 123 min
Film quasi-autobiographique, *Kippour* dépeint magistralement l'absurdité et l'atroce non-sens qu'est la mort à la guerre. Le conflit israélo-palestinien n'est ici qu'un prétexte (on se croirait parfois sur la lune, tant les paysages sont dévastés et atemporels) pour nous exposer la guerre dans toute sa crudité et son horreur. Un grand film.



NOUVEL ORDRE MONDIAL

Film documentaire français de Philippe Diaz, 2000, 90 min
Documentaire conçu initialement pour dépeindre la situation en Sierra Leone (famines, rebelles combattant un pouvoir corrompu...), *Nouvel Ordre Mondial* intègre quelques séquences (réelles) de torture, filmées par un journaliste ayant servi le pouvoir local. Tant les images sont dures, il arrive que des gens s'enfuient en hurlant ou pleurant au cours des séances. La guerre dévoilée dans toute son horreur.



BLOODY SUNDAY

Film anglo-irlandais de Paul Greengrass, 2001, 117 min
Ce film impeccable relate la journée sanglante du dimanche 30 janvier 1972, où le gouvernement britannique, acteur principal de la guerre civile en Irlande du Nord, a tué 13 manifestant-e-s revendiquant leurs droits d'Irlandais-e-s. Les mécanismes qui font de l'armée une entité violente et destructrice, autonome bien qu'inféodée à l'État, sont brillamment dévoilés. Si frontières et exclusions, armées et répressions sont aux racines de l'État moderne, *Bloody Sunday* montre bien qu'il ne peut y avoir de paix en deçà de sa destruction.

PROFIL

Peter Watkins, un cinéaste intègre et sans concession

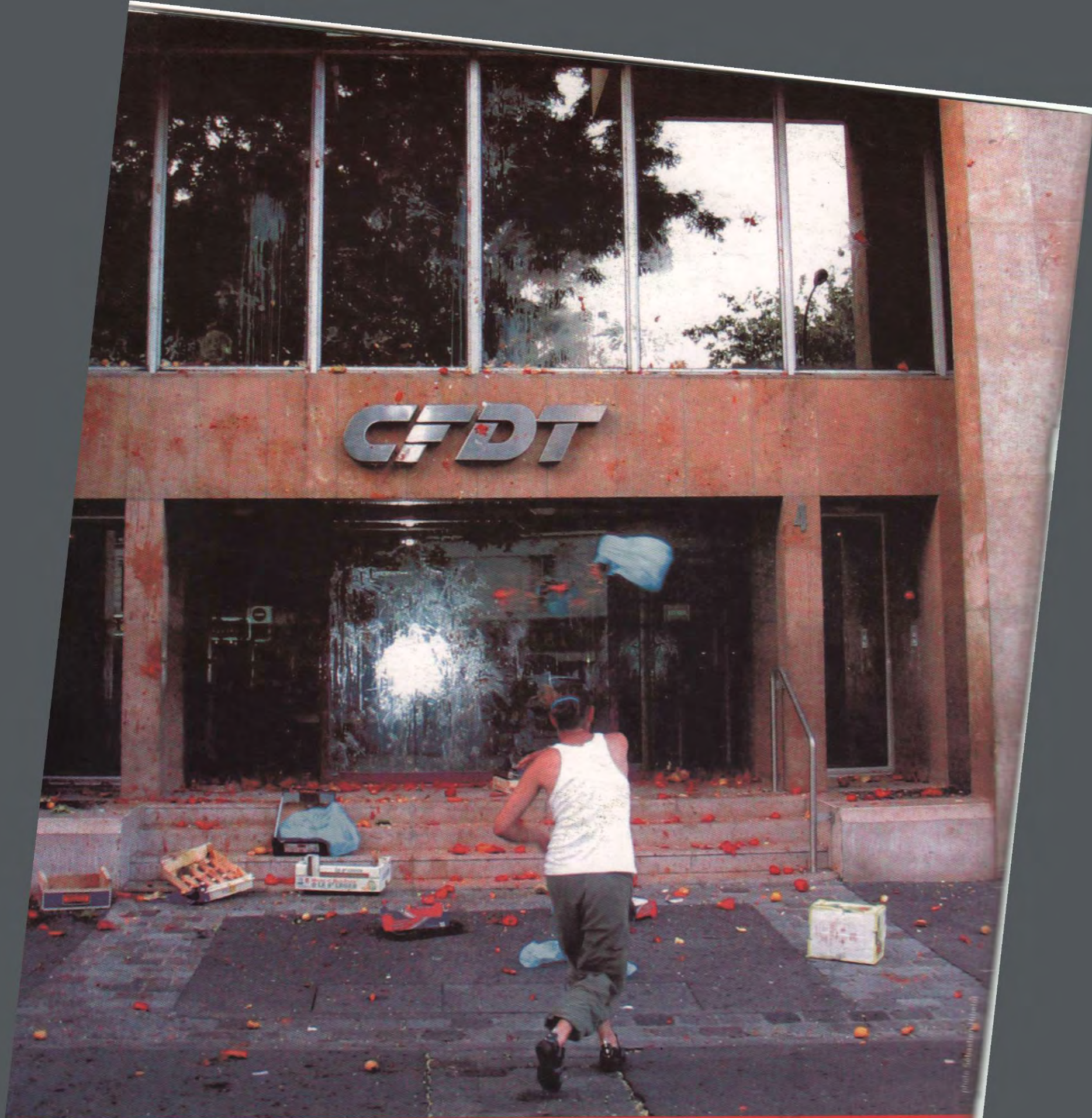
Censuré à la télévision et au cinéma pour la plupart de ses films, Peter Watkins reste un modèle d'intégrité et d'engagement cinématographique. Né en 1935, il débute au théâtre puis travaille à la BBC. Il a tourné dans un nombre incroyable de pays, souvent en lien avec les populations locales, et toujours dans un souci de recherche tant formel que militant. Le pacifisme est le thème central de plusieurs de ses films : *The Diary of an Unknown*

Soldier (1959), *The Forgotten Faces* (1960, sur la révolution hongroise), *The War Game* (*La Bombe*, 1965, reconstitution faussement documentaire, d'une attaque nucléaire contre la Grande-Bretagne ; le film fut censuré par le gouvernement britannique au travers de la BBC...), *The Gladiators* (1968), *The Journey* (*Le Voyage*, 1983-1986, voir ci-contre). La critique des médias et de leur emprise sur les populations est un autre thème de prédilection

de Peter Watkins, ce qui lui a d'ailleurs valu une marginalisation accrue... Il a aussi exploré d'autres sujets, notamment au travers du célèbre *Punishment Park* (1970, sur la répression intérieure menée par Nixon aux États-Unis) ou *La Commune* (1999, reconstitution des événements de la Commune de Paris en 1871). Si son engagement politique est exemplaire, Watkins a aussi le mérite d'avoir toujours su allier sa critique de

l'audiovisuel classique avec des recherches formelles passionnantes. Ainsi, ses films sont généralement d'un format atypique, et brisent souvent les codes admis dans le cinéma (acteurs non-professionnels, refus du rapide, du spectaculaire et de la monoforme¹). Un cinéaste à découvrir absolument².

1. Voir *Offensive* n°1, Dossier Cassez vos télé : Peter Watkins, « La monoforme ».
2. Son fils, Patrick Watkins, réalise aussi des films engagés à découvrir.



En bref ici 4-5

L'émancipation des femmes,
c'est pour quand? 6-7

Dommages collatéraux
de la guerre sociale 8-9

La guillotine carcérale 10

DOSSIER LA GRÈVE À RÉINVENTER

Aux origines de la grève 12

Spectacle et luttes ouvrières 16

Quelles luttes
pour quelle société? 18

Vers l'autonomie des luttes 19

Où et comment les conflits
du travail naissent et durent? 20

Un mouvement créatif 22

Abdel Mabrouki,
livreur de grève 25

Le renouveau du mouvement
ouvrier étasunien 26

Le bonheur conforme 28

L'essor des antipubs 31

En bref ailleurs 32

Marshall Eddie Conway 33

Plus cheap que
Wal-Mart, tu crèves! 34

S'émanciper de l'État...
et des syndicats 36

Contre-culture 40